

FORUM DE L'AGRICULTURE
RAISONNEE RESPECTUEUSE
DE L'ENVIRONNEMENT



Premières

**RENCONTRES FARRE
DE
L'AGRICULTURE RAISONNEE**

**Palais de l'UNESCO
PARIS
7 janvier 1998**

Association nationale FARRE 1, rue Gambetta, 92100 BOULOGNE
tel 01 41 31 52 20 fax 01 41 31 52 27 e-Mail : FARRE@COMPUSERVE.COM
FARRE est membre du réseau européen E.I.F. (European Initiative for Integrated Farming)

SOMMAIRE

	page
<u>Préambule</u>	3
• Pourquoi des RENCONTRES FARRE DE L'AGRICULTURE RAISONNÉE ?	
• Remerciements	
<u>Matinée</u>	
Alain FORNI, Association nationale FARRE	4
Claude GLEIZES, Conseil Scientifique de FARRE	6
Patrick LEGRAND, France Nature Environnement	8
discussions	14
Marie-José NICOLI, Union Fédérale des Consommateurs	20
discussions	26
Jean-François MOLLE, Groupe DANONE	33
discussions	39
<u>Après-midi</u>	
Dominique DRON, Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement	46
discussions	51
Jean THIAULT, Président d'honneur de FARRE	58
discussions	64
Conclusions	69

Pourquoi des "RENCONTRES FARRE DE L'AGRICULTURE RAISONNEE" ?

Parce qu'il ne faut pas craindre de confronter les idées, les opinions et les faits, même (et surtout) si les sujets sont "chauds", FARRE a décidé de créer les RENCONTRES DE L'AGRICULTURE RAISONNÉE.

L'Agriculture Raisonnée gagne chaque jour du terrain : les techniques s'affinent, les mentalités et les comportements évoluent, la reconnaissance s'installe... Mais aussi, de nouvelles questions se posent : quelles sont réellement les attentes de la société ? Quelle reconnaissance les agriculteurs peuvent-ils espérer pour leurs efforts et leurs progrès ? Et quelle est, en vérité, la contribution de l'Agriculture Raisonnée à une agriculture durable ?

C'est pour faire le point sur quelques-unes des questions les plus actuelles, que FARRE a décidé de créer les "RENCONTRES DE L'AGRICULTURE RAISONNÉE". La première édition s'est déroulée le 7 janvier 1998 à l'UNESCO (Paris), sur le thème "Agriculture et Société".

On trouvera ci-après l'intégralité des Interventions et des discussions.

Remerciements

Nous tenons à remercier tout particulièrement :

- Le président et les membres du CONSEIL SCIENTIFIQUE de FARRE, pour avoir été à l'origine de ce Colloque, avoir proposé les intervenants et en avoir assuré la présidence,
- Les conférenciers, MMES et MM LEGRAND, MOLLE, NICOLI, DRON et THIAULT, pour la qualité et l'intérêt de leurs contributions, et pour le temps qu'ils nous ont consacré,
- L'UNESCO, pour l'excellence de l'accueil et des installations, et pour avoir permis que ces premières "RENCONTRES FARRE DE L'AGRICULTURE RAISONNÉE" se déroulent dans un lieu qui symbolise des valeurs d'éducation, de science et de culture que partagent tous ceux qui soutiennent l'Agriculture Raisonnée.

**ACTES DES
PREMIÈRES RENCONTRES FARRE DE L'AGRICULTURE RAISONNÉE
PARIS 7, Janvier 1998**

MATINEE

Orateurs à la tribune : M. Claude GLEIZES. M. Alain FORNI, Mme Marie-José NICOLI, M. Jean-François MOLLE, M. Patrick LEGRAND, M. Jean-Marie MUTSCHLER

Ouverture

<p>M Alain FORNI, Président de l'Association nationale FARRE</p>

Les attentes de la société vis-à-vis de l'agriculture ont changé ; nous devons nourrir les français d'abord, les européens ensuite, à bon prix, et avec le souci permanent de livrer des produits de qualité sanitaire irréprochable. Sans fausse modestie, nous pouvons» affirmer que les agriculteurs ont bien rempli cette mission. Faut-il évoquer l'élévation de la qualité bactériologique du lait ou la quasi disparition de la salmonellose des œufs pour s'en convaincre ?

Néanmoins, en même temps, l'agriculture a vu ses prix de vente baisser de façon régulière. En toute logique, le consommateur a dû en bénéficier, du moins nous l'espérons. Certes, tout n'a pas été pour autant parfait, et la récente crise dite de la vache folle est là pour nous le rappeler. Aujourd'hui, nos concitoyens, et nous en saurons un peu plus au fil de cette journée, demandent de la nature, du typique, du goût. Ils veulent savoir, ils veulent être rassurés sur l'origine des produits qu'ils consomment et sur leurs modes de production ; mais sont-ils prêts à y mettre le prix ? Ils aspirent aussi, et il faut le rappeler, à plus d'emplois, notamment pour les jeunes. En même temps, de nouveaux marchés voient le jour, l'Europe s'ouvre sur le monde, la mondialisation à l'heure d'Internet devient une donnée socio-économique incontournable. L'agriculture n'a guère le choix, elle devra, elle aussi, s'adapter à ces nouvelles règles.

Les missions assignées à l'agriculture ont aussi évolué en fonction des besoins de nos concitoyens. L'agriculture est ainsi devenue plurielle et multifonctionnelle. Vous l'avez compris, beaucoup de débats sont aujourd'hui ouverts ; certains en appellent même à l'officialisation de ces débats, qui sont de véritables choix de sociétés : les OGM et le génie génétique par exemple, le devenir des boues urbaines et industrielles ou des composts urbains, les traitements phytosanitaires et la qualité des produits agricoles, les produits biologiques, les produits de l'Agriculture Raisonnée... Ce ne sont là que quelques exemples parmi tant d'autres, et FARRE n'a pas la prétention de répondre à tout. Mais FARRE, outil imaginé par toute une profession, a pour mission essentielle de communiquer, Alors quoi de plus logique que la démarche qui nous réunit aujourd'hui ?

L'Unesco nous accueille, et nous l'en remercions. Ce lieu n'a pas été choisi au hasard. L'Unesco est une organisation internationale, membre de l'ONU, pour l'éducation, la science et la culture. Le terme "culture" englobe les sciences sociales et humaines au service

desquelles l'organisation déploie une très grande activité depuis sa création, en 1945. Son action répond à un triple projet : d'abord encourager la coopération intellectuelle, ensuite mettre au point de grands projets de développement, enfin développer des actions morales, par exemple pour favoriser l'accès des femmes à l'éducation, élaborer des conventions internationales contre la discrimination raciale, ou bien en faveur de la coopération internationale. Plutôt que de mal évoquer les missions de l'Unesco, je vous invite à lire avec attention le beau texte de Federico Mayor disposé à l'entrée, sur la table ; je vous invite également à méditer ce texte de Léopold Sédar Senghor : l'UNESCO est la maison du donner et du recevoir ".

Que ce soit par le mot ou par l'image, par les circuits traditionnels ou les nouvelles technologies, les échanges, la libre circulation des idées et des connaissances favorise la compréhension mutuelle des individus et des nations.

La communication permet de se connaître, elle permet aussi de se comprendre, mais cela suppose d'abord que nous nous écoutions avec intelligence, cela suppose ensuite que nous admettions que l'autre ne soit pas forcément du même avis. Alors, pour progresser ensemble, confrontons nos analyses et acceptons de prendre aussi en compte les contraintes inhérentes à chacun de nos métiers. Et puisque la nouvelle année m'en donne l'occasion, acceptez nos vœux de paix et de santé pour vous et vos familles ; formons ensemble le vœu que l'année 1998 nous permette de progresser vers plus de tolérance et plus de cohérence, sans lesquelles, il faut le rappeler, nous ne saurions élaborer une bonne communication.

Les hommes tiennent une place importante dans nos projets ; nous avons le souci de nous engager dans une démarche de développement durable, pour les hommes, pour l'économie et pour les territoires. Constatez avec moi que nous rejoignons quelque part les actions de cette noble organisation, l'UNESCO, qui nous accueille aujourd'hui. Bienvenue" donc à ces Rencontres de l'Agriculture Raisonnée, ils sont les premiers du genre. Le Forum de l'Agriculture Raisonnée Respectueuse de l'Environnement, conformément à ses ambitions et à sa mission, se devait de mettre en place une série de colloques annuels autour du thème de l'Agriculture Raisonnée. Notre Conseil Scientifique, et son Président, Claude GLEIZES, sont à l'origine de ce projet. Ces premières Rencontres seront donc placées sous la présidence de Claude GLEIZES, Ingénieur du Génie Rural des Eaux et des Forêts, membre du Conseil Général d'Agronomie, membre de l'Académie d'Agriculture de France, dont j'ai pu apprécier la clairvoyance, le bon sens, mais aussi l'autorité scientifique et le souci de réaliser de bonnes synthèses alors qu'il présidait le CORPEN, d'autant que ses propos ont toujours été avancés avec mesure, avec pondération, mais aussi avec une conviction certaine.

Je passe la parole à notre président de séance, Monsieur Claude GLEIZES.

M Claude GLEIZES,
Président du Conseil Scientifique de FARRE

Je voudrais, avant ce colloque, vous dire combien j'en suis heureux, tant en raison du contenu du colloque lui-même que du fait que, comme l'a dit Monsieur FORNI, c'est à l'initiative du Conseil Scientifique qu'il a été organisé. Le Conseil Scientifique, institué il y a un peu plus de deux ans, a pour mission d'aider le Conseil d'Administration ainsi que son Comité Exécutif dans leurs choix et leurs orientations. Mais il a surtout pour but d'aider l'ensemble de l'association, d'aider les agriculteurs à s'approprier le concept d'Agriculture Raisonnée, et leur permettre de situer leur gestion d'exploitation agricole par rapport à l'environnement. Le conseil a adopté d'une façon un peu schématique deux axes d'action qui sont, l'un une action diagnostic/évaluation avec la double fin de permettre aux agriculteurs eux-mêmes de confronter tous les enjeux dans les domaines de l'économie, dans les domaines de l'environnement ou de la qualité de leur production à leurs pratiques agricoles, et de permettre également aux partenaires des agriculteurs, qui sont des personnes en général non initiées à l'agriculture, de comprendre ce qui est entrepris pour s'insérer de la façon la plus correcte possible dans l'environnement. L'autre axe, qui est intitulé "communication et formation", avait plutôt pour objectif de mettre à la disposition des agriculteurs une documentation et de rassembler à leur intention toutes les connaissances dont ils peuvent avoir besoin. Or le présent colloque répond à l'ensemble de ces préoccupations : il a pour but de situer les enjeux globaux de l'Agriculture Raisonnée, de mieux comprendre ces enjeux au niveau local, en précisant quelle est la place de l'agriculture dans la société d'aujourd'hui, c'est le mot essentiel, c'est la fin essentielle du colloque : quelle est la place de l'agriculture dans la société d'aujourd'hui ? Je voudrais dire, pour rectifier légèrement ce que vient de dire le président FORNI, que c'est Jean SEBILLOTTE, mon prédécesseur comme Président du Conseil Scientifique, qui a eu l'initiative de proposer l'organisation de ce colloque, avec Jean-Michel MICHEZ, qui est animateur du groupe de travail "communication-formation", dans le Conseil Scientifique.

Alors, le contenu de ce colloque est très large, il portera d'abord sur les enjeux environnementaux. Les relations entre l'environnement et les activités agricoles sont extrêmement complexes, l'agriculture a été, par sa seule présence, longtemps considérée comme un garant de la qualité de l'environnement. Elle peut encore être ce garant, mais d'une part son intensification implique des impacts négatifs sur les milieux naturels, sur la faune, sur la flore, sur les paysages, et d'autre part les attentes de la société, le Président FORNI l'a rappelé tout à l'heure, ont beaucoup évolué dans ce domaine, et il faut bien comprendre tout ces enjeux. En second lieu, les attentes des consommateurs, leurs craintes également, entraînent pour le producteur agricole le respect de normes sanitaires et de normes de qualité qui viennent s'ajouter aux contraintes environnementales. L'agriculteur doit connaître toutes ces contraintes, les analyser, et s'engager dans des voies qui lui permettent d'y satisfaire.

Mais la société, de son côté, a voulu traduire ces diverses contraintes en termes réglementaires, elle le fait souvent sous des formes qui sont mal perçues. Détailler les enjeux peut faciliter la compréhension et l'acceptation de la réglementation dont il faut aussi saisir

l'esprit. Le respect de la réglementation est indispensable, certes, cela est vrai pour les agriculteurs comme pour tous les citoyens, mais il importe avant tout de rechercher les moyens d'atteindre les objectifs, la réglementation n'intervenant que pour s'assurer que ces moyens ont été utilisés.

Le concept de l'Agriculture Raisonnée, qui englobe tout à la fois la mise en œuvre de techniques d'exploitation rentables, la prise en compte du nécessaire respect de l'environnement, des attentes des consommateurs, et de la protection de la santé de tous, ce concept d'une agriculture durable constitue la réponse la mieux appropriée aux problèmes qui sont posés. C'est un concept qui est déjà suffisamment développé pour qu'il soit mis en pratique et les agriculteurs présents dans cette salle en sont le témoignage. L'Agriculture Raisonnée, respectueuse de l'environnement, leur permet de répondre en responsables sans attendre les injonctions réglementaires, et ceci de la façon la mieux adaptée aux conditions locales auxquelles ils se trouvent confrontés. Toutefois, ce concept mérite encore d'être explicité, confronté aux enjeux, et certainement au-delà d'être aussi approfondi. C'est l'une des tâches que s'est données le Conseil Scientifique. Cette journée devrait être importante de ce point de vue, de cette compréhension des enjeux, de cette énumération des enjeux, et devrait permettre à chaque participant d'être persuadé qu'il est possible de les concilier avec leurs pratiques et que chacun peut y contribuer. Je voudrais dire enfin, avant de passer la parole au premier intervenant, que le Conseil Scientifique est bien entendu à l'écoute de tous les agriculteurs, de tous ceux qui s'intéressent à ces problèmes et qu'il fera son profit de toutes les remarques et suggestions qui pourraient lui être faites. Je vous remercie et je voudrais demander à Monsieur MUTSCHLER, de présenter le premier intervenant.

M Patrick LEGRAND, président d'honneur de FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT
--

Jean-Marie MUTSCHLER : présentation du conférencier

Nous avons aujourd'hui la grande chance d'avoir des intervenante de tout premier plan pour analyser avec nous quelques sujets d'une grande- actualité. Le premier d'entre eux est Patrick LEGRAND, que vous. avons invité avant tout en sa qualité de Président d'honneur de FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT, qu'il a présidé de 1992 à 1995. Mais Patrick LEGRAND est aussi membre du Conseil Economique et Social, Secrétaire Général de la Délégation à l'Environnement de l'INRA (Institut National de la Recherche Agronomique), issue de la Cellule Environnement qu'il a créée et animé depuis 1986. Nous le rencontrons aussi régulièrement à travers les "Courriers de l'Environnement" de l'INRA. Patrick LEGRAND a aussi été le premier président du Collectif Environnement Développement International, ce consortium d'associations environnementales qui a préparé, pour la France, le sommet de Rio.

Je ne peux pas être exhaustif dans cette présentation, parce que les responsabilités et engagements de Patrick LEGRAND sont nombreux, mais je voudrais signaler qu'il est membre de deux commissions importantes : la première est la Commission française du développement durable -vous voyez que c'est tout à fait en phase avec ce que nous allons discuter- et la deuxième qui nous renvoie à ce que le Président a évoqué tout à l'heure sur les questions qui doivent être mises en débat public, est la Commission Nationale du Débat Public, justement.

M Patrick LEGRAND

Je vous remercie de votre accueil et je vais commencer par vous présenter mes vœux parce que nous en avons besoin ensemble. Les choses commencent à changer puissamment, et aussi bien du côté de l'environnement que dans le couple environnement/agriculture, et l'année 98 devrait être une année, qui comme les deux années précédentes, marque des virages et des changements à la fois de mentalité et des changements de choses sur le terrain très puissantes et concrètes. L'espace rural lui aussi a besoin de nos vœux.

Vous m'avez demandé quelques idées sur la relation agriculture/environnement, et comment construire des dialogues, je vais vous donner ma façon de voir, j'allais dire franco de port et d'emballage, c'est-à-dire peut-être un peu sauvagement de temps en temps. C'est vrai que quand je vous ai entendu, messieurs les Présidents, je me suis dit : mon dieu tout va bien, tout va bien, tout va bien... Mais alors pourquoi y a-t-il encore autant de problèmes ? Pourquoi on a encore des nitrates dans les nappes ? Pourquoi on retrouve les pesticides un peu partout ? Pourquoi on n'a pas eu de débats corrects sur le maïs transgénique, les OGM, pourquoi ? Pourquoi ?

Alors qu'il y a toute une série de choses qui évoluent, et je crois que c'est une première chose à voir, un premier conseil que je peux vous donner, nous donner collectivement, c'est qu'il faut toujours regarder des deux côtés du progrès, les deux côtés de la situation, les côtés positifs et les côtés négatifs, simultanément.

Cela devient absolument indispensable, et je pense que là les environmentalistes globalement et les agriculteurs globalement peuvent précéder un certain nombre d'autres corps institutionnels où des résistances encore plus fortes peuvent se marquer pour rester sur une conception exclusivement positiviste et de l'opérationnel et du progrès. C'est vraiment quelque chose d'extrêmement important. Vous avez rappelé quelques données de base, la vieille imbrication entre l'agriculture et l'environnement dans un pays de vieille agriculture, donc plus tellement de milieux strictement naturels comme on en trouve aux États-Unis, ce qui veut dire que tout compte fait, en France, la "deep-écologie", celle dont on se sert comme épouvantail!, n'existe pas. Moi qui ai beaucoup fréquenté les environmentalistes, je peux vous dire que ça n'existe pas. Vous ne rencontrerez pas d'adorateurs de la petite plante. Tout environmentaliste français sait très bien que derrière une orchidée, sur une pelouse calcaire, admettons sur les coteaux de la Seine en aval de Paris, il y a en général une prairie sèche tout autour, des vaches dessus, derrière la vache des éleveurs, derrière l'éleveur il y a une DDA, il y a des chercheurs, il y a des marchés, que parfois ces marchés décident de nos paysages à Denver ou ailleurs et que ma foi en plus il y a Bruxelles. Même un spécialiste de l'orchidée sait ça. C'est quelque chose de remarquable, nous ne rencontrons pas en France de gens de la "deep-écologie".

Par contre il y a tout de même un divorce radical récent, un divorce qui s'est constitué, je vais faire un peu d'histoire, depuis une trentaine d'années, les trente glorieuses, vous les avez rappelées, cette espèce de privilège donné à une seule fonction de l'agriculture alors qu'on aurait peut-être pu dès lors envisager quelque chose de multifonctionnel, un certain nombre de priorités, une espèce d'aveuglement collectif qui fait que même le consommateur y a contribué et s'y est associé, et qui ont conduit à un certain nombre d'abus, d'abus sur les ressources naturelles, d'abus sur la séparation entre l'agriculture et la société, et parallèlement une résistance de plus en plus forte, un refus de constater et d'accepter, c'est-à-dire que même chez les chercheurs de l'INRA il y avait cette position de nature non-scientifique, strictement idéologique, de dire : on ne veut pas constater un certain nombre de réalités... Je me souviens que l'on m'a raconté quand je suis arrivé qu'il était très difficile de mettre en rapport des courbes de consommation de nitrate avec des courbes d'augmentation de nitrate dans les nappes dans une région que je ne vais pas citer, ça serait un peu trop la localiser. Mais ce qui veut dire que les questions d'environnement ne sont pas seulement des questions biologiques, techniques, physiques, ce sont des questions bio-culturelles, ce sont des questions bio-politiques, c'est ça qui est extrêmement important, et nous ne les réglerons pas seulement si nous avons des techniques, il faut aussi faire changer des mentalités et faire changer des idéologies. Et si vous, nous ensemble, nous ne faisons pas évoluer systématiquement les dits systèmes techniques, et nous savons que nous en avons des systèmes techniques alternatifs, vous en êtes l'exemple, systématiquement les systèmes techniques avec des systèmes idéologiques qui permettent à la fois de justifier les nouvelles pratiques et de les intégrer comme des réflexes, nous n'en sortirons pas. C'est pour ça que régulièrement mes collègues de l'INRA, dont certains sont ici, je leur dis : oui, c'est très bien, travaillons sur les techniques alternatives, ça fait des années qu'on en a dans les cartons, n'est-ce pas Messieurs ? Mais on a oublié de déconstruire un certain nombre de faux savoir, on ne disait pas que le troisième passage d'insecticide ou de pesticide faisait le poids du grain sur le blé ? Il a fallu qu'un certain nombre de nos collègues fassent des expériences négatives pour montrer que ça ne

marchait pas, il faut déconstruire les anciens savoir..., et puis créer des idéologies nouvelles, pas des idéologies au mauvais sens du terme, créer des systèmes de référence qui font que quotidiennement, quand on est sur le terrain, on réagit sans avoir à reconstruire toute la chaîne du raisonnement.

Face à ce concept, cette période de la pensée unique, avec ses résistances, nous a conduits à une période de glaciation extraordinaire. Entre 1986 et 1993, il y a eu une espèce de coupure générale entre environnementalistes et agriculteurs. A mon avis, malheureusement, ça pouvait aussi conduire au suicide même du peuple des agriculteurs. France Nature Environnement n'avait plus de rapports qu'avec des agriculteurs dynamiques, évolutifs, expérimentateurs, mais marginalisés par le gros de l'agriculture, ce qui est un petit peu gênant quand on veut faire évoluer tout le paquebot, de ne s'intéresser et que de n'avoir de contacts qu'avec les barquettes qui peuvent l'encadrer, mais que je vous conseille de ne pas laisser en marginalité trop longtemps.

Donc, période de glaciation. Pendant ce temps-là. Mesdames, Messieurs, je suis désolé d'avoir à vous le dire, votre image s'est largement dégradée, elle s'est même inversée. Elle est passée de tout positif à tout négatif. Je vais vous le dire brutalement : surproducteur, pollueur, refusant de payer son écot à la pollution, qu'est-ce que vous avez perdu quand vous avez combattu et pas discuté avec les agences de l'eau... Vous avez perdu pas sur le plan du débat, mais sur le plan socio-politique, l'image s'est dégradée, il n'y a plus qu'au Conseil Economique et Social qu'il y a beaucoup d'agriculteurs et qui peuvent encore de temps essayer de résister, mais ils n'y résistent plus d'ailleurs, nous coopérons très correctement avec les gens qui représentent la FNSEA, donc le gros des troupes. Donc voilà un concept physique, mais aussi un concept politique et dans une perspective. Alors ce que veulent les écologistes, parce que tout compte fait ils savent bien qu'on a une familiarité à avoir puisque l'agriculture est imbriquée aux questions d'environnement, ce n'est pas n'importe quelle agriculture. Ils savent que des alternatives techniques existent, que pour un bon nombre elles ont été anciennement décriées. C'est vrai que l'Agriculture Raisonnée n'a pas toujours ses heures de gloire, que des systèmes de pratiques moins mono-fonctionnels et mono-objectif existent, qu'elles se mettent en œuvre et qu'on n'a pas voulu le voir, combien d'exemples... en Beauce, 400 hectares de blé où on voit tout à coup quelqu'un qui avait l'habitude de voir ses champs plats, se dire : maintenant que j'irrigue je n'ai même plus un perdreau, il doit se passer quelque chose, je vais reconstruire des haies pour avoir du gibier..., avoir une conception d'irrigation un peu différente, beaucoup plus fine, et puis ensuite voir apparaître des rapaces et reconstituer des milieux... On le voit, il y a des exemples... Bien sûr il ne faut pas les marginaliser, encore 70 hectares de betteraves en parc naturel régional, vous imaginez, une catastrophe.... En ZNIEFF... vous imaginez une deuxième catastrophe, disant à ses collègues il n'y a pas longtemps en Chambre d'agriculture de l'Indre : mais non Messieurs je vis très bien et je suis même en train de reconstruire des mares, parce qu'on peut faire quelque chose, et j'ai une rentabilité économique normale... Donc il y a des exemples.

Et même dans un certain nombre de cas il y a des convergences entre le peuple des agriculteurs et le peuple des environnementalistes, des convergences fortes sur la démographie, le maintien d'un certain nombre d'exploitations, sur les questions de la réticence à l'intégration systématique aux industries avec toutes les dérives technologiques qu'on peut

connaître et qu'on a encore vues superbement avec la question de la vache folle, sur la réduction de l'artificialisation systématique des systèmes, sur la diversification, sur la multifonctionnalité, etc... Alors, les conditions du dialogue, vous en avez cité un certain nombre, regardez les problèmes biologiques et physiologiques, tels qu'ils sont, j'insiste sur d'autres conditions, tout compte fait les questions biologiques, les questions biophysiques, on sait grosso modo, tous, un certain nombre de choses, tout le monde a lu dans le Monde d'hier soir la question de la modification, l'interaction entre les plantes génétiques et les bactéries dans un système, qui en doutait ? Ceux qui voulaient en clouter ou ceux qui auraient intérêt à en douter ? Sur le plan biophysique, on sait un certain nombre de choses, en tout cas on en sait suffisamment pour en mettre en œuvre, mais par contre le dialogue et la mise en œuvre c'est autre chose, il faut apprendre d'abord à accepter de se parler, vous l'avez dit.

Réfléchissons ensemble à accepter de se parler. Accepter de se parler c'est commencer d'abord par s'écouter, c'est s'appriivoiser, c'est se sentir... Il faut commencer à partager un certain nombre de choses, un certain nombre d'expériences.

Mais avant il y a autre chose qu'il faut régler, il y a ce que j'appelle l'acte de contrition. Il y a tout de même eu un rapport de pouvoir et de force entre les peuples de l'agriculteur, je dis peuple pour ne pas séparer quoi que ce soit, et les environmentalistes. Il y en a qui pendant très longtemps ont pris des coups, on leur disait : vous n'êtes que des imbéciles, vous ne racontez que des bêtises, vous voulez notre mort, etc. on ne vous écoute pas, et nous on a le pouvoir, tant qu'on a le pouvoir débrouillez-vous... Manque de pot les choses évoluent, un pouvoir ça s'inverse, et pour entamer un bon dialogue, même des vieilles religions viennent de s'en apercevoir, il faut commencer par un petit acte de contrition, en disant : oui, c'est vrai, vous avez raison, on a peut-être fait un certain nombre d'erreurs.... Mais il faut le dire, il faut non seulement le dire, mais le faire. Alors je sais que j'ai proposé ça il n'y a pas très longtemps, il y a un an à peu près, à la FNSEA, que Luc GUYAU a fait en public son acte de contrition, ses troupes on été un peu étonnées, mais il faut en faire un, moi je peux faire un acte de contrition : c'est vrai que nous avons eu dans nos troupes d'environmentalistes, des jusqu'au-boutistes, des extrémistes, mais vous savez bien aussi que les extrémismes des uns renforcent les extrémismes des autres, et que le cas du génie génétique est tout à fait exemplaire. Actuellement, les environmentalistes français, contrairement à d'autres environmentalistes, ne sont pas contre le génie génétique. Ils souhaitent simplement que ce progrès soit contrôlé, évalué sous les angles positifs et négatifs. Ceci dit, si on veut le faire passer en force, nos extrémistes réduiront à néant les efforts des gens qui cherchent à discuter, à négocier et à évaluer les conséquences positives et négatives. Méfions-nous de nos extrémistes.

Il faut aussi des lieux nouveaux. L'UNESCO en est peut-être un, mais ça peut être des lieux immatériels, ce colloque en est un aussi dans son acte d'ouverture d'aujourd'hui. Les lieux traditionnels (les réseaux institutionnels) sont un petit peu marqués par un certain nombre de rapports de force. Comme le dit Jean SALMON de temps en temps à des environmentalistes, il nous faut des arrière-cours (pour nous mettre tout nus, ça c'est moi qui rajoute, calmement et sans qu'on nous regarde), pour qu'on accepte de quitter nos discours convenus La question des lieux nouveaux n'est pas indifférente parce qu'elle met en cause

des lieux anciens, par exemple des organismes de développement. Il faut que les gens de l'agriculture se mettent à réfléchir..., et elle annonce des lieux nouveaux, alors les lieux nouveaux c'est par exemple des parcs naturels régionaux, ce sont des lieux de discussion où tout n'est pas congelé et définitif, et c'est aussi par exemple sur le site de Vittel, et c'est ça qui est assez étonnant, des organismes de développement quasiment privés, bilatéraux entre les agriculteurs du site de Vittel, etc... Il faut être très attentif à la multiplication de ces lieux nouveaux pour ne pas les marginaliser et les disqualifier. Les cellules d'environnement, les délégations ont servi un peu à l'intérieur de l'INRA de ce lieu nouveau, dernier salon où l'on cause, ce dont on m'accusait de temps en temps dans les milieux scientifiques, mais ce qui en fait permettait de modifier un certain nombre de choses, à la fois au plan scientifique et au plan idéologique.

Et puis il faut qu'on abandonne la langue de bois, ça revient à peu près au même, la langue de bois et les écrans de fumée, je suis très heureux d'être ici aujourd'hui parce que je sens que FARRE prend de la consistance. Vous m'auriez demandé ça il y a un an et demi j'aurais dit : attendez, c'est quoi ? Il y a beaucoup d'agriculteurs derrière, ils pensent vraiment, ou bien c'est une opération publicitaire ? Une opération pour camoufler autre chose ? Parce que quand je me déplace dans la campagne je vois encore un certain nombre de choses, des épandages de nitrate sur de la neige, c'est ennuyeux ça... D'ailleurs, je vous le dis tout de suite, ça ne tiendra pas très longtemps, donc oui mais sans fard... Donc, de nouveaux lieux, et je pense aussi s'intéresser à l'ensemble pas seulement biologique, mais bioculturel. C'est extrêmement important. Vous allez me dire bioculturel parce qu'il fait de la politique... Non, les environnementalistes européens ont été les seuls à Rio de Janeiro à dire, quand il s'agissait de discuter la convention sur la biodiversité, qu'une ressource naturelle, qu'un gène, qu'une graine, qu'une plante, était quelque chose qui n'était pas seulement du biologique, mais du bioculturel. Les Américains ont réussi à faire passer la conception qu'un gène c'était du biologique pur et on a comme passé à la trappe 6 000 ans de domestication de semences en Europe, et après on s'est dit : oui, on aurait dû mieux défendre toute cette tradition de domestication et de sélection.

Maintenant quelques sujets d'opportunités, parce qu'il faut savoir sur quoi on peut travailler. D'abord l'eau, évidemment. En 1998 l'eau est un enjeu extrêmement important, sujet de trois conférences internationales. Ce qu'il y a de bien, c'est qu'aussi bien à droite qu'à gauche on s'en préoccupe, donc ça va peut-être avancer. Une conférence internationale à New York, une réunion de la commission du développement de l'ONU, des enjeux de plus en plus importants. Je ne sais pas si vous avez vu que dans le nord de la France, pourtant régulièrement arrosé, il y a un certain nombre de problèmes. On risque de se retrouver face à l'eau dans des situations qu'on a connues face à l'érosion il y a quelques années, en disant : on croyait que c'était réservé à des milieux à caractéristiques biophysiques particulières, dites déqualifiées, dites difficiles, des conditions agro-pédologiques etc., et puis de découvrir que même dans le nord de la France, même en Normandie, en terme de quantité, en terme de qualité et en terme de biologie, la question de l'eau est définitive. Les batailles de l'eau dans d'autres pays vous savez très bien que ça existe aussi.

Le deuxième sujet qui intéresse les environnementalistes, et qui a été presque le dernier iceberg de la glaciation, c'est cette affaire de Natura 2000, l'aménagement du territoire. Pourquoi ne conçoit-on pas, alors, qu'on en arrive à une conception multifonctionnelle de l'agriculture, donc multi-objective de l'espace rural, d'avoir eu autre chose qu'un zonage

systematique binaire, imbécile, pour essayer de protéger des ressources et des systèmes biologiques écologiques naturels, dont on sait qu'on a de temps en temps intérêt à laisser fonctionner leur propre régulation parce que nous, avec nos techniques, nous n'en sommes pas capables, et nous prenons des risques sur les dérives technologiques. Natura 2000, je pense que ça ne serait pas mal pour qu'un thème comme celui là ressorte. L'Agriculture Raisonnée pourrait s'en préoccuper.

Et puis, parce que c'est aussi d'actualité et que ça a marqué, c'est un des phares qui a fait fondre quelques glaçons, c'est le processus, double processus, d'orientation agricole et de révision de la PAC. Là il y a des enjeux, mais le processus loi d'orientation agricole, qui a été relancé il y a un an, a marqué, notamment au Conseil Economique et Social. Même si on avait voulu garder les débats au sein même du peuple de l'agriculture, ce n'était plus possible. Si au sein du Conseil Economique et Social un avis a été prononcé, c'est parce que tous les autres groupes, privés, publics, associatifs, etc., ont demandé explicitement que nous soyons saisis de cette loi. Au début, le groupe d'agriculteurs n'était pas très chaud, mais l'ensemble du conseil l'a imposée.

Cela peut être sur des sujets de conjoncture comme ça, cela peut être sur des sujets d'anticipation. Il est encore temps de réfléchir sur les questions d'organismes génétiquement modifiés, c'est même urgent, un grand débat public va s'ouvrir, j'espère. J'espère qu'il ne sera pas seulement confisqué par les parlementaires de l'Office Parlementaire d'Evaluation des Choix Scientifiques et Technologiques. J'espère qu'il donnera enfin la possibilité de dossiers contradictoires, et je sais, pour avoir l'année dernière travaillé sur le canal Rhin-Rhône, qu'on peut discuter, débattre même de sujets très chauds et à partir de documents contradictoires. C'est urgent. D'ailleurs la presse, se saisit des organismes génétiquement modifiés. Il ne faut pas que ce soit seulement la presse mais aussi, j'allais dire la recherche, mais aussi les agriculteurs. On pourrait penser aussi que l'Agriculture Raisonnée, climat, effet de serre, soit un bel enjeu. Comment le concrétiser au niveau d'une exploitation ? Si nous n'y allons pas nous-mêmes rapidement ce sont les autres qui viennent à nous, et ça peut être très dur. Regardez ce qui se passe : on vient d'annoncer ce matin que les Américains, qui avaient traîné les pieds à Kyoto, ont de petites voitures consommant moins de 3 litres au 100. Ils avaient commencé à travailler, et ils peuvent réagir très vite.

Et puis, c'est mon dada et mes collègues de l'INRA ne m'en voudront pas, n'oubliez pas que c'est la recherche qui nous rend des avenir possibles, ce sont les orientations qui sont prises, parfois individuellement ou en petits groupes, institutionnellement, et qui font ce qui ne sera pas possible de faire dans quelques années ou bien ce qui ne sera pas spontanément possible de faire. Je pense que là il y a un grand débat et sur lequel nous pourrions avoir des choses communes à dire pour essayer, non pas de limiter la liberté du développement ou des connaissances, mais de leur donner une dimension sociale. Donc il y a des raisons d'espérer. Sur le terrain, les expériences se multiplient. Je souhaite simplement qu'on ne les marginalise pas. Et puis il faut bien prendre soin des résistances internes et externes.

Un souhait et puis une urgence, est j'en ai terminé : Que l'expérience de FARRE gagne en consistance et en cohérence, que cette journée soit non seulement une journée où vous parlez biologie, systèmes, etc., mais aussi aspects socioculturels des choses...

Et surtout, l'évolution est inéluctable : Il y a quelques années, quand nous disions aux agriculteurs "il faut changer vos pratiques", ils nous répondaient "montrez-moi que ces pratiques nouvelles sont rentables". Maintenant, on ne nous dit plus ça, on nous dit : "donnez-nous des pratiques, on va les rendre rentables". C'est une autre façon de poser la question, parce que la société a un certain nombre d'exigences et qu'elle les marquera de plus en plus fort. Donc, Monsieur le Président, voilà ce que j'avais envie de vous dire au-delà des problèmes biophysiques que nous connaissons à peu près tous, et qu'il faut que nous regardions en face. Merci.

M Alain FORNI

Merci à Patrick LEGRAND de ce tour d'horizon. Il nous a dit ce que pouvait être la prise en compte de l'environnement et il a précisé qu'au-delà des techniques qu'on peut assez vite maîtriser, même s'il faut déconstruire quelques connaissances, on a besoin surtout de modifier les comportements. Je dirais que dans le domaine de l'environnement on sait bien que c'est essentiel. C'est essentiel pour tous les citoyens de modifier leur comportement. C'est peut-être plus vrai pour l'agriculture que pour d'autres domaines parce que quand on a affaire à des entreprises isolées, importantes, mais avec lesquelles il est facile d'imposer des contraintes. Dans le cas de l'agriculture il faut vraiment qu'il y ait une volonté de faire et c'est bien un problème de comportement. Vous avez insisté sur la nécessité du dialogue et la façon de concevoir ce dialogue, qui consiste d'abord à prononcer un acte de contrition, je crois que c'est tout à fait vrai, là aussi c'est vrai pour tout le monde, mais ensuite, parler et écouter, ça c'est beaucoup plus difficile, et je crois que vous avez eu raison d'insister sur cet aspect, et j'ai retenu votre suggestion pour le conseil scientifique de s'intéresser au bioculturel et pas seulement aux techniques. Je vais maintenant passer la parole à la salle.

DISCUSSION

M Hervé POMMERAU, agriculteur en Eure-et-Loir, Président de la fédération départementale de développement, responsable professionnel de FARRE 28.

Dans vos propos, j'ai eu le sentiment d'être un peu agressé, et comme on est entre nous, je vais me permettre d'y répondre franchement. D'abord, anecdotiquement vous avez parlé d'épandre de l'azote sur la neige. Alors je voudrais vous dire qu'objectivement et scientifiquement, j'ai eu l'occasion de le faire et sans pour cela générer un préjudice à la nature dès lors qu'on connaît le niveau de reliquat azoté de la parcelle, le niveau de déficit hydrique du sol, et dès lors qu'on est conscient du devenir de cet azote dans le sol.

En deuxième lieu, vous avez agressé un peu l'agriculture en disant : vous avez fait tout et n'importe quoi..., et vous avez aussi parlé de votre spécialité en terme de durabilité. Vous n'êtes pas sans savoir que la durabilité, c'est aussi l'interdépendance des systèmes, qu'est-ce qui fait que l'agriculture se comporte comme ça ? C'est pas innocemment. C'est que quelque part il y a une demande du consommateur, il y a des enjeux économiques, et dieu sait si l'agriculteur ne travaille pas pour le plaisir, il travaille aussi pour des soucis économiques et c'est tout un ensemble. Je crois donc que la responsabilité doit être partagée et dès

lors que nous avons effectivement au gouvernement des gens qui sont pro-environmentalistes on peut espérer que l'environnement "économique, éco-politique, influera objectivement sur la conduite des agriculteurs, voilà ce que j'avais à dire.

M Patrick LEGRAND

Merci de votre franchise, non ne prenons pas le franc-parler pour une agression. La neige, c'est un problème technique, vous l'avez vous même décrit. Ce n'est pas si simple que ça d'épandre sur de la neige, il faut savoir un certain nombre de choses, donc c'est un système relativement fragile, mais c'est une question que je laisse à mes anciens collègues du CORPEN. C'est tout de même une espèce de ligne générale qui veut, me semble-t-il, que si on ne peut pas épandre dans des situations un peu complexes, n'épandons pas. N'oublions pas que nous fonctionnons sur des systèmes qui ne sont pas toujours très bien connus, dont la dynamique instantanée est relativement aléatoire etc. On le sait d'ailleurs aussi avec les pesticides. S'il pleut ou s'il ne pleut pas, s'il y a du vent... La météo est quelque chose que nous ne contrôlons pas encore, donc c'est un débat technique. Je n'ai pas dit, me semble-t-il, que l'agriculteur avait fait tout et n'importe quoi, mais que certains ont fait tout et n'importe quoi. C'est vrai, on le constate quand une grande société des eaux commence à retrouver des nitrates dans ses bouteilles, il y a bien un problème.

Quand vous avez dit que c'était un système c'est exact.... On a tous fait ensemble n'importe quoi et on n'a pas écouté les gens qui avaient envie de dire : attention. Certains les ont étouffés, ceux qui avaient le pouvoir, donc la question est un peu différente. On avait peut-être tous envie d'aller dans ce sens-là. L'acte de contrition, j'aurais préféré qu'il y ait plus de résistance, il me semble que nous aurions pris de l'avance si nous nous étions préoccupés ensemble ou séparément, un peu plus tôt, des pluri-actifs, de la diversification, de la non-uniformisation des paysages, etc.... Je vous l'ai dit, parfois nos paysages se décident à Denver, ce qui veut dire que des questions environnementales ne se règlent pas toujours sur le lieu où biophysiquement elles se développent, elles se règlent ailleurs, elles se règlent dans les combats politiques, elles se règlent dans les enjeux économiques, elles se règlent dans les laboratoires etc., et c'est aussi là si nous voulons avoir socialement, ensemble, ou partiellement une responsabilité. C'est là aussi qu'il faut qu'on agisse, pas seulement dans notre domaine. Vous me direz : c'est très bien, c'est une resocialisation des questions, et c'est à l'ordre du jour, et si nous ne le mettons pas ensemble à l'ordre du jour, ça y viendra tout seul. Le débat public, on n'y échappera plus. Donc, responsabilités partagées oui, mais on s'est peut-être laissés aller un peu trop, alors si je vous ai agressé je vous prie de m'en excuser. Voilà, deuxième acte de contrition.

M Gilles THEVENET, membre du conseil scientifique de FARRE, Directeur scientifique de l'ITCF.

Je voulais revenir sur une dimension qui peut-être n'est pas assez apparue dans l'intervention de Patrick LEGRAND, qui est le problème, j'allais dire de la communication envers le monde non-biologique. Je crois que l'agriculture, dans ses multifonctions, a besoin de symboles. J'en vois un tout simple, mais je voudrais le souligner : ce colloque est l'un des rares où enfin on a réussi à obtenir qu'à la tribune il y ait des carafes d'eau du robinet et pas des bouteilles d'eau de quelques marques que ce soit. C'est peut-être anecdotique, mais je veux le souligner parce qu'on ne pourra pas avoir un discours sur la qualité de l'eau si par

ailleurs on montre le contraire de ce qu'on veut obtenir. Donc je dis besoin de symboles. C'est un point qu'il est important de signaler, besoin de symboles pour communiquer vers des gens qui n'ont pas forcément tout notre argumentaire de technique ou de communication, et qui effectivement ne voient que les icebergs, les bagarres, les différends, les difficultés...

Alors je crois que dans ce domaine des symboles, acte de contrition, comme tout un chacun on a commis des erreurs... Mais je dis aussi que le passé, on peut toujours l'analyser, le décortiquer, je m'en fiche à la limite, sauf à en tirer des enseignements pour construire l'avenir. Et je crois que l'objectif, tel que je le perçois à travers l'activité que j'y consacre, c'est d'essayer de construire ces fameux ponts, ces lieux nouveaux, et dans ces lieux nouveaux, cette symbolique pour laquelle on a des attentes fortes. Et là je fais un peu appel à l'imagination. Patrick LEGRAND a signalé les haies qui arrivent dans la Beauce, pour montrer qu'il y a des choses qui bougent. Si ces choses bougent et qu'on est d'accord pour considérer que ça bouge dans le sens positif, il faut les symboliser. Et l'azote sur la neige, je dirais que c'est symbolique. On peut trouver des situations où c'est tout à fait justifié, mais je crois effectivement que de l'azote sur la neige, symboliquement, ça ne passe pas. Il y a des symboles qui sont de toute façon négatifs, et qu'il vaut mieux éviter. Il y a au contraire des symboles qui sont positifs, et je vais aller plus loin : même si sur le plan technique ils ne sont pas complètement fondés, si symboliquement ils passent bien, pourquoi ne pas les utiliser ? Et je crois que dans le terme "agriculture raisonnée respectueuse de l'environnement", il ne faut pas oublier cet aspect "forum" et dans cet aspect forum, la nécessité de communiquer à travers un certain nombre de symboles.

M Patrick LEGRAND

S'il y a du contenu derrière le symbole, allons-y..., mais il y a eu beaucoup de symboles où le contenu ne ressemblait pas trop au symbole : alimentation animale par exemple, le jour où le cadre moyen français a découvert que sa vache, ou son steak, était en fait du recyclage de barbaque, ce que l'on sait d'ailleurs, même les Anglais faisaient ça pendant la guerre Napoléonienne, mais là il faut s'assurer que le symbole fonctionne bien avec une réalité.

Là où vous touchez, Monsieur THEVENET, quelque chose de fondamental, c'est sur la communication. C'est exactement ce que j'ai essayé de mettre en œuvre avec ce que vous connaissez tous (ceux qui ne le connaissent pas sont priés de me donner leur adresse), le Courrier de l'Environnement. Les écolos n'ont pas d'argent, donc le problème est vite réglé, ils ne peuvent pas faire appel à de grosses agences de communication. Mais s'il vous plaît, vous qui pouvez en avoir peut-être, enfin je ne connais pas le budget de FARRE, quand vous lancerez dans des opérations de communication, ne prenez pas les; entreprises de communication traditionnelles qui ont vendu des yaourts, des petits fours, n'importe quoi. Je fais de la contre-pub, l'une de ces; grandes agences a essayé de vendre le canal Rhin-Rhône comme il a vendu des couches culottes, elle s'est fait nettoyer en un mois, parce qu'un débat public, une communication responsable, une reconstruction des images ça suppose une autre forme de communication, une autre technique de communication que les grandes boîtes de publicité à grands renforts de panneaux...

Quand j'étais au cabinet de Madame BOUCHARDEAU, lorsqu'elle était ministre de l'Environnement, je me suis occupé d'une campagne de lutte contre le bruit. Panique générale... Ce n'est pas en mettant des affiches 2 par 4 qu'on fait baisser des décibels... Mais il y avait une association qui le demandait, qui l'exigeait. Donc, méfiez-vous de la forme de communication et des techniques de communication qu'on vous propose. Et je vous le dis sincèrement, il y a des nouveaux professionnels, de nouveaux métiers de la communication qui sont bien plus près des enjeux du débat public, de la reconstruction de l'image, de l'ouverture, et en plus ce sont des gens qui ne sont pas des. Communicateurs traditionnels, parfois ils viennent de l'ethnologie, ils viennent de l'ethnographie.

Il y a dans le Languedoc Roussillon une entreprise qui essaie d'ouvrir une carrière de carbonate de calcium et qui a fait de la communication et de la pub pendant des années. Ça lui a coûté beaucoup d'argent, et ça s'est terminé il y a moins d'un an par la promotion d'un livre qui s'appelait "Il faut tuer le dernier des écolos". C'était une catastrophe. Maintenant ils travaillent avec des gens qu'on retrouve d'ailleurs dans nos milieux scientifiques, et je suis heureux de voir d'ailleurs que de jeunes scientifiques ont de nouveaux métiers, des gens qui vont discuter, des linguistes, pour clarifier les termes, pour donner un fond, un contenu nouveau, etc., et sur d'autres formes de communication. Et en plus vous avez raison de dire que ça marche, moi avec le Courrier de l'Environnement, ce qui m'amuse, c'est qu'il n'y a pas longtemps, il y avait un grand débat autour d'une zone humide, avec des producteurs de maïs, les protecteurs du marais poitevin, des ostréiculteurs, des gens; de la ligue pour la protection des oiseaux, le DRAF, la Chambre d'Agriculture... et ce qu'ils avaient en commun comme informations, c'était ce qui sortait du Courrier de l'Environnement. C'était déjà quelque chose qu'ils avaient en commun, et c'est important. Donc de la communication, pas n'importe quelle communication, et pas de la communication ciblée sur un seul public parce que sinon vous restez dans les schémas traditionnels.

Voilà mes idées, et c'est une proposition que je fais à titre personnel (mais ici on ouvre des pistes), ça serait peut-être pas mal qu'on fasse, entre associations environnementalistes françaises et corps constitués de l'agriculture, des campagnes, mais le terme de campagne est mauvais, des actions communes. Ce serait drôle, ça changerait, ça étonnerait. En plus, ce serait un symbole en soi, immatériel mais tangible, pour peu qu'il y ait vraiment une coopération...

M Jean-François PERROT-MINOT, Appro-Champagne, membre de FARRE

Je vais poursuivre dans le sens de votre propos en ce qui concerne la communication, pour faire une suggestion par rapport à l'expérience que j'ai de la communication vers les viticulteurs, mais également par rapport à ce qui m'apparaît comme étant un problème au niveau de la communication vers les consommateurs. On a des débats publics aujourd'hui sur des sujets éminemment scientifiques, on parle des OGM, c'est quand même compliqué, ça fait appel à la génétique... Comment les gens de la rue peuvent-ils comprendre le débat qui est proposé sans avoir un minimum de connaissances dans le domaine de la génétique ?

Si on fait référence au problème de la vache folle, on parle de prions, de choses encore une fois excessivement compliquées... Vous avez parlé tout à l'heure de rechercher des

convergences entre les agriculteurs et les environnementalistes, je trouve le mot un peu compliqué à dire, mais c'est pas mal, écologistes, c'est pas mal non plus, c'est plus facile à dire, bref, est-ce qu'il n'y aurait pas une forme de nouvelle communication qu'on pourrait confier à de jeunes scientifiques et qui serait une communication institutionnelle dans des domaines où les gens ont désormais besoin d'être formés pour comprendre l'information qu'on leur donne, à savoir de la chimie, de la génétique, enfin toutes les sciences de la vie qui leur permettraient au moins d'accéder à un débat au niveau duquel pour l'instant il me semble que bon nombre de nos concitoyens doivent avoir quelques difficultés pour y comprendre quelque chose.

M Patrick LEGRAND

Je vais peut-être vous étonner et vous dire carrément que le peuple n'est pas sot, il est capable de comprendre à partir du moment...

M PERROT-MINOT :

Ce n'est pas ce que je voulais dire tout de même....

M Patrick LEGRAND

Non, mais je préfère le dire carrément comme ça, c'est trop commun, des réactions de ce type. Donc, partons du principe que les gens, en France et en Europe, ont un niveau d'adaptabilité et d'intégration de connaissances qui est tout à fait honnête. Je parle d'expérience, je sais que le problème c'est 1) la disponibilité de l'information, 2) la complexification artificielle. Parce que le génie génétique, ce n'est pas si compliqué que ça... Simplement, de temps en temps, on a complexifié ou on n'a pas identifié les bonnes questions et on ne les a pas clarifiées. Et en plus, ce n'est pas parce que c'est complexe que le citoyen lambda ne souhaite pas qu'on en parle, et 7 citoyens européens sur 10 ont répondu il n'y a pas très longtemps à une grande enquête en disant "ce n'est pas parce que c'est compliqué qu'il faut évacuer le débat.." Par contre ça impose un certain nombre de conditions au débat. On ne peut pas simplement liquider tous les arguments d'autorité : "je suis, je pense, je sais, je pense pour toi, c'est nettoyé..." C'est d'ailleurs le travail de la Commission Nationale du Débat Public, de clarifier systématiquement les enjeux.

Quelle est la question derrière la question ? Monsieur, vous posez une fausse question, dans le domaine de l'environnement -de temps en temps ça sert de paravent aussi l'environnement-, on sait très bien que c'est plutôt un choix de société plutôt qu'un jeu sur la recherche de la protection de la tulipe à machin..., il faut clarifier systématiquement la question.

On parlait tout à l'heure de forme de communication. Il y a une nouvelle forme de débat social et politique, et public, à mettre en œuvre. C'est un peu pour ça d'ailleurs que je disais tout à fait sérieusement, que je ne suis pas franchement sûr que ce soit l'Office Parlementaire qui soit seul habilité et capable de conduire un débat sur les Organismes Génétiquement Modifiés, parce qu'il y a un certain nombre de contraintes, d'ouvertures, de durée.. On ne fait pas un débat public en trois mois. Et nous avons vu en France, à deux occasions, des choses qui ont été réussies : souvenez-vous en 93, avec le Ministre BARNIER, du débat sur l'énergie.

Voilà encore un domaine compliqué où on mélange de l'économie, de l'énergétique, du nucléaire, un domaine compliqué et secret, puisque le nucléaire n'a jamais tenu que sur un seul décret et comme ça été dit en public, eh bien ce débat a duré neuf mois. J'étais Président de France Nature Environnement, il a fallu que j'aie convaincre le Ministre de l'Environnement que ce n'était pas trois mois qu'il fallait. Pour faire fonctionner un débat public il faut que ça dure, il faut qu'on lui laisse le temps, il faut que les choses se fassent. Moi je réponds "ça n'est pas infaisable, ça n'est pas impossible", et je vais conclure en blaguant, j'ai même rencontré un manutentionnaire de chez Solvay qui pose des questions extrêmement complexes en hydrobiologie et en écologie de milieux aquatiques. Il les a posées à un ingénieur de la Compagnie Nationale du Rhône qui n'a pas été capable de répondre, puisque les questions portaient sur 45 kilomètres de rivière. Il les a posées par contre dans ses termes et je pense que nous, rationnels, raisonnables, scientifiques, ce que nous avons intérêt à faire, c'est non pas asséner nos termes, mais chercher ce qu'il y a dans le langage, dans les vocabulaires, ce que cela veut dire et ensuite faire acte d'humilité face à la manière dont les gens, avec des concepts quotidiens qui leur permettent de vivre tout de même et de comprendre les choses, présentent un certain nombre de choses dans le domaine de l'environnement. Je pense que c'est faisable.

Pause

Madame Marie-José NICOLI, Présidente de l'UNION FÉDÉRALE DES CONSOMMATEURS, directrice de "QUE CHOISIR ? "

M Jean-Marie MUTSCHLER : présentation de Madame NICOLI

Tout le monde connaît la Présidente de l'Union Fédérale des Consommateurs (UFC), Directrice de la publication de la revue "Que choisir?". Ce qu'il faut aussi savoir de Madame NICOLI, c'est qu'elle est membre du Conseil National de la Consommation, qu'elle représente "Que choisir ?" à Consumer International, qui est l'organisation internationale des consommateurs, qu'elle est membre du bureau exécutif du BEUC, le Bureau Européen des Unions de Consommateurs, membre du Conseil consultatif de la pêche à la Commission Européenne, qu'elle a été Présidente du Conseil Consultatif des Consommateurs de la Commission Européenne et qu'elle a derrière elle une riche carrière dans le domaine consommériste, commencée comme Présidente fondatrice de l'UFC Marseille dès 1972.

Un mot pour rappeler que l'Union Fédérale des Consommateurs est une union de 200 associations et compte 80 000 membres adhérents et que son prolongement, la revue "Que choisir ?", compte 210 000 abonnés et vend 45 000 numéros en kiosque, avec un tirage de 320 000 exemplaires, ce qui, avec une estimation modeste de la circulation d'une revue, fait un bon million et demi de lecteurs. Un mouvement de consommateurs et une revue qui ont leur poids et leur impact dans la société française.

Madame Marie-José NICOLI

Nous entrons tout de suite dans le vif du sujet. J'ai pour habitude, avant d'aborder n'importe quel sujet, de faire un constat, et si nous faisons le constat des différentes politiques agricoles qui ont été pratiquées durant ces dernières décennies, le constat, que ce soit sur le plan environnemental, économique ou social, est assez mitigé. Pour nous, les politiques agricoles ont amené une diminution du nombre de petites et moyennes exploitations, une concentration de la production qui a entraîné une désertification de certains espaces... L'instauration d'aides à la production au lieu d'aides à la personne a entraîné des excédents qui sont coûteux actuellement à résorber. Sur le plan environnemental et sanitaire, nous avons actuellement le constat qui est l'appauvrissement des sols et des ressources en eau, une pollution des sols et des eaux et une production alimentaire qui entraîne des risques sanitaires pour le consommateur.

Alors, face à ces constats, l'UFC a donc décidé il y a un an et demi de travailler plus sérieusement, ce que nous ne faisons pas dans le passé, tous les problèmes agricoles. Et c'est pour cela que nous avons édité un petit document qui s'appelle "le consommateur et le monde agricole" que vous devez avoir, et qui résume dans les grandes lignes les demandes des consommateurs par rapport au monde agricole. Cela étant dit, devant vous évidemment, et spécialement devant vous, j'aimerais bien aborder notre conception moderne de l'agriculture, pour vous parler des modes de diversification, de la diversification des productions, de la qualité et des signes de qualité.

Aujourd'hui on peut dire que les pays européens et en particulier la France, sont des pays faits de citoyens. Ce sont des citoyens qui évidemment recherchent leurs racines et c'est peut-être pour cela qu'il y a une demande de plus en plus précise pour plus de naturel et un retour au terroir. Je ne suis pas sûre que cette demande soit nouvelle de la part des consommateurs, elle a toujours été ancrée dans l'esprit de chacun d'entre nous, sauf qu'on ne nous avait pas obligés à le dire aussi clairement. Et avec les différents accidents qui se sont produits ces dernières années au travers de manipulations génétiques, ou au travers d'accidents industriels, nous sommes obligés, c'est quelque chose qui pour nous est évident, de le dire plus fermement et plus clairement. Mais je crois que tout consommateur a toujours envie et a toujours eu envie d'essayer de retrouver des produits agricoles simples, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui.

Les producteurs, les agriculteurs, produisent de plus en plus de matières premières qui entrent dans la composition de nos aliments, parce que nous avons de plus en plus des aliments sophistiqués et compliqués. Ce qui fait qu'aujourd'hui se développe une nourriture, une alimentation très standardisée, alors que nous constatons de notre côté des besoins pour le consommateur de produits plus naturels et plus traditionnels. Donc, cette nouvelle demande, l'UFC espère la faire comprendre clairement par tous les partenaires et en particulier par vous qui pratiquez et développez une agriculture raisonnée. Alors, la diversification des méthodes de production, nous avons l'habitude de dire, et je le redis, que notre organisation, et les consommateurs en général, ne sont pas opposés aux nouvelles technologies.

Dans le monde de l'industrie, depuis 40 ans, notre organisation accompagne le progrès et les nouvelles technologies industrielles. Par nos essais comparatifs, nous collaborons d'une certaine façon, nous améliorons les produits industriels, mais ces produits industriels, c'est quoi ? Ce sont les produits électroménagers, c'est la hi-fi, ce sont les voitures, etc., et tous ces produits évidemment, au fil des années nous avons aidé à leur évolution mais en même temps nous avons été très exigeants sur l'évolution de la qualité et sur leur impact sur l'environnement.

En 20 ans, une machine à laver dépense moitié moins d'eau pour laver le linge, et cela, nous y avons contribué par nos essais en faisant modifier les normes, en obligeant les fabricants à améliorer leurs produits. Avec les industriels, nous sommes en relation constante, ce qui n'a pas été le cas avec les agriculteurs toutes ces dernières années. Nous avons un dialogue et une discussion qui est souvent extrêmement musclée et qui est bien souvent en opposition, mais nous avons, je pense, fait avancer tout ce qui est technologiquement moderne dans le monde de l'industrie.

Alors il n'y a pas de raison que dans le monde agricole, il n'y ait pas aussi ces possibilités et ces évolutions. Seulement, on ne peut pas assimiler un produit industriel comme l'électroménager à l'alimentation ou à l'aliment tout court. L'aliment, c'est un produit qui est acheté de façon tout à fait quotidienne et banale, et en même temps c'est un produit qui doit avoir un rôle préventif, qui doit faire de vous, de moi, de nos enfants, des gens bien dans leur corps et avec une tête bien faite. C'est pour cela que nous considérons que l'alimentation doit, comme tous les produits qui sortent du monde industriel ou du monde agricole, être avec un risque tendant vers le risque zéro, le risque n'étant évidemment jamais complètement annulé.

Ceci étant, nous pensons que les productions doivent être diversifiées et nous souhaitons tout de même que les techniques de production soient respectueuses de l'environnement, des ressources naturelles et des produits. Je crois que je suis en plein dans le sujet avec vous, et que les engrais, les pesticides, les herbicides, les antibiotiques, ne doivent pas être utilisés dans le seul but d'une augmentation de rendements ou d'engraissement, mais doivent être utilisés de façon contrôlée et comme dans certains pays européens, ne doivent être, pour les antibiotiques en particulier, utilisés que sous contrôle vétérinaire et pour soigner des maladies et non pas pour engraisser les animaux. De même, si des manipulations génétiques interviennent, ça ne doit pas se faire comme ça l'est jusqu'à maintenant, dans le seul but d'une productivité. On ne nous démontre d'ailleurs pas le contraire, en particulier pour les OGM, et on nous parle jamais d'amélioration du produit, d'amélioration nutritionnelle ou d'une amélioration organoleptique par exemple. Aujourd'hui, lorsque l'on parle de manipulation génétique, on ne parle aux agriculteurs que de rentabilité et tout simplement en ayant pris comme objectif des résistances à un herbicide ou à un insecte, et nulle part il n'est pris en compte les désirs des consommateurs pour des produits améliorés au niveau de la qualité.

D'ailleurs, nous rappelons que pour les consommateurs le respect de l'environnement dans les pratiques culturales et d'élevage est souvent perçu par le consommateur comme un indice de respect vis-à-vis de la qualité sanitaire et gustative des produits. Cette exigence conduit souvent le consommateur à privilégier la commercialisation de pratiques agricoles contrôlées et favorables à l'environnement, et nous sommes tout à fait à l'écoute des démarches qui sont les vôtres aujourd'hui, des différents modes de production plus respectueux de l'environnement, et surtout des agriculteurs qui prennent conscience que le devenir de leur équilibre écologique, de l'équilibre écologique de nos espaces, conditionne largement le devenir de leur profession.

L'UFC est aussi favorable à des productions extensives. Je crois que ça n'est pas nouveau et c'est très à la mode, mais en particulier d'ailleurs pour le bétail. Nous considérons que ça peut d'une certaine façon amener plus de respect pour l'environnement mais aussi combattre la désertification de nos campagnes pour un certain nombre de terres qui sont laissées en jachère à cause évidemment des incitations de la PAC et nous pensons que ces terres-là pourraient être réutilisées pour des cultures qui aujourd'hui sont souvent des cultures hors sol. Je pense en particulier aux élevages de veaux, de volailles et de porcs. Par ailleurs, notre association souhaite qu'une réflexion soit menée sur les aides publiques aux producteurs. C'est vrai qu'on pourrait nous dire que c'est un secteur qui ne nous regarde pas, mais il est vrai aussi que la conséquence des aides à l'agriculture entraîne un certain nombre de pratiques qui sont plus agressives pour l'environnement. Ce sont des pratiques qui tendent à une certaine productivité et qui favorisent, il est vrai, la concurrence, c'est ce que l'on dit aux agriculteurs.

Mais faites attention, n'ayez pas deux agricultures, une agriculture pour le national, pour les Français qui font pression aujourd'hui, qui veulent de la qualité, et puis à côté une production intensive qui est tournée vers le marché international. Je crois que l'on doit pouvoir faire en sorte que même des produits de masse soient des produits de qualités diverses, puisque pour nous la qualité est quelque chose de multiple. L'avantage de la France, en matière de diversité des productions, c'est que nous avons une multitude, une multiplicité

de sites, de paysages, de zones tempérées, de zones sous les tropiques, qui présentent de nombreuses variétés d'écosystèmes et donc une grande richesse au niveau des cultures. Mais malgré cette diversité, nous assistons aujourd'hui à une agriculture moderne qui nous entraîne vers une standardisation des produits cultivés et des variétés. Aujourd'hui, il y a de moins en moins d'adéquation entre un pays et ses particularités climatiques, la qualité de ses sols, ses diversités biologiques et le savoir-faire particulier de ses hommes et de ses productions. C'est la tendance à la standardisation.

L'UFC-Que Choisir demande que le consommateur ait donc la possibilité de choisir son alimentation, et donc qu'il puisse s'y retrouver au travers de la diversification des produits, qu'ils soient bio, qu'ils viennent de l'agriculture raisonnée (difficile à faire percevoir aux consommateurs, je ne sais pas comment vous allez arriver à bien communiquer parce que c'est quand même une notion difficile et qui n'est pas facilement assimilable, et au milieu de tous ces signes de qualité je ne sais pas comment on va s'y retrouver), et à côté de cela nous acceptons aussi des produits standards, des produits issus d'OGM, avec des produits mélangés aux produits du terroir ou des produits traditionnels.

Mais nous savons aussi qu'il est nécessaire que notre agriculture reste compétitive au niveau de nos exportations. Alors, la biodiversité est un atout particulièrement marqué pour la France, qui doit être valorisé tant dans le domaine des espèces sauvages que des espèces rustiques, animales et végétales, et je crois qu'en le disant, nous rejoignons vos préoccupations. Cette diversité est importante parce que le consommateur, dans tous les domaines, et dans l'alimentation il n'y a pas d'exceptions, n'est plus un consommateur monolithique. Le consommateur, on s'en aperçoit très bien dans la grande distribution, est aujourd'hui prêt à payer et paye très cher des produits qu'il perçoit comme des produits de qualité. Donc, de plus en plus, la politique des niches et de petites productions se développe et le consommateur accepte de payer le prix lorsqu'il a l'impression ou la sensation qu'il y a un lien entre le prix et le produit qui est proposé, et cela évidemment relève d'un choix important sur les produits.

Alors quand on parle de diversité des produits on ne peut pas ne pas parler des produits biologiques ou des OGM. Les produits biologiques, et ça c'est très important parce que je pense que ça peut s'appliquer à l'agriculture raisonnée aussi, c'est que nous, en tant que consommateurs, nous faisons la différence entre un mode de production et le produit final, c'est-à-dire le produit qui est au bout de la chaîne et qui est proposé aux consommateurs. Ce n'est pas parce qu'un mode de culture respecte, ou est moins agressif pour l'environnement, que les produits au bout du compte sont meilleurs que les produits traditionnels.

Je crois qu'il y a pour les agriculteurs qui pratiquent l'agriculture biologique, et qui sont très méritants parce que ça n'est pas facile, des contraintes importantes. Ils sont, je crois, déçus que le produit ne soit pas porteur de tout le travail qu'ils ont fait. Parce que lorsque nous les analysons, et peut-être y aura-t-il plus tard des analyses ou des modes de tests et des analyses qui permettront de les différencier, mais aujourd'hui, si nous faisons des analyses en valeur nutritionnelle, analyses organoleptiques ou autres, nous nous rendons compte que les produits bio sont très peu différents. Pratiquement, il n'y a pas de différences avec les produits traditionnels, ce qui veut dire que les analyses que nous faisons en pesticides, en

nitrate par exemple dans ces produits ne donnent pas des différences significatives qui puissent justifier le prix que le consommateur doit payer, et qui est en général entre 30 et 40% plus élevé qu'un produit courant, un produit traditionnel. Alors ce n'est pas pour cela qu'il ne faut pas développer l'agriculture bio. Au contraire, je crois que les dernières décisions ministérielles sont bonnes, puisqu'il y a un effort et un environnement qui est respecté.

Mais pour le consommateur, nous demandons qu'on nous apporte la preuve que ces produits sont des produits nettement meilleurs et qu'ils se distinguent des produits traditionnels. Nous le voudrions, parce que nous sommes d'une certaine façon désolés de voir tout le travail, que nous suivons depuis 20 ans, des gens qui ont été précurseurs sur le sujet, qui y croient, et qui au bout du compte lorsqu'on leur dit que les produits ne sont pas très différents nous disent : mais non, ça n'est pas vrai, ils sont différents mais vous ne savez pas faire les bonnes analyses... Alors on leur dit : eh bien, on est tout à fait d'accord, mais dites-nous quelles analyses il faut faire et sur quoi il faut mettre le doigt pour vous apporter une valeur ajoutée..., et ça c'est un gros problème pour l'agriculture biologique.

Par ailleurs, on ne peut pas parler d'alimentation sans parler d'OGM C'est vrai que les techniques OGM, au dire des scientifiques, permettent une meilleure maîtrise des risques. Mais nous, notre problème n'est pas au niveau du risque que peut courir le consommateur ou l'environnement. Nous nous battons aujourd'hui, et le représentant de DANONE est là et ouvre bien grand ses oreilles, nous nous battons pour avoir une bonne information, un étiquetage et une traçabilité des produits OGM.

Pour le soja, je ne devrais peut-être pas le dire, mais pour moi, en tout cas pour mon organisation, la bataille de l'étiquetage et tout ce qu'on nous raconte aujourd'hui c'est de la frime. On nous a menés en bateau complètement. Aujourd'hui, en tant que Présidente d'une organisation de consommateurs qui demande l'étiquetage des produits, j'avoue que l'étiquetage des produits à base de soja c'est relativement sans aucun intérêt pour nous dans la mesure où tout ces produits-là vont tous être des produits OGM. Je voudrais qu'on m'apporte la preuve contraire, que ce soit les produits dérivés, que ce soit les protéines. Tout va être à base de soja transgénique, parce que le contexte économique est tel qu'on doit produire en Europe 25 ou 30% de ce que nous consommons en soja que tout le reste arrive des Etats-Unis et que la France et l'Union Européenne ont été incapables et n'ont pas eu la volonté politique, n'ont pas voulu affronter l'agressivité américaine dans ce domaine-là sur les fèves de soja. Ce qui fait que dès le départ, du moment que 70% de notre consommation de soja sont du soja mélangé, je ne vois plus très bien à quoi peut servir l'étiquetage. L'étiquetage en lui-même n'a d'intérêt pour le consommateur que pour qu'il puisse faire un choix qu'il puisse utiliser son libre arbitre. Si à un moment donné des produits lui provoquent des allergies, ou que ce sont des produits reconnus toxiques dans dix ans, quand les techniques auront évolué et que l'on pourra mieux analyser tous les dérivés, eh bien à ce moment-là on aura aucun moyen de se battre ou de demander réparation parce qu'on ne saura pas où est le dérivé de soja la lécithine on ne saura plus si elle est OGM ou pas. Alors qu'on pourrait le savoir aujourd'hui, on pourrait le savoir non pas obligatoirement au travers d'analyses chimiques, mais par la traçabilité des documents comptables. Toute transaction entre différents intermédiaires ou opérateurs d'une filière se fait à base de documents commerciaux, et à partir de ces documents

on peut remonter jusqu'à la source du produit. Et donc, si on veut s'en donner les moyens, on peut pour un produit qui est correctement ou substantiellement équivalent, ce qui ne veut rien dire puisqu'aujourd'hui personne ne le définit correctement. Donc, pour le soja, nous considérons actuellement qu'on a perdu la bataille.

Pour ce qui est du maïs, ça va être une autre paire de manches. Le contexte économique étant totalement différent -on produit autant qu'on pourrait consommer-, il faut étiqueter les importations OGM. Lorsque ce sont des importations où c'est mélangé, on mettra "OGM" et non pas "probablement OGM". C'est vraiment OGM dès l'instant que c'est mélangé. Par contre, la production nationale, la production européenne, elle peut être étiquetée suivant que ce sont des produits OGM ou non OGM, et je crois que c'est la grande discussion qui doit avoir lieu, c'est en tout cas que nous a promis Monsieur Le PENSEC, dans les mois à venir. Je crois qu'elle doit avoir lieu très rapidement parce que le dossier sur le maïs est un dossier que l'on peut prendre maintenant, le décret de la culture n'étant pas sorti.

Nous disons aujourd'hui aux agriculteurs : vous allez tracer, vous allez faire en sorte que vos cultures soient bien distinctes. Dans les années à venir, pour deux ans par exemple, on pourrait très bien imaginer que la culture du maïs se fasse dans des régions bien précises, là où il y a lie plus de pyrales, sur des hectares bien délimités, des zones géographiques bien délimitées, et que les récoltes se fassent dans des silos bien spéciaux avec du matériel bien à part etc., etc.,

Alors évidemment, les agriculteurs, vous levez les yeux au ciel et vous dites "elle est folle, elle nous demande des trucs impossibles à faire". Eh bien, on ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre. Si vous le voulez, vous pouvez le faire, et ça c'est un point sur lequel nous battons et nos relations, à mon avis, ne seront pas toujours cordiales.

Pour le maïs aujourd'hui on doit pouvoir discuter et on doit pouvoir mettre en place une traçabilité et un étiquetage pour le consommateur pour que demain si le consommateur ne veut pas acheter de produits à base d'amidon OGM, eh bien il n'achètera pas. Il achètera ce qu'il voudra. S'il veut en acheter il en achètera, mais le problème est de pouvoir garder notre libre choix, parce que c'est extrêmement dangereux et pour vous et pour nous parce que vous êtes consommateurs et demain plus nous allons dans le temps plus l'alimentation industrielle nous amène à ne plus savoir ce que nous consommons. Nous ne savons plus, parce qu'on ne peut pas faire un roman sur un étiquette, donc on ne sait plus ce qui compose le produit que vous achetez, et en plus vous achetez des produits qui souvent ne sont pas ce que vous pensez acheter, avec les colorants, les liants, tout ce que vous voulez, on vous reconstitue un beefsteak qui n'a pas de viande, on peut vous reconstituer tout ce qu'on veut. Il y a une imagination débordante dans l'agro-alimentaire, et ils sont extraordinaires, ils savent nous tromper jusqu'au bout.

J'en termine avec la qualité. La qualité elle est multiple pour nous, ça n'est pas la qualité, ça n'existe pas, pour nous ta qualité c'est un produit qui à un moment donné correspond à un besoin du consommateur, et le consommateur a une vie différente, des besoins différents à des moments différents. Je veux pouvoir acheter, par exemple, un morceau de viande, un morceau de bœuf pour faire un repas convivial et festif, et puis j'achète une autre qualité de viande pour

manger quotidiennement ou du moins plusieurs fois par semaine, ou une fois par semaine, voire moins, pour une alimentation plus courante. Donc il y a des choix que nous voulons pouvoir faire et évidemment les qualités sont différentes, mais ce qui ne doit jamais changer, c'est la sécurité alimentaire, La sécurité des aliments, elle doit être due à tout le monde pour tes produits bas de gamme comme les produits de très haut niveau.

Enfin je termine en vous disant, et je ne vous apprend rien, que les signes de qualité il y en a trop, qu'ils ne correspondent plus à grand chose. Il y en a un ou deux qui émergent dans le lot, mais tout le reste c'est plutôt des démarches commerciales, c'est de l'autosatisfaction des professionnels, que ce soit la distribution ou la production, et en fin de compte aujourd'hui il serait temps, dans le cadre d'ailleurs de la loi d'orientation agricole, que l'on fasse un peu le tri et que la responsabilisation des filières pour les signes de qualité soit plus affirmée, et que chaque opérateur soit responsable.

En conclusion, je dis que les diversifications des méthodes de production sont certainement des enjeux majeurs pour l'avenir de notre agriculture, ce sont des outils de défense de notre culture et de notre savoir-faire, ils doivent participer à la renommée et à la reconnaissance de notre alimentation, ce qui est le cas en partie aujourd'hui. Si nous savons mettre en valeur la qualité des productions, aussi, si nos préoccupations sont les mêmes que les vôtres, le mouvement que vous représentez et qui se trouve représenté aujourd'hui par vous tous, doit pouvoir recevoir notre soutien si tous ces points sont réellement pris en compte, je vous remercie....

Monsieur GLEIZES.

Merci Madame de tout ce que vous venez de dire. Vous avez évoqué toute la diversité de la demande des consommateurs vis-à-vis de l'agriculture, en allant bien au-delà bien sûr de ce qu'est l'alimentation, puisque vous avez évoqué la biodiversité et la protection de l'environnement. Vous avez aussi parlé des conflits qui ne manqueront pas de se produire entre les agriculteurs et les consommateurs, et tout à l'heure nous avons évoqué l'agression entre les protecteurs de l'environnement et l'agriculture, tout en reconnaissant que cette agression était nécessaire finalement si on l'acceptait, elle était nécessaire au dialogue. Si on veut un dialogue avec une parole qui soit claire et franche, on ne peut pas éviter qu'il y ait des conflits et que ces conflits soient mis à jour. Je note aussi que vous avez fait une distinction, c'est presque une question que je vais vous poser, entre la protection de la qualité des produits et la protection de l'environnement. Il n'y a pas forcément coïncidence entre les deux, et ça me rappelle une attitude d'un de mes collègues, scientifique et écologiste convaincu, ça n'est pas du tout incompatible..., qui dit souvent qu'une partie de la protection de l'environnement se trouve dans le panier de la ménagère. Je ne sais pas si vous pensez que votre association a le possibilité d'agir vis-à-vis du consommateur, à travers son comportement, puisque l'environnement n'est qu'une affaire de comportement de nous tous. A travers le comportement du consommateur, il peut y avoir quelques possibilités d'infléchir la politique de l'ensemble de la société vers une protection de l'environnement.

M Bernard GUIDEZ, agriculteur dans le Tarn, céréalier qui transforme les céréales en porcs et canards prêts à gaver

Je voudrais dire que personnellement j'adhère complètement au discours que vous venez de tenir, pratiquement à 100% de ce que vous avez dit. Je voudrais donner deux ou trois chiffres, entre 1960 et 1995, les grandes surfaces distribuaient 15% de ce qui était consommé, aujourd'hui elles distribuent 70%, les prix à la consommation ont été multipliés par 25, et à la production multipliés par 5, ce qui veut dire que l'agriculture a fait des progrès et rien n'a été conservé au niveau de l'agriculture. Au niveau des gains de productivité, il y a une chose qui est sûre c'est qu'entre nous, ici, on donne des discours, vous avez donné un discours, moi j'interviens, d'autres interviendront, mais on pourra dire ce qu'on voudra, il y a une réalité, c'est l'acte d'achat, et c'est celui-là qui compte et aucun autre, et l'acte d'achat, 80% des consommateurs achètent ce que vous avez dénoncé, et ce que nous sommes obligés de produire, comme ils nous obligent de produire, c'est-à-dire bon marché.

Faites l'expérience, mettez sur une gondole de dix mètres cinq mètres, de bons produits de terroir, identifiés, corrects, à un prix correct, juste au prix de revient, et cinq mètres de produits bon marché. OGM ou pas, ce n'est pas un problème. Les gens vont dévaliser les 5 m de produits bon marché et laisser le reste. Ils vont prendre pour 10 ou 15% ce que vous demandez. Je suis d'accord avec vous sur le fondement, sur le discours, mais on est confronté à la réalité, les gens sont attirés par les prix bon marché, et nous sommes obligés malheureusement d'aller vers ça. Prenez l'OGM, vous avez dit qu'il faut étiqueter, nous sommes totalement d'accord pour l'étiquetage, or qu'est-ce qui s'est passé aux États-Unis ? Les gens se sont précipités sur les tomates OGM et ils ont laissé les autres.... Alors on est confrontés à ces problèmes-là. L'agriculture a une réactivité rapide, et si vous voulez que nous fassions des produits de terroirs identifiés, ça n'est pas le même prix qu'un produit bon marché. Mes porcs ont 800 grammes de croissance, je reconnais que c'est beaucoup trop rapide ; si vous voulez que l'on fasse des porcs à 650 grammes de croissance, donc plus âgés, plus gustatifs, bien meilleurs, la saucisse ne sera pas à 25 francs, elle sera à 30 ou 35 francs, mais on vendra 80% de saucisses à 15 francs ou 20 francs et on vendra 15% de la saucisse des porcs qui ont une croissance à 650 grammes. Nous sommes confrontés à ça. Vous avez cité le problème des niches, mais dans une niche on ne met qu'un chien, ou alors il faut qu'elle soit grande, le problème est là, il faut qu'on fasse des niches où on puisse mettre plusieurs chiens...

Madame NICOLI

Je crois que votre raisonnement allait très bien avec l'agriculture d'hier, qui aujourd'hui doit être l'agriculture du passé. Par contre aujourd'hui, ce n'est plus possible que les agriculteurs disent, que le consommateur n'est pas prêt à payer. Il paye aujourd'hui, il n'y a qu'à voir, vous avez une façon de raisonner, vous croyez que l'agriculture de masse, l'agriculture standard, que vous pratiquez depuis plus de vingt ans, qui ne vous a jamais posé de réels problèmes de conscience pendant très longtemps, reconnaissez-le, cette agriculture là elle doit continuer pour pouvoir nourrir tout le monde. Mais la différence qu'il faut faire aujourd'hui c'est qu'il y a un marché qui peut se développer pour des produits d'une autre qualité, et quand je parle de niche, vous pouvez la faire aussi grande que vous voulez, en faisant des études de marché avant pour ne pas vous casser la figure.

Il me semble avoir entendu dire que les agriculteurs maintenant, ce sont des entreprises. Si vous voulez être des entrepreneurs, vous devez vous plier aux règles commerciales et aux règles de l'entreprise et donc ne pas partir comme ça bille en tête dans toutes les cultures en ayant humé l'air pour savoir que vous allez les développer. Non, il va falloir calculer, travailler, faire une agriculture raisonnée pour pouvoir produire suivant (a demande, mais les produits standards existeront toujours et heureusement parce que nous avons des niveaux de budgets familiaux qui sont différents. Et puis n'importe qui doit pouvoir acheter à un moment donné des produits différents.

Heureusement, dans certaines filières, des produits de qualité existent. Seulement, le problème c'est que les gens qui font de la qualité ne peuvent pas émerger aujourd'hui ; ils n'arrivent pas à le communiquer et à expliquer leur produit aux consommateurs, parce que les modes de distribution et les modes de communication sont ainsi. A vous de trouver les moyens, mais vous ne pouvez pas dire que si vous faites des linéaires avec des produits standards et des produits meilleurs, des produits de qualité ou du moins qui se distinguent, un peu plus originaux, que vous allez vendre tout le standard et pas les originaux, ce n'est pas vrai. Aujourd'hui vous vendez tout le standard et vous vendez tout le reste aussi, vous vendez tout aujourd'hui. Si la grande distribution plonge actuellement dans le bio, qui coûte quand même bien plus cher, c'est parce qu'ils savent qu'il y a une demande et que les produits bio se vendent.

M Hubert PIGASSOU, Société Française de distillerie, dans l'Hérault

Madame NICOLI, je suis tout à fait d'accord avec vous, mais pour faire découvrir au consommateur potentiel une agriculture de produits de qualité, il faudrait redécouvrir le goût, les arômes. Dans notre distillerie, nous regroupons à peu près la moitié des marcs de raisin produits dans l'hexagone ; nous avons réussi à ce que le terroir s'exprime, à ce que les sols qui étaient en déperdition redeviennent performants, vivants, que les vins produits sur ces terroirs soient de meilleure qualité, avec des produits propres issus des sous-produits de la viticulture bénéficiant d'un compostage bio-technologique. Le coût de production de la fertilisation peut baisser de 300%, il est aujourd'hui paradoxal de constater que l'on est quand même dans l'Unesco, si nous pouvions demain, et nous pouvons le faire, donner au plus grand nombre de citoyens, hommes, femmes et enfants, la possibilité de consommer meilleur, de redécouvrir l'air pur. le terroir, la vraie qualité sans augmentation de coût, encore faut-il que nous prenions en compte nos propres richesses. Je m'adresse en particulier aux viticulteurs, aux arboriculteurs, aux maraîchers, à partir des sous-produits de la viticulture de la bio-technologie, et je sais que je me répète, on peut augmenter la qualité des produits, on peut avoir des produits propres, et on peut diminuer le coût pour le consommateur. Maintenant comment arriver à communiquer entre nous ? Les agriculteurs aujourd'hui sont disponibles pour produire propre, encore faut-il qu'une communication, non axée sur des logos, leur soit apportée, ils sont partenaires, ils peuvent produire le meilleur comme le pire, ils sont partants pour produire le meilleur, merci.

M Jacques DUFRECHOU, Président du réseau FARRE Landes, Président de la section environnement de la fédération des exploitants du département

JU

Le département des Landes étant le premier producteur de maïs, je suis producteur de maïs irrigué, je n'ai pas honte de le dire, et je transforme une partie de mon maïs en production de poulets fermiers, élevés en liberté sous label. Alors vous parliez de produits de qualité, je pense que de mon point de vue le poulet que je produis est un produit de qualité, vous m'en démentirez si vous le jugez utile. A priori le maïs transgénique n'intéresse pas les producteurs de maïs landais, je le dis parce que des problèmes de pyrales nous n'en avons pratiquement pas. Je suis aussi consommateur et je suis aussi citoyen alors votre discours en tant qu'agriculteur je le retiens et j'y adhère, mais j'ai comme une préoccupation en tant que citoyen et en tant que consommateur parce que dans le métier que je pratique et les responsabilités que j'assume j'attends beaucoup des pouvoirs publics, parce que c'est bien gentil de mettre les agriculteurs sur le banc des accusés, mais il faudrait aussi que les pouvoirs publics nous tracent des voies à suivre si on veut que l'agriculture suive.

Je crois que l'agriculture a fait les preuves qu'elle savait très bien s'adapter ; s'il faut aller vers l'environnement que chacun prenne ses responsabilités je vois que dans mon département les agriculteurs sont prêts à aller vers la protection de l'environnement, et le réseau FARRE en est une preuve, on est prêt à aller beaucoup plus loin s'il le faut. Mais en tant que consommateur j'attends aussi des associations que vous représentez ici, des associations de consommateurs parce que je pense que c'est à travers ces associations-là qu'on pourra faire évoluer les choses. Où je n'arrive pas à comprendre votre discours c'est quand vous dites le soja c'est râpé, on ne peut plus rien faire, mais par contre le maïs c'est pas trop tard, alors là-dessus on va être dur". Je ne comprends plus je voudrais que vous m'expliquiez quel danger il y a pour le consommateur que je suis, et je ne parle pas des autres, à consommer des produits qui seraient issus d'une alimentation à partir de matières premières comme le maïs notamment transgénique, est-ce qu'il y a un danger ? Quel est-il ? Et s'il y a un réel danger, alors comment expliquer aux consommateurs, parce que moi je suis inquiet par rapport à ce discours, je suis inquiet en tant que producteur, je suis inquiet parce qu'aux consommateurs on leur dit : le soja transgénique OK, enfin vous pouvez rien faire, ce qui veut dire qu'on en trouvera dans l'alimentation c'est pas grave... mais le maïs on va être dur, alors expliquez-moi, je ne comprends plus...

M Jean-François LOISEAU, agriculteur en Loir-et-Cher et responsable d'un groupe coopératif

Je voudrais vous faire deux remarques, une en tant qu'agriculteur et une en tant que responsable de coopérative agricole. Je vais commencer par la deuxième, et ça va rejoindre ce que disait l'intervenant précédent, et ce que vous nous avez dit concernant l'isolement et la classification des lots OGM. L'autorisation qui a été donnée pour la variété de maïs en question va être réservée à une petite région, parce que ça correspond à un indice de précocité qui fait qu'on n'en fera pas dans le sud de la France, on n'en fera pas en Bretagne On en fera certainement dans les zones intermédiaires, pas sur des surfaces très importantes, et nos industriels acheteurs nous demandent déjà si on est capable d'isoler ces volumes de maïs qu'éventuellement on produirait. Nous en sommes tout à fait capables, puisque nous avons des silos nous avons des stockages, et nous concentrons éventuellement cette production sur une petite zone et nous pourrions l'isoler. L'acheteur pourra ensuite acheter ou pas ce produit, mais nous sommes tout à fait capables de le faire, on n'a pas attendu qu'on nous le demande, on le fait déjà. Quand on fait de la qualité, quand on fait des variétés de blé avec différentes normes

de qualité, soit pour l'alimentation animale, soit pour l'alimentation humaine, on isole déjà des lots.

Concernant encore les OGM, est-ce qu'il est important de marquer sur une boîte, c'est une question que je pose, si cette boîte contient un aliment OGM ou pas, ou est-il important de dire aux consommateurs que cet aliment est sain parce qu'il contient des OGM, en clair est-ce que les OGM ont des incidences sur la santé du consommateur, des citoyens que nous sommes ? Parce que de dire qu'il y a des OGM ou pas, je ne sais pas si c'est ça le fond du problème. En tant qu'agriculteur, vous avez dit tout à l'heure que les agriculteurs étaient réduits à faire de la jachère et que ça ne leur déplaisait pas parce qu'ils touchaient des indemnités. Quand on vous supprime 15% de votre surface pour produire, ce n'est pas avec l'aide compensatoire que vous équilibrez vos charges, donc ce sont des pertes très importantes, et je pense qu'un agriculteur, plus que n'importe qui, comme les artisans, comme les commerçants, "comme tous les gens qui travaillent, a envie de travailler le mieux possible, le plus possible sur son exploitation. Les agriculteurs sont capables de s'adapter, ils se sont adaptés depuis trente ans, on a demandé aux agriculteurs après la guerre de produire pour nourrir les gens, c'était une notion de sécurité alimentaire. Aujourd'hui on demande aux agriculteurs de produire en quantité importante mais avec une notion supplémentaire qui est la sûreté alimentaire.

M. Aymard de MONTIGNY, interprofession de la Pomme de Terre (CNIPT)

Au risque de décevoir une partie du public, je rejoins Madame NICOLI : les diversifications sont tout à fait perçues par le consommateur. Sur un observatoire que nous avons fait sur 40 000 lots de pommes de terre, nous avons observé que les prix allaient de 1 à 10 et que les prix aux producteurs pouvaient aller de 1 à 5. Certes, ça n'est pas de 1 à 10, mais cela montre néanmoins que le consommateur est prêt à reconnaître des différences de variétés et de qualités.

J'ai une question à poser à Madame NICOLI : est-ce qu'elle pourrait nous aider dans la reconnaissance, par le consommateur, de la production raisonnée ? Est-ce qu'il y aurait un mot qui pourrait la faire reconnaître si on garantit le produit non pas seulement dans les pratiques, si on le garantit dans les résultats ? Ce que nous faisons....

Madame NICOLI

Je vais essayer de répondre aux différentes questions. En ce qui concerne la jachère, c'est vous qui avez interprété mes propos, je n'ai jamais dit que vous étiez contents. Effectivement, je ne pense pas que les agriculteurs soient contents qu'on leur ait imposé un taux de jachère. Je suis landaise, partie il y a longtemps, et je connais bien les Landes. Je n'ai pas dit que parce qu'on n'a pas pu se battre sur le soja on allait se rattraper sur le maïs et qu'on allait vous en faire voir. Ce n'est pas ça du tout, en plus j'ai très peu parlé des risques au niveau de la santé, parce que vous me posez une question, à laquelle je ne peux pas répondre, et personne ne peut y répondre de façon claire.

A l'heure actuelle, et c'est le problème, les scientifiques, les chercheurs ne sont pas d'accord entre eux. Vous avez d'éminents scientifiques qui vous disent « aucun problème, vous pouvez vous goinfrer d'OGM demain, vous n'aurez aucun problème », moi je veux bien les croire, et même j'ai tendance à vouloir les croire.

A côté de ça, il y a quand même un moratoire qui a été signé par plus d'une centaine de chercheurs, je veux bien croire qu'au milieu il y ait des farfelus mais enfin en trouver 100 en même temps je ne sais pas si c'est possible, et d'un autre côté vous avez des scientifiques qui vous disent : attention, il faut être prudent, il faut prendre plus de recul, etc., etc., ce qui veut dire que nous consommateurs, au milieu, qu'est-ce qu'on fait ? On se bat avec nos propres armes pour essayer de faire avancer le débat, et notre débat n'est pas de dire : "c'est mauvais pour la santé". On ne fait pas de débat idéologique, on dit : "on veut un étiquetage". On veut prendre des garanties pour l'avenir, c'est-à-dire on veut savoir où ils se trouvent ces OGM dérivés ou pas dérivés, et on veut même le savoir pour vos élevages parce que demain, et aujourd'hui déjà, vous avez pas mal d'animaux qui mangent des tourteaux de soja qui sont OGM, et on ne dit rien pour l'instant. On pourrait dire : on va boycotter machin, etc.... or il y a des bêtes qui en mangent, et demain qu'est-ce qui me dit que vous n'allez pas gaver vos oies et vos canards avec du maïs transgénique ? Vous me direz on ne mange pas toute l'année du foie gras, mais enfin, quand on sait que dans le foie se concentrent tous les produits, tous les corps étrangers, vous avez intérêt à y faire attention effectivement. Donc on ne parle pas de santé, nous ce que l'on veut ce sont des garanties pour l'avenir. Je pourrais être malhonnête, je pourrais vous dire : on va se battre contre le soja OGM, mais pour le soja aujourd'hui on prend le problème dans tous les sens, on ne sait pas si demain, dans les plats surgelés, où il y a beaucoup d'apport de protéines de soja, on va voir marqué "protéines de soja OGM". Demain dès que tout va être étiqueté et qu'on repérera au moins ceux-là, on dira "boycottez, n'achetez plus ces produits-là". Cela ne règlera pas le problème du soja. Donc on dit aujourd'hui inutile de faire des grands discours sur l'étiquetage des produits dérivés de soja, c'est un peu ringard, parce qu'on ne va pas savoir vraiment où il est. Quant à la lécithine, qu'on retrouve dans énormément de produits de notre alimentation, on ne saura pas s'il est OGM ou non, alors qu'on pourrait très bien faire les analyses des produits, non pas sur le produit fini mais en milieu de chaîne, à un moment donné où c'est significatif. Les Suisses font ça, ils ont décidé d'identifier avant la fin de la chaîne, non pas sur le produit fini, mais, un peu avant, pour pouvoir dire si certains dérivés sont des dérivés OGM ou pas. Nous on dit "on va se conformer à la règle européenne qui dit : substantiellement équivalent, on ne marque rien et puis en plus pour les additifs, pour un certain nombre de produits qu'on n'a même pas besoin de marquer". Donc pour le soja, je voudrais bien qu'on revienne en arrière, mais je ne suis pas sûre qu'on puisse le faire.

Par contre sur le maïs, on va demander, et ce n'est pas parce qu'on n'a pas très bien réussi sur un dossier, qu'on ne peut pas réussir sur le suivant. On nous dit qu'en matière d'OGM il faut discuter dossier par dossier, eh bien on va discuter dossier par dossier, et il y a des principes de base qui sont l'étiquetage, l'information pour le consommateur, pour tous les produits alimentaires, quels qu'ils soient d'ailleurs, qu'ils soient OGM ou pas OGM, mais pour ce dossier-là, sur le dossier maïs, on va demander, on va essayer d'obtenir l'étiquetage. Vous dites que les zones sont réduites, qu'il va y avoir peu de maïs OGM, moi je n'en suis pas sûre, je ne suis pas certaine que vu les bonnes techniques de vente des producteurs de semence que vous ne soyez pas demain devant le produit miracle...

Effectivement, on sait que la Pyrale n'est pas partout. Mais moi, si demain Novartis ou Monsanto, je ne sais, proposait un maïs modifié génétiquement qui pousse avec peu d'eau, moi j'applaudis, et je dis OK. OK pour ce maïs-là, parce que le maïs consomme une quantité

d'eau inadmissible. Nos réserves en eau et la pollution de nos réserves en eau. les producteurs de maïs y sont pour quelque chose. Donc si demain on nous propose un maïs de cet ordre-là je pense qu'on sera d'accord. Mais aujourd'hui, c'est sur la Pyrale ou sur un herbicide, et nous consommateurs,, on ne voit pas ce que ça peut nous apporter de plus aujourd'hui, parce que pour faire pousser le maïs vous allez supprimer le traitement contre la Pyrale, mais vous mettez autant d'herbicide, de pesticide etc., les problèmes restent les mêmes, et la consommation d'eau reste la même.

M ?, agriculteur

C'est très technique mais dans certains secteurs la Pyrale détruit quand même quelquefois 40% de la production....

Madame NICOLI

Je crois que vous montez le chiffre un peu haut. Vous dites 40%, mais les agriculteurs, ceux que je rencontre disent que c'est aux alentours de 10 à 15%. Alors, si c'est de cet ordre-là, vu le prix que vous allez payer pour la semence, vous avez intérêt de faire vos comptes pour être sûr que ça soit rentable. Même les Etats-Unis n'ont pas 40% de pertes.

Jean-François MOLLE,
Directeur Général chargé de la réglementation, de la sécurité des produits
et de l'environnement. Groupe DANONE

M Jean-Marie MUTSCHLER : présentation de l'orateur

Monsieur Jean-François Molle est ingénieur du Génie Rural des Eaux et Forêts. Il a commencé sa carrière dans la fonction publique pendant dix ans et à Bruxelles dans la recherche. Depuis dix ans, il est dans le Groupe DANONE, où il occupe les fonctions de Directeur Général chargé de la réglementation, de la sécurité des produits et de l'environnement.

Le groupe DANONE, est présent dans 90 pays à travers le monde et réalise un chiffre d'affaires de 80 milliards de Francs. Il est le leader mondial dans les produits laitiers frais et dans les biscuits, et le deuxième mondial dans les eaux minérales. DANONE est un très important client de l'agriculture, mais c'est aussi, grâce à la connaissance très fine qu'ils ont de leurs clients qu'il constitue une interface extrêmement intéressante avec les consommateurs.

M Jean-François MOLLE.

Le groupe DANONE est dans le monde de la grande consommation, c'est-à-dire que le consommateur est central dans notre vie. Notre activité, notre survie ou notre développement dépendent de la trajectoire de la main du consommateur ou de la consommatrice, au moins de ces dix derniers centimètres sur le linéaire, parce que vous avez sans doute vu que les linéaires des grandes surfaces sont assez fournis et qu'il n'y a aucune raison dans ce monde cruel qu'ils achètent du DANONE plutôt qu'un autre grand ou petit concurrent. Donc nous sommes obligés de faire assez attention.

DANONE, grande consommation, soumis au choix du consommateur, choix que bien sûr, nous cherchons à toute force à influencer, que ce soit par la qualité de nos produits, par l'innovation ou par la publicité. DANONE c'est un monde de marques et qui dit marques dans ce monde compliqué avec une offre très abondante, dit aujourd'hui capital de confiance qu'il faut à tout prix maintenir. On a bien vu dans le cas de la vache folle que les producteurs de viande qui s'en sont le mieux tirés au plus fort de la crise étaient ceux qui disposaient d'une marque, et qui pouvaient dire des choses sur cette marque, je pense notamment à Charal. La marque est importante dans ces périodes de doutes justifiés de la part du consommateur sur certains problèmes de sécurité.

Mais je voudrais vous dire une première contradiction, c'est que la sécurité c'est la confiance, c'est la marque, mais c'est aussi la sécurité d'un marché, donc vous voyez que si on suit la première idée, sécurité, marque, on a une idée de compétition, mais en fait l'idée qui domine celle-là c'est la seconde, c'est la sécurité d'un marché, donc la sécurité est pré-compétitive, c'est-à-dire que lorsque vous avez un accident sur un marché c'est l'ensemble des intervenants du marché qui souffre. Quand on a eu notre crise Panzani l'année dernière, (crise politique plus qu'une crise technique), on a non seulement fait un retrait des produits, mais on a rappelé les produits chez le consommateur, ils ont ramené autant de Buitoni que de Panzani... Parce que justement c'est un contresens, pour le consommateur c'était le ravioli qui était mauvais. Si demain un petit compétiteur d'eau en bouteilles a un problème, c'est l'eau en

bouteilles qui n'est plus sûre ; quand Perrier a eu des problèmes aux États-Unis, Evian a eu des problèmes aux États-Unis, c'est absolument évident. Donc il faut trouver cette espèce de Signe de crête, où à la fois la marque qui en général est le leader sur son marché construit sa notoriété, sa confiance, son image, mais en même temps entraîne l'ensemble de son marché. C'est une grande responsabilité, je le dis avec beaucoup de modestie, parce que ça fait peser sur nos épaules un certain nombre de marchés, des vraies responsabilités de développement, notamment celle de l'Agriculture Raisonnée dont je vais parler.

Donc vous voyez une première ambiguïté sur la sécurité d'un produit fondateur de la confiance d'une marque et en même temps sécurité d'un marché de l'ensemble des concurrents. Pour l'environnement, au sens environnement de nos métiers, le monde devient pour nous et pour vous, de plus en plus complexe, avec deux éléments qui marquent fortement tous nos débats. Le premier est une décredibilisation de la technostrucure, quelle qu'elle soit, experts, scientifiques, industriels, politiques, fonctionnaires, pouvoirs publics... Le consommateur est très méfiant : on lui a raconté des choses sur le sang contaminé, sur l'amiante, sur la vache folle, "circulez il n'y a rien à voir"... et puis finalement, il y avait quand même quelque chose à voir, donc une grande décredibilisation de la technostrucure et puis en plus, deuxième élément, des débats qui sont effectivement incertains au point de vue scientifique. Il n'y a nulle part une équation qu'on peut résoudre en disant : voilà le résultat de l'équation, donc maintenant c'est sûr que c'est comme ça. Et ça, ça change profondément notre perception du monde. Regardez en ce moment les quelques articles, pour prendre un exemple qui n'est pas du tout dans nos métiers, sur le rapport non vérifié entre tumeur du cerveau et téléphonie mobile, imaginez un seul instant que vous soyez dans ce métier-là, qu'est-ce que vous pouvez répondre ? Prenons du recul, attendons d'avoir plus de cancers ? Donc il y a des incertitudes scientifiques, les OGM on y reviendra sans doute, c'est un parfait exemple.

L'agriculture biologique est un très bel exemple aussi. Je suis très près de ce qu'a dit Marie-José NICOLI. Le groupe DANONE ne peut pas ne pas être dans l'agriculture biologique ; quand vous atteignez une certaine taille, vous devez préserver toutes les options pour l'avenir. Donc nous y sommes. Je vous garantis qu'en tant que responsable de la sécurité des produits de ce groupe, j'ai des soucis avec les produits biologiques. Je suis tout à fait persuadé du sérieux des producteurs biologiques, je suis tout à fait persuadé qu'ils minimisent le risque chimique puisqu'ils n'utilisent pas ces produits, c'est un débat un peu pourri parce toutes les molécules qu'on répand sur un champ ne vont pas forcément sur ce champ, vaste débat.... Mais je pense quand même qu'il y a une vérité derrière ces pratiques, qui d'ailleurs, vous allez le voir, nous aident à progresser dans l'Agriculture Raisonnée, et qu'il y a une minimisation du risque chimique. Mais ce n'est pas pour le plaisir qu'on met de la chimie. On sait bien que si on a une dose résiduelle maximum admissible, je dis n'importe quoi, de 100 PPM de telle molécule sur telle matière première agricole, à 50 PPM, c'est certainement meilleur pour la santé et la sécurité, même si on a fait toutes les études de toxicologie, etc., et puis à 1 PPM c'est certainement meilleur qu'à 50, mais est-ce qu'il n'y a pas un moment où on passe à côté du cheval et où en fait en contrôlant mieux le risque chimique on lâche la bride sur le risque naturel ? Pensez à la protection des céréales et aux mycotoxines. L'ergot de seigle était tout à fait naturel, et il a tué du monde et beaucoup de monde. Donc nous sommes dans des débats complexes, et on ne va pas annoncer, comme disait Madame NICOLI, tout ce que je viens de dire sur un packaging. Il y a une première conclusion qu'on peut tirer ensemble, qui est de dire

que nous avons dans ces débats complexes à mettre ensemble de l'intelligence dans le débat et à créer des structures qui font que ce débat avance de façon intelligente. Nous les industriels, et les agriculteurs, on n'est plus crédible quand on dit qu'on a toutes les réponses, qu'il n'y a pas de problèmes, achetez nos produits... non.... En revanche si on dit qu'on a toutes les questions, et qu'on les aborde avec le meilleur savoir-faire d'aujourd'hui, que l'on pense que nous sommes irréprochables dans notre démarche, ça ne veut pas dire qu'on trouve les solutions définitives, mais on s'est vraiment posé les questions et on a mis notre professionnalisme pour les résoudre, là je pense qu'on a une façon de discuter qui est un peu plus ouverte et un peu plus promotrice d'intelligence et de sérénité. Je pense qu'aujourd'hui, avec les consommateurs, dans un cadre que je ne connais pas, est-ce que c'est le Conseil National de consommation ? Est-ce que c'est le Conseil National de l'alimentation ? C'est un peu compliqué, il y a la guerre des ministères là-dessous, on devrait parler des phytosanitaires, on devrait parler des procédures d'autorisation, on devrait parler des études toxicologiques à long terme, on devrait parler de la signification en terme de santé publique des résidus... On n'en parle pas, pourtant on sait qu'on est en crise larvée sur ces choses-là, et on sait que quand la crise sera déclarée, il sera trop tard pour dire des choses. Quand on dit des choses en position d'accusé on n'est plus crédible.

Regardez les gestions de crise, malheureusement j'ai à les faire pour le groupe DANONE, je touche du bois, ça se passe pas trop mal, mais quand vous êtes en gestion de crise, vous ne pouvez plus argumenter techniquement, il n'y a qu'une solution : le retrait en rase campagne, on retire les produits. Que ce soit faux, ou pas faux, ce n'est pas le problème. Donc, c'est avant qu'il faut travailler à créer du consensus. Regardons ce que font les Hollandais, je trouve que c'est vraiment une société qui a su, sur des sujets compliqués, trouver des méthodes d'élaboration de consensus, qu'il s'agisse des organismes génétiquement modifiés, qu'il s'agisse des allégations santé pour les aliments, qu'il s'agisse des emballages et de l'environnement. Ils mettent du temps à discuter, puis ils se disent : on va se mettre d'accord là-dessus et on refait le point dans un an, deux ans, trois ans, et en général ils trouvent des solutions assez intelligentes. Nous, on a plutôt tendance à dire : de brillants cerveaux ont réfléchi aux choses, ils ont trouvé une solution, c'est forcément la meilleure pour le petit peuple, et donc, en conséquence, il serait ingrat de la part de ce petit peuple qu'il renâcle. Eh bien, le petit peuple renâcle et il veut savoir....

Alors venons-en à l'Agriculture Raisonnée. Pourquoi intéresse-t-elle DANONE ? Pour une raison d'abord très égoïste, c'est que, je vous l'ai dit, la sécurité est un élément constitutif du capital de confiance des marques. Et la sécurité se fabrique aussi dans le champ et dans l'étable. Si vous prenez l'agro-alimentaire il y a vingt ans, les procédures étaient simples. Il y avait des spécifications d'achat, on les confiait à nos acheteurs qui allaient négocier, qui revenaient avec et on faisait des contrôles à la livraison. Ce n'est plus du tout possible, d'abord parce que ces contrôles sont de plus en plus chers, une analyse sur la Dioxine sur le lait c'est 8 000 francs. Il faut en faire beaucoup, si on veut être sûr de son affaire. Donc, ça devient ingérable au point de vue coût de l'analyse. En plus, même si vous faites des analyses, en général le pépin va arriver soit entre deux analyses, soit sur quelque chose que vous n'analysez pas. Eh bien il faut tout simplement appliquer les idées tout à fait classiques dans l'industrie de prévention à la source, c'est-à-dire de ne pas se satisfaire de spécification des produits, mais de rentrer dans une logique de spécification des pratiques d'élaboration de ces

produits, qui conduisent à penser que vous avez une confiance dans le résultat et donc dans le fait que les spécifications de vos produits seront respectées.

Il est évident que si un agriculteur a un contrôle ou une gestion aléatoire ou intensive de ses intrants, ça ne sera pas bon pour le milieu. S'il règle mal ses pulvérisateurs par exemple, chose délicate, ça ne sera pas bon pour le milieu, mais ça ne sera pas bon pour le produit non plus, parce qu'avec ces pratiques agricoles, il n'y a pas de raison qu'après il fasse plus attention à ce qu'il mettra comme produits dans son silo. Les silos à grains sont des lieux très intéressants pour nous, biscuitiers. On y fait très attention. Quand un agriculteur récolte son grain, s'il le garde un peu chez lui, il va mettre un peu de produit, parce qu'on ne sait jamais, puis il va le livrer à la coopérative qui ne saura pas qu'il aura mis un peu de produit, il va en remettre un petit peu, ça va arriver chez le meunier qui ne sait toujours pas ce qu'a fait l'agriculteur, la coopérative, il va remettre un petit peu de produit. On a tous les moyens chimiques ou thermiques aujourd'hui de conserver les grains avec des résidus qui soient 10 fois, 20 fois, 30 fois en dessous de la "dose journalière admissible, mais si on ne fait pas attention on peut largement dépasser la dose journalière admissible. Et la loi, que vous connaissez bien, fera que nous on va avoir une analyse de tel ou tel laboratoire sur notre biscuit, qui aura été fait avec le grain qui se trouvait chez l'agriculteur, chez le meunier, à la coopérative...

Donc, on a besoin de savoir comment ça se fabrique la sécurité. En plus, dans nos usines nous sommes embêtés par la qualité de nos eaux. L'eau de process, pour un directeur d'usine, c'est sa maladie honteuse, il n'en parle pas. Alors on en parle au moment des investissements, quand même, il enlève les nitrates, les trucs et les machins, alors pourquoi ? Parce qu'il se dit : si je commence à parler de ça au groupe, ils vont commencer à me tracasser, je ne sais pas trop à quelle administration en parler, il y a la DDASS, la DRIRE, la DDA, la DDE, l'Agence de Bassin, la préfecture, la direction générale de l'environnement, ils n'ont pas l'air tous d'être d'accord. Si j'en parle, on va dire : "tiens c'est bizarre, il fait ses produits avec une eau qui n'est pas bonne... oui, d'accord c'est un gars sérieux, il fait ce qu'il faut pour traiter, mais est-ce que ça ne va pas tomber en panne tout ça " ? Donc il se dit que le mieux c'est de ne pas en parler. Nous, ça nous coûte cher, on commence à savoir un peu parce qu'on fait la traque de ce genre d'investissement. Ces eaux, je vous rassure, il n'y a pas que les agriculteurs qui les polluent, j'ai en tête l'exemple d'une usine où on avait un petit problème de produit de traitement de surface des métaux...

Il y a une troisième raison qui fait que l'A.R. nous intéresse, c'est que socialement ou socialement, je ne sais pas comment on peut dire, l'agriculture intensive n'est plus acceptable. Et pourtant, je ne pense pas que les agriculteurs en soient responsables. Il y ont été poussés à un moment où il fallait produire. Quand la communauté européenne s'est mise en place, on importait la moitié de la nourriture. Le mot d'ordre, c'était production à tout prix, mais c'est vrai, quelqu'un l'a dit tout à l'heure, maintenant ça change. Alors, ça va être une période difficile parce que même si ça change dans les pratiques, et je crois qu'il y a beaucoup d'agriculteurs qui sont déjà dans une démarche d'Agriculture Raisonnée, eh bien vous allez avoir l'effet de vidange des nappes. Même si vous êtes vertueux, supposons que demain matin tous les agriculteurs soient vertueux, on va quand même se prendre 1 mg de nitrate par an, quoi qu'on fasse. Il va falloir l'expliquer : maintenant on est vertueux, avant on ne l'était pas,

mais le résultat c'est que ça monte quand même.

En plus, nous sommes pour l'Agriculture Raisonnée pour une quatrième raison, qui est purement marketing. C'est que toutes les enquêtes consommateurs montrent que le consommateur met dans la même case mémoire l'environnement et sa santé. Ce qui est bon pour l'environnement est bon pour sa santé, ce qui est bon pour sa santé est bon pour l'environnement et d'ailleurs c'est assez logique. Alors peut-on développer l'Agriculture Raisonnée ? On peut dire qu'il y a plusieurs réponses. Il y a ceux qui vous répondent : attendez c'est déjà fait..., et c'est vrai qu'il y a quelques exemples très positifs, je pense qu'on est assez bien placé pour en parler, notamment en ce qui concerne l'orge. Il y a un très bel exemple autour de l'orge qui a été fait il y a 15 ans, qui est parti d'un problème de sécurité de la bière autour des nitrosamines. Les brasseurs ont eu à l'époque un réflexe intelligent, qui a été justement de considérer que ce problème de sécurité était un problème pré-compétitif, concernant tous les brasseurs. Ils se sont donc réunis dans leur association technique, à l'institut français des brasseries et malteries, et ont défini une politique qu'ils ont appliquée en impliquant tout l'amont, que ce soit les malteurs, les producteurs d'orge, les semenciers, les agrochimistes. Vous avez maintenant une procédure d'homologation qui va devenir européenne ou qui l'est, des molécules phytosanitaires sur l'orge. Curieusement, l'orge et les malteurs français sont les premiers exportateurs mondiaux. Ils l'étaient avant, c'est vrai, mais ça se conforte et c'est un excellent argument de vente de malt et d'orge français à l'exportation, quand les exportateurs montrent toute cette politique cela vous différencie sur un marché.

Il y a d'autres exemples. On avait fait des choses non encore abouties sur le blé biscuitier, tous les utilisateurs de blé biscuitier de France alimentent depuis 1986 une base de données "contaminants", c'est-à-dire qu'on met en commun toutes nos analyses pour suivre l'évolution des contaminants. Cette base est ouverte, on la fait revoir tous les ans par le CNERNA, le Centre Nationale d'Etudes et de Recherches sur la Nutrition et l'Alimentation. L'exemple du blé à mon avis est imparfait encore, parce qu'il ne regroupe que les utilisateurs, et il faut impérativement impliquer -toute la filière. Donc concernant l'A.R. il y a ceux qui disent c'est déjà fait, mais je pense c'est une réponse incomplète, il y a ceux qui disent : chouette on va pouvoir faire de la pub... Je vous garantis que les jeunes; chefs de produits de DANONE, qu'ils soient dans les biscuits, dans les produits laitiers frais, ça les intéresse ! S'ils pouvaient mettre en gros sous la liste de chaque ingrédient : fabriqué à partir de produits végétaux produits de façon respectueuse de l'environnement, ils diraient ça d'une façon plus sexy que celle que je suis en train de vous dire, je ne sais pas ce qu'ils inventeraient mais je suis sûr qu'ils inventeraient quelque chose. Je pense que ce serait une très mauvaise solution, pour plusieurs raisons, D'abord parce que je pense que c'est l'ensemble de l'agriculture qui doit progresser vers des pratiques respectueuses de l'environnement, parce que la sécurité est pré-compétitive. Ensuite parce qu'on est, avec l'Agriculture Raisonnée, dans une situation très délicate qui est que l'Agriculture Raisonnée souffre d'un déficit de définition. Le bio s'est peut-être limité à une niche, mais au moins c'est clair : pas de produits de synthèse. L'Agriculture Raisonnée c'est : vous avez le droit à tout mais de façon raisonnable, à un moment approprié... difficile à expliquer... Alors qu'est-ce qui va se passer ? Supposez que demain, nous on lâche la bride aux jeunes chefs de produits en pub. C'est sûr qu'ils vont faire un flash terrible. Prenez Heudebert, "Heudebert naturellement", je crois que c'est leur slogan,

produits de forme. Vous allez voir tout ce qu'ils peuvent faire sur l'environnement, ça va être fantastique. Qu'est-ce qui va se passer ? Les barres Mars en face vont dire : de quoi ? C'est pas idiot, leur histoire Heudebert, on va faire ça puissance 10, et ils vont commencer à dire : l'Agriculture Raisonnée, c'est pas mal ce qu'a dit Heudebert, mais c'est pas tout à fait comme ça... Puisqu'il n'y a pas de définition objective, universelle, ils vont en rajouter, ou ils vont discréditer, ou ils vont attaquer... Au bout de 6 mois, vous allez avoir l'effet "phosphate dans les lessives" : des querelles d'affiches entre industriels, et les consommateurs en dessous qui disaient : oh la la, ça n'a pas l'air d'être bien clair leur affaire.... , s'ils ne sont pas d'accord, c'est que sûrement il n'y a pas de vérité, vraie, établie, reconnue. Et effectivement, il n'y a pas de vérité vraie, établie, reconnue, rappelez-vous ce que je vous ai dit des débats complexes. Donc ça serait une très mauvaise solution à mon sens de faire de la publicité sur l'Agriculture Raisonnée, sauf, mais je vais y revenir en conclusion, il y a quand même une solution. Parce que vous pensez tous au label FARRE : alors on se donne du mal à faire de l'Agriculture Raisonnée, comment on va le valoriser ? C'est la question de tout à l'heure...

Il y a une troisième solution, qui est celle que j'ai personnellement tendance à privilégier, et que le groupe DANONE: va privilégier, qui est celle d'une logique de filières. Faisons ce qu'a fait l'orge. On ne le fera pas sur tout, on ne fera pas une filière noix de paprika, mais; en revanche sur les grandes productions, oui on le fera. Alors, bien sûr, quand on pense DANONE on pense au lait. Mais là, c'est quand même beaucoup plus facile, si j'ose dire, c'est déjà en place, parce que le lait n'est pas un produit qu'on achète sur un marché, c'est un produit qu'on achète à la porte de l'usine. Ce n'est pas pareil, les producteurs de lait, nos techniciens rentrent chez eux plusieurs fois par an, il y a un suivi qualitatif, il y a une rétribution à la qualité. Si un problème qualitatif durable se passe chez un producteur, le technicien de l'usine vient le voir en lui disant : mais qu'est-ce qui se passe ? Tu as perdu 500 francs parce qu'on a trouvé ça et ça, on va aller voir ensemble, tu as un joint qui est foutu... c'est comme ça que ça se passe, mais là c'est plus facile parce qu'on sait qui produit du lait DANONE, et quand je dis DANONE, Yoplait c'est pareil, et Chambourcy c'est pareil. Donc, le lait, mettons-le à part. Sur les autres grands intermédiaires, oui, on va développer une logique de filières là où elle n'est pas développée.

Alors FARRE ? Qu'est-ce que FARRE peut faire ? Je crois que FARRE a un rôle fondamental. C'est pour ça qu'on y a adhéré, sous l'incitation de Jean THIAULT. On y a adhéré parce que je crois qu'il est fondamental que FARRE puisse effectivement montrer qu'il est possible de faire, d'appliquer des pratiques raisonnées dans toutes les productions agricoles, dans tous les contextes pédo-climatiques, donc d'avoir un maillage de démonstrations, qu'on peut s'en douter renforcer -je pense qu'il faut le renforcer- pour montrer que oui, c'est possible de faire autrement. On sait tous à quel point c'est difficile d'introduire des nouvelles pratiques dans le monde agricole, parce que le premier qui se lance, tous les autres autour rigolent. C'est comme ça que ça marche, alors s'il ne se plante pas, après, on vient voir ; s'il se plante, après on rigole, et effectivement il n'y a pas d'innovations sans risques, donc FARRE a un rôle fondamental de démonstration. Je pense que FARRE doit aussi avoir un rôle de notoriété de ce que c'est que l'Agriculture Raisonnée. Ce n'est pas facile.

Alors est-ce qu'il faut un label FARRE ? Il n'est possible d'utiliser un label FARRE: que s'il est clair qu'on ne rentrera pas dans cette mécanique infernale de la controverse et du

discrédit, c'est-à-dire qu'il faut qu'il y ait des définitions claires qui fassent que si un industriel choisit d'avoir des approvisionnements raisonnés et labélisés par FARRE, il ne puisse pas être attaqué ni par les agriculteurs biologistes en disant : c'est n'importe quoi parce qu'ils utilisent de tout, c'est pas rigoureux leur affaire.. ni par ses concurrents, ni par les associations de consommateurs qui vont bien légitimement demander des justifications. Donc, la condition s/ne qua non d'un label FARRE, c'est d'avoir des conditions claires d'attribution et des conditions vraiment scientifiques et indubitables. Ça devient difficile, parce que manifestement une culture de pommiers raisonnée dans le Val-de-Loire n'est sans doute pas la culture de pommiers raisonnée dans le Vaucluse ou dans la Drôme, parce que les sols ne sont pas les mêmes, les pentes ne vont pas être les mêmes, le climat ne va pas être le même, les bestioles nuisibles du coin ne vont pas être les mêmes, les pratiques antérieures n'ont pas été les mêmes... Donc vous voyez que ça va demander une définition, je dirais presque régionale. Alors, est-ce qu'il faut que les Chambres d'Agriculture s'en mêlent ? Je ne sais pas, mais c'est une difficulté, et nous, on n'ira pas vers un label, on n'utilisera jamais un label tant qu'il n'y aura pas cette définition irréprochable des conditions d'attribution.

Alors est-ce qu'on est prêt à payer plus cher ? Je vais peut-être laisser ça aux questions, et les OGM on va laisser ça aussi aux questions, il y aura beaucoup de choses à dire. Merci.

M Claude GLEIZES

Merci Monsieur Molle, je crois qu'il faut passer aux questions, il nous reste très peu de temps. La salle à la parole.

M Gilles THEVENET, Directeur scientifique de l'ITCF (Institut Technique des Céréales et des Fourrages), membre du Conseil Scientifique de FARRE

C'est une question à la fois vers Jean-François MOLLE et vers Marie-José NICOLI. J'ai deux questions, sous mes deux casquettes. La première c'est par rapport à la diversification ou l'absence de diversification des produits qui arrivent aux consommateurs, ou à la standardisation, je crois qu'il faut qu'on soit attentifs à ne pas couper l'acte de production de l'acte de transformation, process, valeur ajoutée, mise en marché, et qu'effectivement on ait aussi la logique de filières à ce niveau-là. J'en veux pour exemple, et je disais tout à l'heure qu'il nous faut des symboles, tes producteurs de céréales. Le pain reste, à mon avis, un symbole. Quand on parle de blé, on parle de pain, et dans ma tête, en entendant Madame NICOLI qui parlait de standardisation, moi j'ai pensé à ma commune, qui compte encore 100 habitants qui y vivent. Quand j'allais à la boulangerie, il y avait le pain rond qui faisait 2 kilo, et il n'y avait que ça. Aujourd'hui je vis dans une autre petite commune qui s'appelle Paris, et pour peu que pendant les fêtes je change de boulangerie, je ne sais plus, parmi toutes les qualités de pain qui sont proposées, ce qu'il faut prendre. Et je dis que ce sont quand même les technologies qui sont en aval des variétés, même si elles sont encore nombreuses, des techniques de production qui font qu'il y a une diversité plus large, même trop large. Et c'est une valeur ajoutée qui est effectivement en aval, et il peut y avoir une standardisation ou une relative standardisation vers la production, mais une diversification liée au process et au savoir-faire qui se mettent en aval.

La deuxième partie de ma préoccupation, vis-à-vis de FARRE, en écoutant Jean-François Molle, c'est la question de savoir si, en mettant Agriculture Raisonnée, on a peut-être fait une erreur, Il faudra peut-être qu'on le réanalyse au niveau du Conseil Scientifique. On s'est peut-être trop arrêté sur la fonction primaire de l'agriculture production et il aurait peut-être mieux valu se poser la question sur produits raisonnés, même si ça sonne moins bien que FARRE...

Pour finir avec cette réflexion, dans notre pratique actuelle d'Agriculture Raisonnée, on est à peu près engagés sur une obligation de moyens au niveau des agriculteurs qui veulent bien entrer dans la démarche, sachant que les moyens raisonnés, et on y reviendra peut-être demain dans d'autres circonstances, on essaie de les caler à travers des pratiques qui s'appuient sur l'utilisation d'outils qui nous semblent effectivement permettre de raisonner ces interventions, et que sur l'obligation de résultats, moi aujourd'hui, très objectivement, je ne sais pas quoi dire. L'exemple que Madame NICOLI prenait sur l'agriculture biologique est effectivement un bon exemple d'une obligation de moyens et qu'au bout du compte l'obligation de résultats attendue du consommateur, eh bien on constate qu'elle n'existe pas.

Alors ma préoccupation, et j'en termine, c'est jusqu'où peut-on satisfaire le rêve du consommateur qui est de trouver, vous disiez les racines, donc ce rêve ? Honnêtement, il y a des attentes du consommateur que je ne sais comment prendre en compte. On reviendra sur les OGM, je ne voudrais pas rentrer là-dedans, mais le foie gras du canard qui a mangé du maïs transgénique, je ne sais pas jusqu'où on saura gérer ce genre d'attente qui peut exister et après les sous-produits que l'on va rejeter dans le système et que l'on peut remettre dans les champs. Donc, on peut avoir des tas d'interrogations, et entre l'obligation de moyens et l'obligation de résultats, je ne sais pas comment il faut naviguer. Le concept d'Agriculture Raisonnée me paraît effectivement une nécessité de prendre une position peut-être plus claire sur la liaison que l'on attend sur l'obligation de résultats, mais l'obligation de résultats je pense qu'il faut qu'on la prenne au niveau du consommateur et qu'on la gère, comme l'a dit Jean-François MOLLE quand il prenait l'exemple des traitements insecticides dans les silos ou sur la chaîne, qu'on la gère effectivement en terme de : à tel endroit on sait faire, à tel endroit on ne sait pas faire, et puis il y a certains aspects sur toute la chaîne, eh bien la question est posée et on n'a pas la réponse. Et cette notion de filières se retrouve au bout du compte chez l'agriculteur.

Ma dernière question, c'est au niveau d'une Agriculture Raisonnée, est-ce qu'on va certifier, labéliser, reconnaître un blé issu de la production raisonnée, est-ce qu'on va reconnaître une exploitation qui pratique l'agriculture raisonnée, est-ce que c'est une région ? Il y a un certain nombre de questions derrière, pour lesquelles je crois que nous tous, aujourd'hui, il faut que l'on ait des éclaircissements pour que cette définition, qui me paraît nécessaire de l'Agriculture Raisonnée, puisse progresser et qu'on puisse la stabiliser.

M Jean-Claude IGNAZI, agronomie

Je vais intervenir et rebondir sur le propos de Gilles THEVENET en tant qu'ancien responsable de recherches et de développement de l'industrie des engrais. On vient de parler au cours de cette matinée, à plusieurs reprises, de la nécessité de reconnaître la qualité des

produits issus d'une filière et d'un ensemble de techniques de production. Vous savez les uns et les autres que dans beaucoup de domaines, on se préoccupe de la certification, dans le processus de développement d'une technique, ce qu'on appelait dans le temps la vulgarisation, ou disons maintenant la préconisation, est un maillon important pour faire appliquer à des agriculteurs des nouvelles techniques plus respectueuses de l'environnement. Certains sont des innovateurs de qualité, comme nos amis de FARRE, mais d'autres sont des bons suiveurs. Donc on se préoccupe de certification, et moi je pense que dans le domaine de la certification il est important pour tous les gens qui s'en préoccupent dans cette salle ou ailleurs de donner une définition de l'Agriculture Raisonnée. Je partage le point de vue de Gilles THEVENET, à savoir que ce n'est pas vendable au grand public, ces mots "Agriculture Raisonnée". Ce n'est pas le problème d'aujourd'hui, mais tous ceux qui réfléchissent sur la définition d'une référence d'Agriculture Raisonnée, au sens qualitatif ou sécurité du terme, devraient se retrouver. Moi, j'ai œuvré dans le sens de la fertilisation raisonnée, je sais que des collègues de l'industrie se préoccupent de certification, la grande distribution des produits pour l'agriculture, c'est-à-dire les groupes coopératifs et de négoce s'en préoccupent. Il faut que sur ce plan-là on se retrouve avec l'aide des unions de consommateurs. On ne fera rien de positif si on n'a pas la même approche entre consommateurs, producteurs, et tous les acteurs de la filière. Merci.

M Jean-François MOLLE.

Une première réponse. Je crois que le sens de ce qui vient d'être dit c'est que finalement on doit s'organiser pour que l'Agriculture Raisonnée devienne le plus vite possible l'agriculture normale, Elle n'est pas plus chère, et une fois de plus elle ne crée pas des avantages, compétitifs pour ceux qui la pratiquent. Regardons ce qui se passe sur l'orge. Quelquefois elle peut être plus chère, mais si elle est plus chère et s'il y a une vraie justification, elle peut se vendre en tant que telle. Je crois qu'il y a aussi une idée importante à cette époque de réforme de la PAC, et là j'en parle avec d'autant plus de liberté que vous voyez bien que la réforme de la PAC n'est pas clairement dans le métier de DANONE, donc je parle presque en tant que citoyen contribuable, je crois que s'il y avait une renationalisation d'une partie des aides, et je n'aime pas tellement ce terme, mais du revenu versé aux agriculteurs, ça serait dommage de rater l'occasion de ne pas les mettre sous forme de mesures environnementales. Je crois que les générations futures nous reprocheraient de ne pas avoir pris cette occasion pour accélérer ce développement d'une Agriculture Raisonnée normale, agriculture durable, je ne sais pas comment on va, l'appeler, et je crois que ça serait tout à fait justifié aujourd'hui de le faire et tout à fait possible.

M Antoine LEMARCHAND, responsable des achats, groupe Pomona

Je suis chargé de définir les conditions de production de légumes et de salades en particulier pour des fabrications de produits prêts à l'emploi. La question que je me pose aujourd'hui, par rapport à tout ce qui a été dit ce matin, c'est la définition de l'Agriculture Raisonnée par rapport aux nouveaux moyens de lutte biologique, à ne pas confondre avec l'agriculture biologique. Je vais vous faire part rapidement de notre expérience, nous sommes en train de définir au niveau de nos producteurs l'ensemble des techniques agricoles qui permettent de limiter au maximum les résidus, que ce soit désinfection des sols, produits chimiques, de désherbage, les nitrates, et les produits phytosanitaires de traitement en

culture... Dans cette démarche, nous avons quelques réponses et énormément de questions; aujourd'hui, en particulier sur les bons stades d'application. Sur les nitrates, on a aujourd'hui réussi à baisser très fortement les taux dans nos légumes, néanmoins se posent énormément de questions et d'aléas, et la question que je voudrais poser c'est : comment FARRE intègre-t-il les nouvelles méthodes biologiques, par définition plus propres, je pense aux champignons antagonistes, je pense à la lutte intégrée, dans la démarche aujourd'hui qui est celle de FARRE ?

M Jean THIAULT, membre de l'Académie d'Agriculture, président d'honneur de FARRE

Oui, je pense que c'est une question qui tendrait peut-être à prouver qu'on a besoin de plus en plus d'éclaircir ce concept de l'Agriculture Raisonnée. L'année dernière, à Montpellier, j'ai bien dit que si nous avons adopté le mot "raisonnée", c'est pour des raisons de sémantique française, avec les vieilles histoires qui traînaient avec la notion de l'intégration économique verticale chez les agriculteurs et que c'était une mauvaise expression pour le "integrated farming" des Anglais. Mais ne nous méprenons pas, l'Agriculture Raisonnée met en œuvre les principes de la production intégrée, de la lutte intégrée. J'ai personnellement œuvré pendant 30 ans sur ce domaine, je sais donc comment ça fonctionne. Il y a des degrés effectivement, on peut utiliser les moyens biologiques chaque fois qu'on peut, et c'est ce que font les agriculteurs, FARRE notamment. Quand on peut par exemple lutter contre la Pyrale grâce à des épandages de Trichogrammes, nous avons des agriculteurs FARRE qui utilisent des Trichogrammes, c'est une solution. Malheureusement, les problèmes de la protection biologique des cultures se heurtent à des quantités de contraintes, de difficultés.

Mais l'intervention de notre collègue de POMONA m'amène à faire part d'une réflexion : c'est qu'il faudrait surtout éviter, c'est que chaque grand distributeur fabrique lui-même son cahier des charges, sa propre définition, et comment il va pouvoir arriver à dire que son produit est différent de celui du voisin. Je crois que Jean-François MOLLE l'a parfaitement expliqué, il faut entrer dans des logiques de filières. C'est sûr, mais il faut que ces logiques soient débattues sur le plus large plan interprofessionnel, car si nous allons vers des cahiers des charges imposés par les distributeurs, je l'avais déjà dit l'an dernier à Montpellier, attention ! Il faut que dans cette affaire, de toute façon, il y ait négociation, Parce qu'on peut effectivement trouver dans la littérature des références qui permettront de mettre dans un cahier des charges qu'on ne veut surtout pas que le produit ait été traité avec tel ou tel substance, et que telle autre, on va la tolérer... Au nom de quoi ? De même qu'on va nous dire, Jean-François MOLLE l'a aussi évoqué, "mon produit est meilleur"... C'est une grande marque de distribution Suisse qui a voulu le lancer, il y a 35 ans, "mon produit est meilleur parce que j'ai la moitié de la dose du résidu"... De deux choses l'une, ou les médecins qui participent au Conseil supérieur d'hygiène publique, responsable de la fixation des doses maximales journalières, savent de quoi ils parlent. Alors, du moment que la dose maximale journalière a été fixée à ce taux-là, elle est réputée sans effet dans les conditions de notre alimentation, ce qui veut dire un risque zéro. Or divisez zéro par deux, c'est toujours zéro. Ou alors on estime que les autorités sanitaires et les responsables de l'homologation sont incompétents, et on accepte de constamment remettre en cause ce que l'on peut dire de mieux à l'instant où on le dit. Mais fort heureusement, ce qui est important et que j'ai beaucoup

apprécié dans l'ouverture de l'intervention de Madame NICOLI, c'est qu'elle a parfaitement dit qu'il fallait surtout avoir l'esprit en éveil et progresser. Alors oui, observons, mettons nos connaissances en commun, mais surtout ne nous paralysons pas au nom de dangers que nous ne sommes pas capables de matérialiser. Je voudrais recentrer sur ce que je disais, la lutte intégrée. C'est ce que l'on préconise à l'intérieur de l'Agriculture Raisonnée. Nous avons choisi ce terme en français, mais nous savons avec Jean-Marie Mutschler qu'au sein de l'EIF c'est "integrated farming", autrement dit ce mot international qui est désormais utilisé. On pourrait expliquer pourquoi, mais ce n'est pas le moment. Mais en tout cas, la première chose qui me préoccupe, c'est que chacun n'aille pas dans son coin construire son propre modèle de filières et d'agriculture. Essayons surtout de construire des modèles fiables, c'est cela qui est important.

M Alain FORNI

Je voudrais juste prolonger ce que disait à l'instant Jean THIAULT. Moi, ce que j'ai découvert à travers l'Agriculture Raisonnée, c'est que c'est une agriculture de bon sens, et le bon sens pour un agriculteur ou pour un éleveur c'est d'abord l'observation, le bon sens pour un éleveur c'est d'aller voir son élevage et ses animaux tous les matins et d'aller voir s'ils se portent bien. S'ils se portent bien, il n'y a pas besoin de les soigner, c'est un peu comme les enfants finalement, un enfant quand il est malade on le soigne, quand il n'est pas malade on le nourrit et on le regarde progresser, on l'aide à progresser, et l'Agriculture Raisonnée, la définition, l'appréhension que j'en ai, c'est qu'effectivement la définition est très difficile à formuler parce que l'agriculture est tellement vaste en termes de diversité de productions, de types de produits, de terroirs et de climats... C'est vrai qu'on s'est heurtés à ces difficultés, au sein de FARRE, quand on a commencé à y réfléchir, au sein du Conseil Scientifique ou du Conseil d'Administration. Ce n'est effectivement pas simple, mais au départ je dis toujours que c'est une agriculture de bon sens ; et l'agronomie, c'est une somme de bon sens, on ne fait pas n'importe quoi, n'importe comment, n'importe quand. Ceci pour dire à notre ami de POMONA qu'il y a des Fermes de rencontre FARRE, qu'elles sont ouvertes. Allez les voir, les agriculteurs FARRE vous ouvriront leur porte.

Je voudrais terminer très rapidement par une petite anecdote. Lors de la célébration de nos 100 premières fermes FARRE, on a eu la chance, et en tant que responsable professionnel j'en mesure toute la valeur, d'avoir la présence des présidents des 3 grandes organisations nationales : APCA, FNSEA et CNJA. Christiane Lambert, Présidente du CNJA, m'a dit en voiture : "je ne savais pas qu'il existait des agriculteurs, ou des viticulteurs, qui vont le matin compter les araignées rouges..." Un viticulteur l'a dit en d'autres termes à ceux qui étaient là l'après-midi : "moi, monter sur le tracteur, ça ne m'intéresse pas... ce qui m'intéresse d'abord, c'est d'aller dans ma vigne et de voir comment est ma vigne. Si elle en a besoin, je monte sur mon tracteur, mais je ne fais pas l'inverse..."

Alain FOURNIER, Comité départemental FARRE de l'Aube

Je vais rappeler quand même qu'en ce qui concerne la pratique quotidienne des agriculteurs et des conseillers, l'Agriculture Raisonnée c'est quelque chose qui se fait au quotidien. C'est 400 sites expérimentaux mis en place dans l'Aube, ce sont des millions de tours de plaines, ce sont des agriculteurs qui vont identifier des maladies, qui essaient de savoir comment on

va utiliser au mieux les spécialités qui ont reçu l'homologation. Et il ne s'agit pas du tout d'un vain mot, il s'agit d'une amélioration de la compétence de l'ensemble de nos agriculteurs sur le territoire. Ils essaient d'apporter des produits de qualité à la sucrerie, puisque nous avons l'obligation de fournir un produit de qualité pour que l'industriel soit à même de sortir un sucre de qualité et rentable. Et nous avons eu la démarche orge avant la démarche betterave dans l'Aube.

Je ne voudrais pas qu'on balaie d'un revers de main tout ce travail qui est fait par la grande majorité des agriculteurs, au profit de groupuscules qui, entre guillemets, auraient un label "Agriculture Raisonnée". Les agriculteurs des grandes plaines céréalières ont besoin qu'on reconnaisse la qualité de ce qu'ils font. Merci.

M de MONTIGNY, CNIPT

Je voulais rebondir sur les deux interventions précédentes. Permettez-moi encore une fois de parler de la pomme de terre. Vous disiez tout à l'heure que les Hollandais avaient bien réfléchi. Ils avaient bien réfléchi aussi en communication sur ce produit, qui était un produit phare chez eux. Un hectare sur 5 au Pays-Bas est en pommes de terre, et ils étaient arrivés à un tel point de leur rotation qu'ils avaient un parasitisme très élevé, et un emploi de phytosanitaires aussi extrêmement élevé. Ils ont décidé, il y a quelques années, de diviser leur consommation de phytosanitaires par 2 de même que leurs intrants en général, et de dire que leur produits étaient ainsi plus propres. En diminuant par 2, ils en utilisaient encore plus que la moyenne des Français. Donc notre approche a été de voir au niveau de l'interprofession, et non pas au niveau d'une famille professionnelle, au niveau de l'interprofession dans son ensemble, comment raisonner. Et c'est là que nous avons, grâce aux services très compétents de l'ITCF, auquel est maintenant rattaché l'Institut technique de la pomme de terre, pu mettre en place un cahier des charges de la production raisonnée, qui va voir le jour dans quelques semaines, avec "une garantie de pratiques mais aussi une garantie de résultats. Derrière, nous allions aussi mettre en place avec l'aide de l'ONIFLOR, un projet pilote sur la traçabilité. Parce qu'on parle de traçabilité, encore faut-il qu'on puisse la mettre en œuvre, en pratique, et donc nous sommes proches d'une finalisation de ce projet pilote, d'un outil de traçabilité qui permettra de savoir dans un sac, un emballage de pommes de terre que vous avez acheté sur l'étal en grande distribution ou du petit commerce, de quelle parcelle ces pommes de terre proviennent et quels intrants ont été utilisés. Ceci permettra, en cas de risques ou de problèmes sanitaires, de remonter avec certitude jusqu'à la parcelle et jusqu'aux applications des pratiques. Voilà ce que Je voulais ajouter à titre de témoignage...

M Serge MARTIN-PIERRAT, viticulteur et arboriculteur, membre du réseau FARRE de l'Hérault.

Je suis vigneron et arboriculteur FARRE dans l'Hérault. J'ai deux petites remarques à faire : d'une part Je crois qu'il est important que la conception des cahiers des charges reste aux mains des agriculteurs. Mais par contre, je pense que dans les filières aussi bien les industriels que la grande distribution peuvent et doivent nous demander une traçabilité des

produits, et c'est surtout de ce côté-là qu'il faut qu'ils interviennent. En revanche, les cahiers des charges, c'est impérativement la production qui doit rester maître d'œuvre.

Par ailleurs, on nous oppose souvent à l'agriculture biologique. En fait, ce qui nous sépare de l'agriculture biologique, c'est ce choix de cette dernière de ne pas utiliser de produits de synthèse. L'agriculture biologique peut être plus polluante que l'agriculture raisonnée ou intégrée, étant donné qu'en se limitant dans les produits qu'elle utilise, en particulier au niveau viticole au cuivre, elle en fait une utilisation beaucoup plus importante. À terme, cette utilisation ne sera même plus possible, puisque le cuivre est actuellement dans le collimateur européen, et sera réduit à 2 ou 3 applications par an. Ce qui va poser d'énormes problèmes à l'agriculture biologique. Je crois qu'il faut bien faire la distinction avec l'agriculture biologique, ça ne veut pas dire forcément une agriculture raisonnée, ça ne veut pas forcément dire une agriculture propre.

APRÈS-MIDI

Orateurs à la tribune : M. Claude GLEIZES, M. Alain FORNI, Mme Dominique DRON, M. Jean THIAULT, M. Jean-Marie MUTSCHLER

**Madame Dominique DRON,
Responsable de la Cellule Prospective et Stratégie, ministère de
l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement.**

Jean-Marie MUTSCHLER : présentation de l'orateur

Madame Dominique DRON est ingénieur des Mines, agrégée de sciences naturelles ; elle a été chef du Service régional de l'environnement industriel à la DRIRE Provence Alpes Côte d'Azur de 1989 à 1992; de 1992 à 1994, directrice du programme "Déchets" puis; directrice du Développement de l'ADEME.

Depuis 1994, elle dirige la cellule "Prospective et Stratégie" du ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement. Il s'agit d'un service créé en 1994, et qui est directement rattaché au ministre. Madame DRON est également Rapporteur à la Commission Française pour le Développement Durable.

Madame Dominique DRON

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, plusieurs acteurs directement impliqués dans les relations que l'agriculture peut avoir avec l'environnement se sont exprimés ce matin. Ils sont certainement plus en relation directe avec vous, au quotidien, que, disons, l'Administration, du moins centrale. Ce que je vais essayer de faire, c'est d'une part vous rappeler comment évolue un contexte environnemental pour les exploitants agricoles, c'est-à-dire d'où ça vient quand quelque chose de nouveau arrive, est-ce que c'est sorti du cerveau surchauffé d'un fonctionnaire dans son bureau, est-ce que c'est arrivé par une coupure de journal, est-ce que c'est une nouvelle découverte scientifique, est-ce que c'est une manipulation d'un concurrent d'une entreprise agro-alimentaire ou d'un producteur de produits phytosanitaires ; est-ce que c'est une réaction purement politique ?

Je vais donc essayer, avec quelques exemples, de vous montrer ce qui peut se passer, et puis de vous dire quelques-unes des réflexions qu'on commence à tirer d'un travail en cours, mais qui malheureusement n'a pas pu être terminé pour aujourd'hui, sur les relations entre environnement et monde rural.

Je vous propose donc d'une part de voir d'où viennent les évolutions du contexte environnemental des exploitations et d'autre part quelques pistes. D'où viennent les évolutions ? Qu'est-ce qui fait changer la donne environnementale dans les domaines qui vous concernent ? D'abord beaucoup de gens, en commençant par les scientifiques, et, si on peut dire, en deux volets : un volet qui est la progression des connaissances. Il est sûr que lorsqu'on apprend par exemple que l'ozone troposphérique diminue le rendement des céréales, on agit ensuite en fonction de ça. Quand on apprend, dans un autre sens, qu'à force

d'avoir un certain nombre de bactéries en relation avec des antibiotiques par exemple dans les viviers, eh bien on observe des bactéries ou des virus résistants à ces antibiotiques, c'est sûr que ça change l'état d'esprit et les préoccupations non seulement des pouvoirs publics mais aussi de pas mal d'autres acteurs. Et cette progression des connaissances scientifiques se fait au plan international. Et à cause de la circulation de l'information internationale peuvent se concrétiser sur le territoire français des décisions qui viennent du fait qu'à un autre endroit du globe, un phénomène qu'on connaît sous une forme atténuée en France, a pris là une ampleur particulière et que, par conséquent on essaie de préserver les choses. Alors, pour ça, qu'est-ce qu'on peut dire qui est issu de cette influence internationale, de cette évolution des idées au plan international ? C'est par exemple la découverte de la circulation planétaire des résidus de certains pesticides qui a conduit à leur interdiction progressive : ce sont les questions relatives aux interdictions de produits transgéniques en ce qui concerne colza et betteraves, c'est le problème des résistances aux antibiotiques et vous vous souvenez certainement de ça, la souche de staphylocoque doré qui a été découverte au Japon résistant à tous les antibiotiques, qui pose bien sûr le problème entre autres de l'épandage, mais par conséquent de l'utilisation des antibiotiques dans l'ensemble du secteur agricole. Les scientifiques amènent donc de nouveaux problèmes sur le tapis, et la mondialisation, c'est aussi la circulation des idées au plan international, fait aussi bouger les choses.

Alors, qu'est-ce qui fait aussi évoluer le contexte? Eh bien, l'Administration directement en France... les évolutions communautaires et nationales sont traduites par l'Administration nationale, et il y a un certain nombre de choses que vous connaissez très bien qui peuvent être la directive habitat, la directive eau potable, qui met des normes sur les concentrations de pesticides dans les eaux. Mais ça peut être aussi des éléments auxquels on ne pense pas toujours comme (article 100 paragraphe 4 du Traité de Maastricht sur le marché intérieur qui dit qu'un Etat membre peut estimer nécessaire d'appliquer des dispositions nationales justifiées par des exigences importantes visées à l'article 36, c'est-à-dire moralité publique - ordre public, protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou de préservation des végétaux, protection des trésors nationaux ou de la propriété industrielle et commerciale ou relative à la protection de l'environnement. Il est notifié à la Commission et celle-ci confirme les dispositions en cause après avoir vérifié qu'elles ne sont pas un moyen discriminatoire arbitraire. C'est-à-dire qu'à la fois dans l'article 100 du Traité de Maastricht et dans l'article 20 de l'OMC, ce qui est préservation de la santé et de la vie des personnes et des animaux, et la protection des végétaux, et la protection de l'environnement font partie des quelques seules possibilités de réguler les échanges prévues par les traités de commerce. L'Administration intervient donc sur les évolutions communautaires et nationales, sur les objectifs de qualité locaux, notamment par des démarches partenariales, puis les élus interviennent bien sûr. Le Parlement Européen... par exemple. Le Conseil des Ministres avait proposé, il y a trois ans, une directive sur les décharges qui a été rejetée par le Parlement pour cause de laxisme, parce que les élus du Parlement ont trouvé que la Commission et les experts y étaient allés beaucoup trop mollement, notamment sur les décharges dites de déchets banals, et la nouvelle mouture qui est en cours de finalisation maintenant est effectivement beaucoup plus stricte. Les collectivités territoriales peuvent aussi changer le contexte environnemental d'une entreprise, puisqu'elles sont par exemple concernées par les conséquences d'épandage en terme de nuisance. Jean-François MOLLE et Madame NICOLI en ont parlé ce matin : les clients, les consommateurs aiment ou n'aiment pas les hormones, en général ils n'aiment pas

l'encéphalopathie spongiforme bovine, et ça peut prendre la forme de boycott, vous le savez... je vous rappelle simplement l'exemple de Burger King, qui a été sauvagement boycotté aux USA au motif que les bœufs utilisés pour les hamburgers contribuaient à déforester l'Amazonie. Les industries agro-alimentaires et les distributeurs sont donc les relais des clients. Donc pour eux, et Jean-François MOLLE l'expliquait ce matin, pas de risques aux consommateurs, zéro risque aux consommateurs parce que c'est trop dur, trop lourd à gérer ensuite derrière, d'où par exemple, pour BONDUELLE l'interdiction des boues sur les terres cultivées par ses fournisseurs...

Il y a des concurrents aussi, qui changent le contexte environnemental dans lequel jouent les exploitants agricoles... Cela peut être sur les produits de traitement. C'est exactement ce qui s'est passé sur les lessives sans phosphates avec Henkel. Il peut y avoir des bagarres entre vos fournisseurs qui contribuent à poser un certain nombre de problèmes et qui modifient complètement les conditions dans; lesquelles se posent les questions environnementales pour vous. Il y a les conditions des aides, par exemple les USA prévoient des conditions sur les crédits à l'exportation qui concernent les questions environnementales autour des processus de production. Il y a l'éco-conditionnalité des aides PAC par exemple. Et puis il y a, du point de vue de la concurrence, cette fois-ci entre les agriculteurs, les résultats économiques des choix de pratiques... ce n'est pas toujours ce à quoi on pense. Donc d'après les renseignements qu'on a, il semblerait par exemple qu'en semi-extensif, un éleveur puisse récupérer plusieurs fois plus par litre de lait qu'en intensif total, compte tenu des investissements que l'intensif total demande.

Et puis, vous avez des gens qu'on a moins l'habitude de voir directement quand on est exploitant agricole, ce sont les riverains et la justice. Les rites qui font évoluer le contexte environnemental et la manière dont les questions se posent et sont posées ensuite par la société. Les riverains, c'est la perception des nuisances, c'est les habitants de Guingamp considérant que ce n'est pas très normal qu'ils aient à payer l'équivalent de deux points de CSG supplémentaires par personne pour se laver, pour pouvoir utiliser de l'eau correcte. C'est aussi les problèmes des activités économiques voisines, et là aussi Jean-François MOLLE en a parlé quand il a dit "nous industries agro-alimentaires, on a besoin d'eau de qualité et qui ne soit pas trop chère à dépolluer et qui soit surtout possible à dépolluer". Des exemples comme ça vous en avez plein. Vous avez le problème du tourisme littoral lorsque, par excès d'éléments nutritifs, on a des floraisons d'algues vertes ; vous avez les problèmes des conséquences des pesticides ou des herbicides sur les piscicultures ou conchylicultures. Et ça c'est exactement la situation dans laquelle se trouvait l'industrie à la fin des années 60, début des années 70, notamment dans les zones de concentration d'industries, et c'est bien ce qui se passe dans les zones de concentration agricoles, sont apparus des conflits extrêmement violents... quand je dis violents, c'est physiques... qui ont opposé des riverains, notamment des pêcheurs, à l'industrie qui s'est développée, en l'occurrence c'était sur l'étang de Berre essentiellement, et sur l'estuaire de la Seine. Et c'est allé très loin, tellement loin qu'il a fallu sortir une loi, c'est la fameuse loi de 1976 sur les installations classées, qui a été moins conçue dans la logique pour contraindre les entreprises que pour les protéger. Pourquoi ? parce qu'avant la loi de 1976 il n'y avait pas de modus vivendi affiché par l'Etat, par les, pouvoirs publics, disant "si un industriel fait ça, alors il est dans les clous". Donc par rapport aux discussions avec les riverains, l'industriel se trouvait tout nu, puisqu'il ne pouvait

absolument rien certifier par rapport à son propre comportement. La loi de 1976, a été de dire "il y a des règles de contrôle par des tiers", les tiers étant en l'occurrence l'État, des entreprises, il y a des normes à respecter, une suite de décrets, et il y a des contrôles et des sanctions pour les fraudeurs... donc c'était la question de l'intervention de la justice sur procès-verbal... et moyennant ceci, on peut difficilement demander, dans un premier temps, autre chose à un industriel.

Donc la loi de 76, ça a été le besoin manifeste d'avoir des règles officielles précises pour garantir aux entreprises une certaine stabilité de fonctionnement qu'ils puissent afficher comme ne venant pas de leur seule volonté propre vis-à-vis de leurs interlocuteurs. La justice, derrière, jusqu'à relativement récemment s'occupait assez peu de l'environnement, parce que la justice a peu de crédits, pas beaucoup de gens et beaucoup de choses à traiter. Mais on assiste à un renforcement des peines sur les questions de pollution. Donc, je donne un exemple, pour le même type de pollution à cinq ans de distance, vous voyez que la peine a été multipliée par quatre, et ce que je n'ai pas écrit c'est qu'en plus les dirigeants de l'entreprise Protex ont été emprisonnés. Et puis, on a vu pour la première fois, si je me souviens bien en 1996, une condamnation d'un agriculteur pour pollution de l'eau. Qu'est-ce qui fait modifier aussi le contexte environnemental ? Ce sont les associations que je vais appeler supra-locales. Patrick LEGRAND en était un représentant ce matin. Elles interviennent parce que, notamment FRANCE NATURE: ENVIRONNEMENT est l'interlocuteur privilégié des Pouvoirs Publics dans l'élaboration des réglementations nationales. Par exemple, ce sont eux qui sont à l'origine des premiers parcs nationaux et réserves, dont Cévennes, Vanoise... ils sont aussi partie prenante de l'évolution réglementaire communautaire, et là, en France nous avons un problème parce que nos associations de protection de l'environnement ont très peu de moyens par rapport par exemple aux associations anglo-saxonnes. Ce qui fait que le poids de la conception anglo-saxonne de l'environnement, portée par les associations au niveau européen, est très fort par rapport aux conceptions que peuvent avoir nos propres associations. La directive Oiseaux de 1979 est clairement une directive inspirée par la Royal Society for Protection of Birds et Bird Life International qui sont deux associations de protection de l'environnement anglo-saxonnes. Dans les grands conflits locaux, Rhin-Rhône, mais également Marais Poitevin... dans les deux sens d'ailleurs, qu'il s'agisse de protester contre des excès locaux agricoles ou de les défendre comme dans le cas de l'A 51, ils interviennent également.

Et puis il y a la société civile. L'opinion, ce n'est pas seulement affaire de média, c'est une affaire de tendances, et puis les médias donnent les échéances. Ils rythment d'une certaine manière les échéances. La société civile qu'est-ce qu'elle demande ? Actuellement, elle demande de plus en plus fortement une compensation de la vie citadine, qui pèse plus fortement sur elle. C'est ce que disait Madame NICOLI ce matin : en fait ce n'est pas que la demande d'environnement est nouvelle, c'est qu'elle est obligée de s'exprimer parce que l'offre commence à être significativement inférieure à l'attente spontanée. Ce sont aussi les coûts de rémediation, pour la dépollution des eaux par exemple. Les questions de santé, l'Atrazine dans l'air, qui peut tout à fait devenir un problème si on n'éclaircit pas correctement la question. Et là, effectivement, l'information de l'opinion joue un rôle très important. Mais là aussi, il ne suffit pas que l'information soit techniquement correcte pour qu'elle soit crédible. Ce matin, quelqu'un parlait de l'adéquation entre le symbole, le mot et la réalité de ce qu'il y a derrière. C'est absolument fondamental. La cosmétique est contre-productive

à terme, mais avec des effets en retour colossaux. Et je voudrais juste donner là aussi un exemple industriel, En 1989, s'est posé sur l'étang de Berre comme sur d'autres sites industriels, le problème de l'information du public sur les risques majeurs, pour toutes les entreprises qui sont susceptibles d'exploser, de nous envoyer un nuage toxique, etc. Des choses tout à fait intéressantes, dont vous pensez bien que les entreprises avaient quelque mal à imaginer comment elles pourraient en parler, surtout que toute information qui provenait d'elles et d'elles exclusivement étant bien entendu considérée comme de la publicité puisqu'elle ne provenait que d'un pôle ayant intérêt plus ou moins à dire ce qu'il disait. A l'époque, j'étais sur l'étang de Berre, et on était arrivé à rendre l'information sur les risques crédible en la faisant porter par un partenariat d'acteurs. Il y avait l'Administration, les entreprises et les élus, qui se sont mis d'accord pour formater, pour concevoir les campagnes, les documents, les cosigner, les codistribuer, les coexpliquer, et c'est cette cofabrication qui était fondamentale dans la crédibilité de cette information.

Qu'est-ce qu'on peut imaginer comme surprises dans l'évolution du contexte dans lequel vous vous trouvez, surprises plus ou moins grandes ?

- une forte hausse du prix des transports. Vous avez tous entendu parler de Kyoto, vous avez tous entendu parler des grèves des transporteurs routiers sur toute l'Europe... Il est clair que le prix du transport ne restera pas longtemps ce qu'il est. Est-ce que c'est plus 30% sur moins de dix ans comme on s'accordait il y a deux ou trois ans à le juger probable ? Est-ce plus ? Il y a certainement des choses qui vont changer, ce qui en terme de présentation du contexte concurrentiel va certainement modifier des choses.

- une interdiction ou à une impossibilité d'épandage pour les fientes et lisiers ? Pour deux motifs. Primo, résistance induite par les antibiotiques, secundo les sols bretons avec le cuivre et le zinc contenus dans les lisiers sont à une vingtaine d'années de la phytotoxicité. Qu'est-ce qu'on fait dans ces cas-là ? Est-ce qu'il faut supprimer les antibiotiques des élevages ?

- les OGM . On en reparlera peut-être dans la discussion. C'est quand même quelque chose qui se présente d'une manière très particulière.

- une évolution de la conception française du droit de propriété, qui se rapprocherait éventuellement de la conception américaine ? La conception française, c'est usages et abus, c'est qu'une fois que vous avez quelque chose, vous pouvez le détruire, c'est votre droit. La conception américaine, ce n'est pas tout à fait cela : c'est que quand quelqu'un achète un terrain, mettons qu'il y ait 80% de surface utile et 20% de zone humide, eh bien les Américains considèrent que l'acheteur a acheté 80% de surface utile et 20% de zone humide qui font partie du patrimoine collectif. Et l'agriculteur ne peut pas drainer ses 20% de zone humide sans avoir des comptes à rendre, pas seulement réglementaires mais également sur la valeur du terrain, parce qu'on considère qu'il a transformé le produit qu'il a acheté, et que ça il ne pouvait pas le faire. Compte tenu du fait qu'un sol ce n'est pas seulement ce qui pousse dessus mais c'est aussi la microflore, la microfaune, également toutes les incidences en termes d'hydraulique, de pollution, etc.... est-ce qu'on peut imaginer une évolution du droit de propriété ou, autre possibilité, des partenariats de gestion de territoire, tenant compte des caractéristiques du territoire ?

Je voudrais vous livrer dix pistes, dix phrases pour conclure, dont certaines vont vous paraître évidentes.

La première, c'est que l'agriculture est dans la situation des industriels des années 70. Je vous le disais, à ce moment-là les gens disaient que produire n'excuse pas tout. Le problème de l'agriculture, actuellement, c'est que le public est beaucoup mieux informé et beaucoup plus sensible qu'il y a vingt ans. Autrement dit, c'est l'expérience qu'il a acquise pendant une vingtaine d'années en discutant d'un certain nombre de choses avec des acteurs, etc. Et donc ses exigences sont plus pointues. Cela concerne non seulement le public de base mais aussi ses relais.

Deuxièmement, on entend quelquefois "il ne faut pas charrier, le citoyen demande une campagne pure, il faut voir ce qu'il respire en ville, qu'il nettoie d'abord la ville, on verra après"... Oui, mais ça ne se pose pas comme cela. Justement, la majorité citadine ce qu'elle demande à la campagne, c'est des compensations à ce qu'elle subit en ville. Et l'acteur rural majeur qu'est l'agriculteur ne peut aller contre, ni contre les intérêts des activités voisines... et on arrive à la notion de gestion partenariale du territoire.

Le troisième point, c'est que la santé n'est pas le cœur de l'environnement. Il ne faut pas se dire que le problème de l'agriculture c'est la santé. La santé, pour le consommateur, elle est acquise, c'est-à-dire que la sécurité alimentaire, grâce aux performances de l'agriculture en cette matière dans les années qui ont précédé, pour lui c'est acquis. S'il n'y a plus de sécurité, il y a tromperie. L'environnement c'est autonome par rapport à ça, même si, comme le disait Jean-François MOLLE, c'est dans la même case mémoire pour le consommateur, sans doute parce que (et là je reprends ce que disait Madame NICOLI) le respect de l'environnement est quelque part l'indice du respect des autres, d'une certaine bonne conduite, d'une certaine attention... Même s'il n'y a pas de relation de cause à effet technique entre la qualité d'un produit et la qualité des pratiques, quelque part il y a un crédit à porter au fait que si on ne se conduit pas mal avec l'environnement on ne se conduira pas non plus mal avec les consommateurs.

Quatrième point : il faut constater que, souvent, les savoirs des exploitants n'ont pas suivi la puissance des techniques, et que certains outils sont utilisés hors de leurs champs de pertinence et de contrôle. Et par conséquent les dégâts qui apparaissent actuellement, ils n'étaient pas compris dans le contrat social initial sur la production "produisez pour nourrir"... L'agriculteur ne peut pas dire "attention, ça c'était compris dans le contrat initial, donc si vous voulez que je change, il faut me payer en plus...". Là aussi, il y a besoin de bien discuter avec la collectivité, d'autant plus qu'elle ne trouve pas forcément raisonnable de financer des pratiques qui lui sont coûteuses. Et là aussi vous savez bien que je ne parle pas pour vous. Mais il y a quand même toute une structure d'aide qui fait partie du contexte et qui, comme quelqu'un l'a rappelé ce matin, influe fortement sur les comportements des agriculteurs.

Un autre point que je voulais soulever, c'est que l'environnement, ce n'est pas une juxtaposition de milieux, c'est-à-dire qu'on va s'occuper de l'air, qu'on va s'occuper de l'eau, qu'on va s'occuper du sol et puis on va s'occuper de telle ou telle espèce. En fait, tous les compartiments intercommuniquent, c'est ce que rappelait Patrick LEGRAND ce matin sur le fait que si on modifie un génome de plante, eh bien on finit par modifier la microflore, la microfaune du sol et qu'on ne sait pas ce qui arrive derrière, parce qu'on n'a pas fait l'étude d'impact. Cela montre que l'analyse des risques et des impacts demande des connaissances

variées. Et il me semble, notamment vis-à-vis des propositions que peuvent faire au secteur agricole ses fournisseurs... je pense en particulier aux OGM... il serait intéressant qu'il y ait une expertise agricole imposant à ces fournisseurs une étude d'impact.

Septième point : je pense qu'on ne peut pas répertorier les pratiques de manière manichéenne. On ne peut pas dire d'un côté il y a l'intensif, de l'autre côté il y a l'extensif, du troisième côté il y a le biologique. Je crois que chaque pratique pose des questions particulières. Et que toutes les questions sont bonnes. Je vais prendre l'exemple du biologique. Le biologiste dit "moi, je n'utilise pas de produits de synthèse". Le sous-entendu c'est quoi ? On peut dire aussi que c'est de l'idéologie pure, et on peut se dire aussi après tout, il y a des gens qui considèrent que comme ces produits de synthèse ne sont pas connus par les processus naturels, on ne sait pas comment ils sont pris en charge ensuite par les chaînes trophiques, par les processus de décomposition, etc. Et c'est impossible de le savoir parce que c'est tellement complexe qu'on ne peut pas le savoir rapidement en tout cas. Donc il y en a qui préfèrent ne pas prendre le risque au départ. C'est ce qui s'appelle la prévention à la source. Alors, vous me direz, le cuivre ce n'est pas terrible,..., Je suis d'accord, mais en tout cas, c'est une question... La question que pose l'agriculture biologique, c'est le devenir des produits de synthèse dans les compartiments successifs. Les questions que pose l'agriculture intensive ou extensive sont différentes.

En plus, il y a des questions d'emploi, pas seulement des questions environnementales. Par exemple, il y a certainement des élevages intensifs qu'il est plus facile de rendre propres que les mêmes en extensif. Des porcs dans une boîte, c'est certainement plus facile à rendre propres pour l'environnement que des porcs à l'extérieur... mais attention, c'est aussi plus facile à rendre sales. Et il y a aussi le problème des antibiotiques. C'est-à-dire que si on ne peut plus mettre d'antibiotiques dans les porcs, si je puis dire, parce qu'on les retrouve dans les lisiers, etc., ça veut dire qu'on ne peut plus les coller les uns contre les autres... Donc, ça veut dire que l'intensif peut-être que... Mais ce ne sont pas des cloisons manichéennes, c'est une analyse des questions que ça pose. Et c'est important de se les poser, notamment vis-à-vis des évolutions de la PAC, parce qu'il s'agit à un moment ou à un autre de faire le complément de revenus des agriculteurs sur la bases de grilles environnementales, parce que c'est la seule chose que tolère l'OMC et que c'est aussi une ouverture que permet le traité de Maastricht. Il faudra faire attention à ce que les pratiques répertoriées pour avoir accès à ces choses-là correspondent bien à des choses réelles. D'où l'importance de cette expertise agricole dont je parlais tout à l'heure.

C'est tellement compliqué que beaucoup d'entre vous peut-être arrivent à joindre les deux bouts de la connaissance, c'est-à-dire arrivent à maîtriser, avec des nuits blanches, avec des formations importantes, avec certainement un peu d'ulcères à l'estomac, ce qu'il faut comme connaissances. Mais c'est quand même extrêmement compliqué. Et peut-être va-t-il falloir aussi accentuer l'aide au conseil du point de vue des pouvoirs publics.

Dernier point : quand on décroche une activité d'un territoire, on devient plus vulnérable aux clients, aux voisins, aux concurrents, parce que personne n'est garant de vous. Vous ne vous êtes entendu avec personne, vous n'êtes pas attaché en terme d'identité... l'exploitant n'est pas attaché à un territoire... Pour l'instant, il n'a pas de règles législatives qui disent "s'il fait comme ça c'est bien, s'il ne fait pas comme ça c'est mal". A ce moment-là il y a encore plus

besoin d'un cahier des charges officiel quand on n'est pas lié à un sol. Et puis peut-être bien que la liaison au territoire permet de retrouver une certaine maîtrise des marges, plutôt que de faire de la production de matières de bases et de tout expédier, les produits et les marges, dans la filière valeur ajoutée distribution... Merci de votre attention.

M Alain FORNI

Votre exposé, Madame DRON, a été particulièrement dense. Vous avez abordé un très grand nombre d'aspects de la réglementation et de l'esprit des lois, en montrant quelles pouvaient être les différentes motivations dans l'établissement d'une réglementation. J'ai appris que la loi sur les installations classées est une loi de protection des; installations classées. Et je comprends mieux pourquoi Jean-Luc LAURENT s'obstine à dire que les agriculteurs bénéficient enfin dans leurs élevages de la loi sur les installations classées. C'est tout à fait légitime ce que vous avez dit. Il n'y a pas que ça dans la loi, c'est vrai, mais il y a eu cette préoccupation et elle est légitime. Il faut bien qu'à un moment donné des lignes soient tracées pour qu'on sache jusqu'où on peut aller, aussi bien en attaquant un pollueur que pour fixer au pollueur ses propres limites, les deux sont tout à fait défendables. Et ceci nous amène au partenariat. Vous avez beaucoup insisté sur la nécessité d'un partenariat. On le trouve dans l'esprit même de ce type de loi, à condition qu'elle soit appliquée avec tout l'esprit qui présidait à son établissement. Vous avez aussi parlé de la prospective dans le domaine de la réglementation, en souhaitant qu'on adapte les pratiques réglementaires mais aussi les pratiques de tous les jours à l'évolution d'un équilibre entre rural et urbain qui est tout à fait différent aujourd'hui de celle que nous connaissions autrefois. Il faut aussi s'adapter à la nouveauté de certaines pratiques, puisque les techniques d'aujourd'hui n'existaient pas autrefois... Mais il est très difficile de le faire directement dans les textes... Je crois que ce qui est important c'est qu'effectivement on passe par un dialogue entre les Pouvoirs Publics et les différents partenaires pour arriver à établir des textes qui soient véritablement applicables et qui tiennent compte de l'action volontariste des agriculteurs, ce qui me paraît passer avant la réglementation. La réglementation est nécessaire, bien entendu, mais l'agriculture est depuis des années lancée sur une action volontariste qui précède je crois la réglementation. En tout cas merci de votre exposé, et je vais passer la parole à la salle.

M Hervé POMMEREAU, Agriculteur en Eure et Loir, président du Comité FARRE 28.

Je suis très heureux de voir dans votre intervention à peu près tous les éléments qui constituent ce qu'on a coutume d'appeler la durabilité. Il y a l'aménagement du territoire, l'environnement, l'économie, la qualité... Tout cela correspond à une belle idée. Seulement, je me suis interrogé sur la durabilité, je me suis rendu compte que, tout à l'heure, vous avez parlé de cloisonnement. Effectivement, il faut sortir des cloisonnements et essayer de se rendre compte à quel point il y a interdépendance entre les différentes choses qui composent le tout, à savoir l'économie influe sur l'environnement, l'environnement influe sur le politique et vice versa. Tout cela est complètement interdépendant. Donc, ça sous-entend que si l'agriculteur veut mettre en œuvre tout cela, il faut qu'il soit suivi de la même façon par le politique et par l'environnement économique. Or, aujourd'hui, on ne parle que mondialisation, que libéralisme, voire ultra-libéralisme, qui est l'apanage de l'éphémère, du profit rapide, et qui va à l'encontre de ces demandes de grand public. Là il y a une opposition, un dilemme que je n'arrive pas trop à résoudre concrètement, sur les exploitations agricoles tout du moins.

M Michel PIDOU, enseignant à l'École Supérieure d'Agriculture d'Angers.

Je voudrais rebondir sur la question précédente. Quand Dominique DRON a parlé de l'Organisation Mondiale du Commerce, elle a bien souligné qu'on pouvait arguer de je ne sais plus quel article pour la préservation de la santé et de l'environnement. Mais il me semble aussi que pour s'appuyer sur cette article, il faut prouver l'effet négatif. Ce qui dans le cas des OGM (du fait qu'on est dans l'incertitude, aujourd'hui) on ne peut pas prouver grand chose. Donc je veux rebondir sur cette question en disant est-ce qu'on n'est pas effectivement souvent pieds et mains liés par l'Organisation Mondiale du Commerce ?

Mme Dominique DRON

Ce matin, Patrick LEGRAND a rappelé que les américains avaient fait tout ce qu'il fallait pour supprimer la notion culturelle dans l'identification des produits agricoles. On sait très bien que le discours classique, si je caricature, c'est "pourquoi tout le monde ne mangerait-il pas des hamburgers en buvant du Coca Cola, faits de la même manière partout, puisque nous, on en mange bien". Grosso modo c'est ça. Qu'il y ait un discours hyper libéral sur le thème "pas de barrières", sauf celles qu'on peut démontrer, c'est une chose. Maintenant, quand vous regardez tous les différends, tous les conflits, les contentieux OMC, vous vous apercevez que les mêmes qui vous disent ça ont une imagination fabuleuse pour opposer, même temporairement, à des échanges des arguments de ce type-là. Le problème n'est pas qu'ils soient justifiés ou pas. Le problème c'est qu'ils le font. Je pense au thon "Dolphin Safe" ; la dernière fois, c'étaient les crevettes "Turtle Safe"... Il y en a partout... Le discours est d'une part de dire : pas question de faire des entraves aux échanges, il n'est pas question de pouvoir se réclamer d'un non-respect de l'environnement dans le pays exportateur pour que le pays importateur dise je n'en veux pas, et d'un autre côté vous avez des tas de choses comme ça, des tas d'opérations, soit de boycott lancé sur ce plan-là, soit carrément des opérations officielles.

Je vais vous donner un autre exemple. Les États-Unis, toujours eux (ce n'est pas dans le domaine agricole mais c'est exactement le même principe) ont taxé l'importation d'essence reformulée vénézuélienne, au motif que les pétroliers, avec leurs raffineries, polluaient les sols chez eux, et que chez eux ils contribuaient aux fonds qui servent à nettoyer les sols industriels et que, par conséquent, les produits qui rentraient chez eux, même s'ils ne passaient pas par leurs raffineries, devaient payer cette taxe... Le cas est toujours pendant dans l'OMC. C'est vrai que c'est une question de rapports de force, mais le discours tenu n'est absolument pas le discours appliqué. Alors il faut prouver, c'est sûr. Cela dit, les questions... (ça revient au débat qui a été amorcé ce matin sur les OGM), dans, tous; les cas, le problème c'est la santé. Je vous lis l'article 20 de l'OMC qui dit : "Sous réserve que ces mesures ne soient pas appliquées de façon à constituer soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifié entre les pays où les mêmes conditions existent, soit une restriction déguisée au commerce international, rien dans le présent accord ne sera interprété comme empêchant l'adoption ou l'application par toute partie contractante des mesures... il y en a beaucoup... et le b), c'est des mesures nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux, ou la préservation des végétaux, le g), se rapporte à la conservation des ressources naturelles épuisables". Et le préambule du code OMC dit : "rien ne saurait empêcher un pays de prendre les mesures nécessaires à la protection de l'environnement".

Alors est-ce que les États-Unis sont tellement puissants que de toute façon on ne fera pas... ou est-ce que tout simplement on n'a pas l'habitude en France, avec les entreprises ou les exploitations correspondantes de monter ce genre de dossiers ou ce genre de démonstration ? Je ne sais pas, vous le savez sûrement mieux que moi.

M Lionel MARTIN, Chambre d'Agriculture 13 et animateur du réseau FARRE des Bouches-du-Rhône.

Vous nous avez dit que beaucoup de monde, les scientifiques, la mondialisation, l'administration nationale, les élus, les collectivités, les clients, la concurrence, les riverains, la justice, les associations supra-locales font changer la donne environnementale... Mais, par contre, les acteurs comme les agriculteurs n'y sont pas. Alors est-ce que vous considérez qu'ils subissent ou est-ce qu'ils sont aussi des acteurs à part entière des changements de la donne environnementale ? Par exemple, nous on se rend compte, éleveurs ovins et producteurs de foin, que les données qu'on retire des premières mesures d'action communautaire pour l'environnement sont, avec leur bon sens, les meilleurs garants du maintien de l'environnement sur ce secteur-là. Donc je voulais vous poser la question, est-ce qu'on ne peut pas les mettre dans les acteurs qui influent dans la donne ?

Mme Dominique DRON.

Si, bien sûr, et heureusement. Il ne faut pas tout attendre des Pouvoirs Publics. Ma description c'était le contexte environnemental des exploitations, donc c'était ceux qui pouvaient intervenir en dehors de l'exploitant.

M Jacques DUFRECHOU, FARRE Landes

Par rapport à votre interrogation de savoir si on était capables de monter des dossiers, je pense que les Français ne sont pas plus bêtes que les Américains. Ils doivent être capables de monter des dossiers. Mais l'interrogation qu'on a en tant qu'agriculteurs, c'est est-ce qu'il y a une volonté politique, française ou européenne d'avoir une politique agricole vraiment européenne avec ses spécificités, une volonté de défendre ces spécificités, des productions multi-produits, des produits de qualité, une culture gastronomique ? Moi, je ne sens pas cette volonté politique européenne. Quand on parlait des OGM sur le soja, on sait très bien la pression qu'il y a des Américains et leur volonté de vouloir inonder le marché mondial. Il y a une volonté forte de la part des Américains de vouloir à tout prix produire le maïs et produire le soja. Je ne sens pas une volonté forte d'une politique européenne là-dessus. Il faut défendre une agriculture propre à l'Europe.

Mme Dominique DRON.

Je ne suis pas du ministère de l'Agriculture. Ce que je veux dire, c'est que je ne connais pas en profondeur les diverses arcanes des négociations communautaires. C'est vrai que c'est plus difficile de se mettre d'accord à quinze qu'un pays tout seul. C'est un point. C'est vrai aussi que le discours libéral est très fort, et qu'il y a des expressions qui sont presque devenues indécentes en discussions communautaires, parce qu'on est accusé de protectionnisme tout de suite. Cela dit, là aussi la communauté c'est un peu un pétrolier... il faut du temps pour que ça vire. Mais je me demande s'il n'y a pas quand même un très grand rôle à jouer par la profession, parce qu'il y a agriculture et agriculture, et les messages ne sont pas forcément les mêmes. Et a fortiori dans les différents pays.

Même si à terme l'intérêt est un intérêt de qualité territoriale qui maintienne l'emploi, l'aménagement du territoire, etc., et que ce soit vrai partout, et surtout dans la moitié sud, mais même dans certains pays du nord. Le discours libéral des négociations est très fort. On a un problème, me semble-t-il, de formulation d'un discours au niveau des instances publiques, au niveau communautaire.

M Didier MAUDOUX, agriculteur FARRE dans l'Aube.

Vous avez beaucoup parlé d'éco-conditionnalité, et ce sont des choses qui font un peu peur, quand on sait qu'elles risquent d'être européennes, quand on sait qu'un agriculteur hollandais utilise 17 kg de phyto et un agriculteur français 2,5 kg, et qu'un agriculteur FARRE a priori un petit peu moins. Si demain on exige, pour toucher des primes, une baisse de 25% de l'emploi des intrants, est-ce que vous nous conseillez tout de suite d'augmenter nos doses dès cette année pour créer des références... parce que demain, moi, je ne peux pas cultiver avec moins 25%, je suis déjà au minimum. C'est quand même une inquiétude très importante pour nous. On ne voudrait pas avoir tort d'avoir eu raison trop tôt.

Mme Dominique DRON

C'est exactement cette question qui s'est posée sur l'effet de serre, sur les quotas de CO₂. A l'intérieur de l'Union Européenne, les négociations ont abouti à un objectif commun pour l'Union, décliné différemment suivant les pays en fonction, d'une certaine manière, des efforts qu'ils avaient faits avant, mais en tout cas du coût marginal du pourcentage en moins, parce que ça coûte plus cher de passer de 5 à 4% que de 30 à 29. On est arrivé à avoir un objectif européen qui, au départ, avait été calé à moins 10%... on est sorti de Kyoto avec moins 8%, qui allaient de plus 30% pour le Portugal à moins 30% pour l'Allemagne, et la France est à zéro. Donc, c'est la stabilisation. Mais où vous avez raison de pointer la chose, c'est qu'on va avoir là aussi des visions différentes des choses qui vont s'affronter.

On peut imaginer qu'il va y avoir des visions du type néerlandais où la question va être soit "moins x pour cent", soit "il ne faut pas plus de tant de zinc dans le sol, pas plus de tant de cuivre dans l'eau" etc, avec tous les problèmes de pédologie que vous connaissez. Les Hollandais ont proposé, il y a cinq ou six ans, cette méthode-là, très simple donc séduisante, pour donner des aides au sujet des sols pollués, parce que chez eux ça correspondait à une réalité. Mais si on avait adopté ces mesures-là, on mettrait tous nos granits en décharge classe I parce que les granits ça prend plus de métaux que les sables ou les argiles.

Il y a ce type de démarche, il y a aussi une démarche que l'on pourrait dire plus britannique, qui consisterait à dire "il faut que l'exploitation soit en équilibre avec son milieu, c'est-à-dire qu'elle puisse présenter une charte de partenariat avec ses voisins, enfin un modus vivendi correct, qu'il y ait une espèce d'intégrateur, de révélateur du fait que le territoire supporte, puisque les acteurs supportent". Je caricature, mais l'esprit ce serait ça. Vous pouvez avoir des approches qui sont plus ce qu'on a essayé de faire sur les sols pollués du type éco-compatibilité, c'est-à-dire il y a des pratiques qui vont bien dans certains sols, il y a des pratiques qui vont bien dans d'autres... cela a l'avantage, d'être plus réel, mais aussi l'inconvénient, pour une commission qui a 15 États à regarder, d'être plus compliqué. Donc, c'est vrai que ça ne va pas être simple et c'est vrai qu'il y a un très gros enjeu sur les négociations, simplement sur notre capacité à apporter une grille technique de lecture de la performance environnementale sur les exploitations.

M. Alain FORNI

Vous avez dit tout à l'heure "produire n'excuse pas tout". La démarche qu'on a en agriculture, c'est de dire "on n'est pas les meilleurs, mais on n'est pas les plus mauvais, on reconnaît nos erreurs et on essaie de les réparer, mais que les nôtres"...on ne va pas supporter les poids et les âneries des autres... Mais je n'entends à aucun moment parler de ce qu'on appelle dans notre jargon l'agriculture citoyenne. C'est dire qu'à un moment donné, en terme d'environnement, personne n'est blanc, personne n'est noir. Et que quand vous dites que le citoyen est en droit d'exiger un certain nombre de choses de la campagne en terme de nature, en terme d'odeurs, etc., le citoyen ne se pose pas la question du devenir de ses propres déchets et quand on lui dit "eh bien, nous, ça nous pose des problèmes d'épandre tout et n'importe quoi, il vaudrait mieux les brûler", on nous répond, "mais vous vous ne rendez pas compte de ce que ça coûte". Donc ça nous pose quand même une question tout ça. Les agriculteurs peuvent faire des efforts, et ils sont décidés à les faire... mais il faut aussi que l'ensemble de la société et je pense que là le gouvernement et les pouvoirs publics ont un rôle important à jouer que l'ensemble de la société soit un petit peu plus cohérent.

Mme Dominique DRON.

Juste un point : je n'ai pas dit que le citoyen est en droit de demander, j'ai dit "il demande". Il se trouve qu'il demande. B qu'il obtient moins que ce qu'il avait l'habitude d'avoir il y a deux générations, Il y a tellement de choses qui ont changé, chez lui à la ville et à la campagne, qu'il dit "œ que j'avais avant, où c'est ? on ne m'avait pas dit que ça allait disparaître..." Donc, il demande, ce n'est pas qu'il est en droit, je suis tout à fait d'accord avec vous. Il faut essayer d'être cohérent, et il faut que le cadrage économique entre autre, dans la mesure où on a un pouvoir sur lui, corresponde à ce qu'on veut qu'il se passe, c'est quand même la base. Mais la ville' ne sait pas ce qu'elle doit à la campagne, c'est vrai aussi. Donc, est-ce que œ n'est pas justement l'occasion de reformaliser le contrat en disant "bon voilà, on fait ça,, ça ne vous plaît pas, qu'est-ce que vous préféreriez, qu'est-ce qu'on peut faire pour améliorer, qu'est-ce qu'on fait pour vous en échange ?' ça permettrait de remettre à plat un certain nombre d'attentes, dont peut-être les uns s'imaginent que les autres les ont, et elles ne se présentent pas tout à fait comme ça. Il y a un point où quand même (et là aussi, je le répète, ça ne s'adresse pas à vous qui êtes là), il y a un point où le citoyen commence à se gratter la tête sérieusement, c'est le problème des sous, c'est quand il se dit "mais attendez, il y a des dizaines de milliards qui partent vers l'agriculture, et moi, derrière, il faut que je paie encore pour nettoyer l'eau, pour avoir le droit de boire l'eau que je buvais il y a dix ans sans problème... "Et quand Patrick LEGRAND disait ce matin que la profession agricole avait refusé d'avoir la même attitude que les autres, que l'industrie, que les collectivités, que les citoyens vis-à-vis (je la ressource en eau, elle s'était mis un pavé dans sa propre mare. Parce que là, ça paraît inéquitable pour les gens. Là, le citoyen est en droit de dire "vous polluez, vous ne payez pas, moi je paie et en plus je paie pour vous". Sur la demande ville-campagne, c'est une question de formalisation du contrat je pense.

<p>M Jean THIAULT, Membre de l'Académie d'Agriculture, Président d'honneur de FARRE</p>

Jean-Marie MUTSCHLER : présentation de l'orateur

Jean THIAULT est ingénieur de l'École Nationale Supérieure d'Horticulture et ingénieur général d'agronomie. Tout au long d'une très riche carrière tout entière consacrée à l'agriculture, il a en particulier été l'un des pionniers de l'évolution de la production agricole vers des méthodes plus respectueuses de l'environnement. Ainsi, dès 1967, il a été à l'origine des premières applications grandeurs de la lutte intégrée dans les vergers. Il a réussi, alors que c'était complètement révolutionnaire, à imposer ce concept qui s'est aujourd'hui généralisé dans les vergers. Jean THIAULT est aussi un pionnier dans le domaine de la qualité, à l'origine des premiers travaux sur la mise au point de méthodes objectives permettant de mesurer la qualité des fruits. Il existe d'ailleurs, comme beaucoup d'entre vous le savent ici, un "indice de THIAULT", permettant de mesurer l'évolution de la maturation des pommes et d'autres fruits. Jean THIAULT a été pendant dix ans, de 1980 à 1990, chef du Service de la Protection des Végétaux au ministère de l'Agriculture, puis, de 1990 à 1993, adjoint au directeur général de l'Alimentation. Tout de suite après, il nous a fait le grand honneur d'accepter de présider FARRE, de 1993 à début 1997. Il est aujourd'hui président d'honneur de notre association.

Il a été également président fondateur de l'ANPP (Association Nationale de Protection des Plantes), et a présidé l'OEPP, (Organisation Européenne et méditerranéenne pour la Protection des Plantes).

La dernière chose que je voudrais mentionner, c'est qu'il est depuis peu membre de l'Académie d'Agriculture de France, à laquelle il va être solennellement reçu le 11 février par notre ami Christian MARECHAL, ici présent. Cette séance de l'Académie sera entièrement consacrée à l'Agriculture Raisonnée, et on peut ainsi dire qu'en quelque sorte, grâce à Jean THIAULT, à Christian MARÉCHAL, mais également à Claude GLEIZES et à Claude BESNAULT qui interviendront, l'Agriculture Raisonnée fera le 11 février son entrée à l'Académie d'Agriculture.

M Jean THIAULT.

Merci Jean-Marie, merci à vous tous d'être là. On m'a demandé de parler de la contribution de l'agriculture raisonnée à une agriculture durable. Et je dirais même qu'à la lumière des exposés de ce matin, je crois qu'il est très important qu'on s'entende sur les termes. Il est bon de savoir de quoi on parle. Vous savez que ce terme d'agriculture durable est en réalité une mauvaise traduction d'un terme anglo-saxon "sustainable agriculture" et je crois que la connotation que nous pouvons donner en français à "durable" ne rend pas tout à fait ce que l'anglais apporte. Je crois que dans l'idée de "sustainable" on trouve notamment une idée de confortation, d'encouragement à se maintenir, et si vous le permettez, c'est dans cet esprit que je vous parlerai d'agriculture durable cet après-midi.

Une agriculture durable, pour quoi faire ? La population française, mais encore plus européenne, est citadine à 80%. Elle est non-agricole à 95%. Il est donc naturel que certains

en viennent à s'interroger sur l'utilité même de l'agriculture, durable ou pas. C'est pour quoi faire ? Et peut-être même que d'autres verraient assez bien que l'on puisse conserver à nos campagnes un aspect champêtre, bucolique, une sorte d'éco-musée général. Alors, si ce n'est pas ça, qu'est-ce que ça peut être ? Eh bien, je crois que dans la fonction de l'agriculture ça a déjà été dit, répétons le, enfonçons le clou, c'est nourrir, encore et toujours. La population mondiale n'a pas encore cessé de croître. On prévoit plus de sept milliards d'humains pour 2010, alors qu'actuellement, avec 5,5 milliards nous en avons déjà un quart qui est mal nourri et 800 millions qui meurent franchement de faim. Ces chiffres sont bien connus, répétés ; ne les oublions pas, car ces populations frappent déjà à notre porte. Ce n'est pas le moment de baisser les bras. Et pourtant, dans notre vieille Europe saturée de nourriture, je crois qu'on oublie trop vite la rigidité de la demande alimentaire. Cette rigidité qui fait flamber les prix, lorsqu'un accident climatique, ou simplement l'arrêt des transports, restreignent le simple flux quotidien d'approvisionnement. Malgré le perfectionnement des techniques agricoles, les fluctuations climatiques demeurent un élément important, et on sait que si l'on n'a pas un potentiel moyen de production d'environ 15% supérieur à la consommation moyenne, on risque à certains moments des périodes de pénurie. C'est cette marge de sécurité qui transforme par moment en excédents les productions qui sont calculées en fait pour satisfaire nos besoins et qui sont évidemment responsables de certains effondrements de prix à la production. Je crois qu'il ne faut pas mésestimer cette importance de la fonction de production. Et comme notre demande en Europe est quantitativement totalement satisfaite, ce sont évidemment les qualités qui font la différence. Je dis bien les qualités au pluriel, car les exigences qualitatives des consommateurs sont multifformes : qualités nutritionnelles, hygiéniques, technologiques. Et ne l'oublions quand même pas la qualité gustative est un sujet que je connais un peu. Madame NICOLI l'a illustré ce matin dans son propos. Donc, savoir produire un peu plus qu'il nous faut des aliments sains et bons, si possible peu coûteux pour être à la portée de tous, c'est bien la fonction de production de l'agriculture. Et je crois que nous avons le devoir de faire en sorte qu'elle soit vraiment durable dans tous les sens du terme.

Alors l'Agriculture Raisonnée, c'est quoi ? Je me suis référé au dictionnaire. Raisonner, c'est entre autre (parce qu'il y a beaucoup de définitions du sens de raisonner) : "lier logiquement entre elles des propositions pour aboutir à une conclusion". Dans les vingt années qui ont suivi la guerre, on a trop souvent été amenés à considérer chaque action séparément et indépendamment les unes des autres, en ne retenant comme mesure du résultat que la seule mesure de la productivité en volume. Eh bien, je crois que raisonner c'est simplement le contraire. C'est lier logiquement toutes les actions au sein d'une exploitation agricole, d'en mesurer les interférences et d'évaluer globalement le résultat aussi bien pour les aspects négatifs que positifs. Jean-François MOLLE nous a dit ce matin que l'Agriculture Raisonnée ne peut pas être une définition simple mais une logique de spécification. Je crois que c'est tout à fait dans le sens de ce que nous venons de dire. Je me suis livré à l'analyse des principales caractéristiques des 100 fermes, puisque maintenant nous avons la chance d'en avoir cent, du réseau FARRE, et ceci pour nous fournir une illustration de la manière dont les agriculteurs assument leur responsabilité vis-à-vis de la société et peuvent précisément entrer dans une logique de filières.

La première chose qui apparaît, c'est la compétence et l'ouverture d'esprit des agriculteurs. Si on a dû simplifier dans l'après-guerre, c'était pour mettre à la portée d'agriculteurs ayant reçu une formation très empirique des techniques et des procédés complexes. Mais depuis trente ans, on a un programme d'enseignement agricole, et voilà ce que nous trouvons : 74% des agriculteurs du réseau FARRE ont un diplôme technique, et 40% d'un niveau du BTS, donc deux ans après le baccalauréat au moins ou d'un diplôme d'ingénieur. Je pense qu'ils ont ainsi une formation nécessaire pour pouvoir raisonner et qu'en plus, étant donné qu'à raisonner seul on risque de plafonner à son propre niveau, et dans les limites de son expérience personnelle. Le risque est moins important chez nous, puisque 45% ont un statut d'exploitation en nom collectif, ça veut dire qu'il y a, à un endroit quelconque, un partage de la responsabilité des décisions. Mais encore et surtout, 73% ont un engagement professionnel fort. Cet engagement professionnel se matérialise par un grand nombre d'actions syndicales ou dans des organismes de coopération, de commercialisation. Il se matérialise par une très forte participation à des groupes d'étude, à des réseaux d'observation où on peut confronter les expériences, échanger des avis, discuter des options en présence de techniciens ou de spécialistes. C'est véritablement l'un des points importants de l'évolution de l'agriculture par rapport à la période d'après-guerre où il y avait une sorte de diffusion verticale de la connaissance ultra-simplifiée, ultra-schématisée.

Une deuxième caractéristique, c'est que ces agriculteurs produisent en agronomes. L'agronomie nous enseigne l'adaptation des cultures aux conditions naturelles pour limiter les risques et utiliser les aptitudes de ces conditions. La chance de la France c'est d'avoir une grande diversité dans ses régions naturelles. Raisonner la fonction de production, c'est d'abord bien connaître les particularités du milieu naturel, savoir les utiliser par la diversification des cultures, et les valoriser par le savoir-faire et la qualité des produits. Vous allez voir qu'on retrouve tout ça chez les agriculteurs FARRE. 58% ont deux systèmes de production complémentaires, c'est-à-dire grandes cultures-élevage ou grandes cultures-légumes, etc. ; 26 de ces 58% associent l'élevage à différentes productions végétales. C'est une constatation importante, car elle répond à une objection qui a trop tendance à être répandue elle aussi par rapport à une situation du passé où on avait dit les agriculteurs ont chassé les animaux des fermes, ils n'ont plus d'humus à mettre sur leurs terres et ils ne font plus que des cultures végétales. Eh bien on s'aperçoit que dans un groupe qui essaie de réfléchir à ce qu'il fait, on réintroduit au contraire l'élevage comme un équilibre important. Je pense que c'est une bonne nouvelle agronomique, d'autant plus que sur les 42 exploitations, puisqu'il y en a 58 qui ont des systèmes mixtes, 42 qui, elles sont spécialisées, alors on s'aperçoit que ce sont des spécialisations très liées au terroir. Je crois que là encore nous avons des éléments pour répondre aux souhaits des consommateurs qu'évoquaient Madame NICOLI ce matin en nous parlant de diversification.

Diversification évidemment c'est très schématique, mais si on creuse, c'est quand même extraordinaire dans les cultures elles-mêmes qui sont pratiquées et les élevages. Le pilotage raisonné de la campagne pour un agriculteur FARRE se nourrit de l'observation biologique des cultures et de leur environnement. Observer avant de décider et agir, c'est le principe fondamental que vous appliquez tous, tout au moins ceux qui sont ici des membres du réseau FARRE. Alors voilà les chiffres : 71% des agriculteurs FARRE, et ça n'a rien d'étonnant, utilisent des prévisions pour leurs traitements phytosanitaires. Je dirais même que s'il n'y en

a que 71, c'est parce que scrupuleusement nous n'avons voulu prendre que les chiffres qui figuraient dans les brochures concernant les agriculteurs. Il se peut très bien qu'il y en ait pour lesquels ça n'a pas été mentionné, mais que ça existe. Mais sur une base minimale de l'enregistrement, on a déjà un chiffre extrêmement réconfortant ; 44 d'entre eux effectuent eux-mêmes des piégeages et 37 éleveurs appliquent sur leurs élevages des systèmes d'observation analogues, tout à fait individualisés, à l'animal. L'observation est complétée, en matière de fertilisation, par un contrôle de la nutrition minérale par des analyses. 60 font des analyses de sol avec une périodicité fixe de l'ordre de trois à cinq ans. 42 font des analyses foliaires annuelles et 71 effectuent annuellement un bilan de l'azote.

Et enfin le résultat d'une bonne adaptation au milieu, de la conduite minutieuse de la culture se retrouve dans la qualité spécifique des produits puisque 78 recherchent une valorisation de ces qualités spécifiques et dont 60 le font à l'aide des signes officiels de qualité : AOC, labels, certifications. Alors il reste à savoir quelle est l'attitude vis à-vis de l'environnement. Le propre de l'Agriculture Raisonnée, nous l'avons dit, est de ne pas considérer l'ensemble des mesures de protection de l'environnement et des ressources naturelles comme des contraintes que l'on subît, mais comme des objectifs qui doivent entrer dans les résultats de l'exploitation en harmonie avec les revenus monétaires. On ne fait quand même pas ça pour la gloire. Et ce souci de l'environnement est déjà présent à tous les stades de la décision qui jalonnent la campagne de production et où, à chaque fois, l'agriculteur est amené à se demander si ce qu'il doit faire, le traitement qu'il doit faire, le choix de la variété, correspondent bien aussi à des objectifs d'insertion dans l'environnement. Mais ce qu'on dénombre, c'est un nombre important d'exploitations qui ont des actions spécifiques en faveur de l'environnement : 65 ont réalisé des aménagements de protection contre l'érosion, donc 50 par des plantations et des dispositifs de culture. 65 encore ont procédé à une amélioration du cadre de vie par des haies, des boisements ou des cultures ornementales ; 25 ont effectué des travaux pour une bonne intégration des constructions dans le site, et 43 installent des abris et des points de nourrissage pour le gibier. Enfin, ces actions environnementales sont valorisées pour certains par des activités touristiques, 10 ont des gîtes ruraux et 7 bénéficient de monuments historiques... ça c'est pour la petite histoire mais c'est quand même intéressant.

Voilà donc les éléments que je voulais vous livrer. Jusqu'à maintenant, notre communication à FARRE s'appuyait sur un discours un peu théorique, c'est-à-dire sur les principes de l'Agriculture Raisonnée et sur une évocation qualitative, une description des pratiques des agriculteurs du réseau. Je crois qu'avec la constitution de cette première base de données chiffrée, codifiée, rendue possible par le fait qu'on a atteint cent fermes, donc on peut commencer à faire des calculs, nous pouvons maintenant justifier par des faits chiffrés qu'il y a bien une transformation de l'agriculture et que les agriculteurs du réseau FARRE veulent en témoigner auprès de l'opinion publique. C'est un outil modeste qui est constitué, comme je vous le disais, à partir des dépliants. Donc il est extrêmement perfectible, mais je crois aussi que déjà, avec ces imperfections, les informations recueillies confortent tout à fait les prévisions que nous avons quand nous avons créé FARRE.

Ce qui ressort de ces chiffres, c'est la compétence, la conscience professionnelle, l'engagement social, le souci de la biodiversité qui sont absolument évidents à travers les

caractéristiques qu'on a pu chiffrer. Les agriculteurs du réseau démontrent que l'on peut préserver toutes les valeurs traditionnelles de l'agriculture sans renoncer à une utilisation intelligente des connaissances nouvelles. On a, à plusieurs reprises dans cette journée, évoqué l'agriculture biologique. L'agriculture biologique est née à la fin des années 50 d'une contestation. Nous l'avons dit tout à l'heure, c'est la contestation d'un système où par une simplification excessive on était obligé de donner des recettes, et effectivement en même temps par manque de connaissances on pouvait faire des bêtises. Les inconvénients du système, c'est qu'il est figé. Il s'est accroché au dogme de la non-utilisation des outils du progrès. La seule différence, c'est que ces outils ont changé en quarante ans, et qu'il n'y a rien de commun avec les nouveaux herbicides, et encore plus les nouveaux insecticides que le bon vieux Parathion des années cinquante. Donc, je crois qu'à terme, sauf pour des problèmes de marché, la démarche se rejoint. Elle se rejoint dans son objectif qui est celui effectivement de la préservation de l'équilibre naturel de l'écosystème. Mais les uns veulent le faire dans une croyance un peu naïve de la capacité du système naturel à se réguler parfaitement lui-même. Or nous savons combien c'est difficile. Et les autres, dont font partie les agriculteurs FARRE, au contraire, à essayer d'utiliser et d'être les interlocuteurs... parce que je crois que, précisément, à partir de leur expérience il y a maintenant un écho qui peut revenir aux fournisseurs de l'agriculture pour leur montrer les limites, les difficultés clé ce qui a pu être fait. Donc je pense qu'on ne peut pas tourner le dos au progrès. Maintenant, s'il existe un marché pour des produits n'utilisant pas des produits de synthèse, il n'y a aucune raison qu'on les en prive. Et ce marché doit se développer jusqu'à sa limite naturelle de marché. Et je pense que c'est une excellente chose. De toute façon, il existe toujours en démocratie une excellente chance d'avoir des gens qui, par leur attitude, sont un peu contestataires. C'est une très bonne chose. Mais, de grâce, ne parlons pas d'extensification comme d'un miracle.

Les agriculteurs FARRE, comme beaucoup de leurs collègues qui ne sont pas dans le réseau mais qui sont agriculteurs à côté d'eux, ont la compétence et la capacité pour raisonner et pour appliquer. On a quand même des résultats après trente ans d'enseignement agricole !.. Je pense qu'il y a une population agricole qui est en train d'évoluer considérablement. Et justement l'an dernier, à l'occasion de notre convention à Montpellier, je disais aux agriculteurs présents que dans une société qui perd le sens de l'éthique et des responsabilités, ils devaient témoigner des valeurs préservées par les agriculteurs, malgré et même surtout à cause de tout ce que certains continuent à vouloir en dire. Je crois que c'est répondre ainsi au souci de dialogue bioculturel agriculture/environnement qui a été souhaité ce matin par Patrick LEGRAND. Alors, évidemment, nous ne pouvons pas prétendre que le réseau FARRE soit représentatif de l'agriculture française. Mais je crois que par le mode d'agrément des agriculteurs, qui se portent volontaires avec l'assentiment de leurs collègues et l'approbation des organisations professionnelles agricoles, s'ils ne représentent pas une moyenne au sens statistique du terme, ils sont incontestablement les indicateurs d'une tendance locale et régionale. Et je crois que les régions s'ajoutant aux régions, nous aurons prochainement une vision nationale satisfaisante du problème, et je crois que c'est ce qui est le plus important. Ce qui est important c'est que ça bouge, c'est que nous ayons une image vivante de l'évolution qui anime notre agriculture depuis quelques années. Et de pouvoir en identifier les orientations et les fondements.

Ce qui paraît le plus réconfortant, c'est que ce mouvement repose sur la volonté et l'enthousiasme des agriculteurs. C'est bien de cette agriculture dont nous avons besoin. C'est une agriculture qui, au-delà de la fonction de production, sait faire la place à sa fonction de gestion du territoire rural. Je disais tout à l'heure, par différence, que les agriculteurs ne représentaient que 5% de la population. Mais ils occupent 60% du territoire, et c'est effectivement par la nécessité du maintien de la fonction de production bien sûr, mais aussi d'avoir la responsabilité de maintenir vis-à-vis des générations futures la fertilité des sols, la protection contre l'érosion, l'équilibre des éléments minéraux, des complexes microbiens du sol, etc. Ce territoire doit maintenir son aptitude à produire, mais cette fonction de production ne doit pas, bien entendu, conduire à éliminer la vie naturelle. Et je crois que c'est tout à fait ce que l'on retrouve sur les fermes FARRE. Justement, Dominique DRON, sur ce sujet, a évoqué les limites du droit de propriété. Alors ça m'a rappelé que "Mirabeau donnait une définition que je résume lapidairement : "seul le consentement de tous peut permettre à un seul d'user et d'abuser d'un bien". Il n'est pas forcément nécessaire de se référer aux Américains. Les pères fondateurs de la démocratie française avaient bien senti ce que vous avez voulu nous dire. Et peut-être que nos juristes auraient besoin de se pencher sur ces origines de la conception française du droit de propriété. Parce qu'effectivement (notamment pour l'agriculture périurbaine) je sais que les agriculteurs connaissent précisément les limites de la faculté d'user et d'abuser d'un bien par rapport à la société qui nous entoure.

Et il y a un point, je crois qu'Alain FORNI l'a souligné un peu tout à l'heure, c'est que l'agriculture a modelé notre paysage, elle a déterminé le cadre de vie, elle offre donc aux citadins, comme vous le disiez, un endroit où ils peuvent oublier un temps les nuisances urbaines. Mais je crois que la société méconnaît le rôle d'équilibre que joue l'agriculture par rapport à ces nuisances urbaines. Je crois que la société sous-estime d'abord l'importance vitale de la fonction de production (ça, c'est une certitude), mais aussi de tout ce que représente la fonction d'épuration de l'air, de l'eau, que peut représenter l'espace agricole. Parce que, bien sûr, il ne faut pas que les agriculteurs rajoutent leurs propres nuisances aux nuisances urbaines, mais ils ont un rôle très important à jouer dans ce domaine, et je crois que la société doit être mieux informée de la perception que les agriculteurs ont de leurs responsabilités vis-à-vis de ces exigences, et c'est je crois la mission que se donnent les agriculteurs du réseau FARRE et, peut-être comme vous le disiez, madame, l'occasion de reformaliser le contrat social entre l'agriculture et sa société.

Pour conclure un peu tout ceci, je vous dirais que ce qui me paraît le plus réconfortant, c'est qu'à travers ce mouvement FARRE que, bien sûr, j'ai le privilège d'assez bien connaître, on a la vision d'un mouvement qui repose beaucoup plus sur la volonté et sur l'enthousiasme des agriculteurs que sur des contraintes plus ou moins légales. Certes, et vous avez très bien posé le problème, il faut des bornes, il faut que chacun connaisse les limites, mais le président GLEIZES l'a souligné tout à l'heure, cette forme de progrès par le volontariat c'est certainement celui qui est le plus fort à terme. Et c'est donc de cette agriculture dont la société a besoin. Une agriculture jeune, dynamique, capable d'assumer ses responsabilités, et ayant foi en elle. C'est bien l'engagement que prennent les agriculteurs FARRE. Ce ne sont pas pour eux que des mots, je le sais, c'est une réalité qui doit être vécue au quotidien. Mais je crois que c'est pour cela que nous devons l'encourager, la soutenir, la conforter et donc, en un mot, qu'elle soit une agriculture durable au plein sens du terme. Je vous remercie.

M Claude GLEIZES

Je remercie d'avoir terminé en évoquant le problème de responsabilité de chacun. Patrick LEGRAND parlait ce matin de faire des actes de contrition. Bien sûr ce n'est pas en frappant sur la poitrine des autres, mais il faut que chacun frappe sur la sienne, que dans un esprit de dialogue chacun exprime ses aspirations et reconnaisse les erreurs qu'il a pu faire. Mais je vois que la contrition n'exclut pas la foi et encore moins l'espérance. Dans les propos de Jean THIAULT, on a senti cette espérance devant la croissance de l'Agriculture Raisonnée à travers le réseau FARRE, et j'ai trouvé très intéressante cette façon de comparer la théorie de l'Agriculture Raisonnée avec la pratique qui se révèle dans l'analyse des fiches concernant les différentes fermes du réseau FARRE. Je pense au Conseil scientifique. On pourra peut-être utiliser ce genre de démarche, qui me paraît intéressante, pour voir comment, à travers les fermes du réseau FARRE, on peut saisir ce qu'est très concrètement l'Agriculture Raisonnée.

M Benoît COLLARD, agriculteur FARREE dans le département de la Marne.

Je voudrais rebondir sur l'un des propos de M THIAULT, qui a souligné que l'ensemble des agriculteurs du réseau FARRE, en général, donc l'esprit qui nous anime dans le réseau s'est basé sur l'observation et sur l'échange, c'est-à-dire que la majorité des agriculteurs FARRE font partie de groupes d'études, de développement. Et donc, cet échange, on l'a naturellement en nous, mais ce que je souhaiterais dire (et je voudrais faire un appel à Madame DRON et aux intervenants de ce matin) c'est que cet échange il faut qu'il soit non seulement entre nous, agriculteurs FARRE avec nos autres agriculteurs, mais aussi avec vous. Et je les invite sur nos exploitations pour venir justement discuter et débattre de tous ces problèmes, parce que ce matin l'intervention de Madame NICOLI m'a laissé un peu sur ma faim quand elle a parlé du problème du maïs où, en gros, elle a dit qu'on allait se retrouver autour d'une table et que ça allait être une bataille autour de ces problèmes d'OGM. Je pense que c'est dommage. Il serait plus intéressant qu'elle aille dans les Landes et qu'elle aille en discuter avec nos amis des Landes pour poser parfaitement le problème. Donc, je pense que monsieur THIAULT a entièrement raison dans son propos et je souhaite que ces échanges-là deviennent de plus en plus nombreux pour éviter les chamailleries qui ne font pas avancer le problème. Merci.

Mme Dominique DRON

Dans plusieurs régions de France où il y a des concentrations industrielles, se sont formalisés des groupes qu'on appelle des "SPPI" qui se trouvent présidés par le préfet, par le secrétaire général DRIRE, et où il y a les industriels, les élus, les différentes administrations concernées, les associations et les syndicats. Et le principe de ces structures, dont certaines existent depuis plus de vingt ans (puisque le premier c'était les Bouches-du-Rhône, en 1972), c'est de poser les problèmes, d'essayer de les traiter en dehors d'un cadre réglementaire quitte à ce qu'ensuite, parmi les solutions envisagées, il y en a certaines qui sont réglementaires, qui sont aussi proposées au préfet... mais à ce moment-là qui sont consenties partout le monde. Ce sont aussi des structures qui, par exemple, peuvent faire des études techniques ou scientifiques quand des problèmes se posent pour essayer effectivement de faire circuler l'information et de faire progresser tout le monde. C'était juste pour vous dire que je suis tout à fait d'accord sur ce principe des échanges inter-secteurs.

M Jean-Luc BLANC, agriculteur du réseau FARRE dans les Landes.

Je voudrais tout d'abord remercier M THIAULT de son exposé et souligner comme l'a fait M GLEIZES, cette note d'espérance qu'il a amenée aujourd'hui aux débats, parce qu'après les différents exposés depuis ce matin, une certaine oppression commençait à me gagner. Donc merci M THIAULT, de nous avoir redonné ce sens de l'espérance. Je voudrais simplement témoigner en tant que tout récent adhérent au réseau FARRE, et dire simplement que si j'ai adhéré au réseau FARRE, c'est avant tout pour être le témoin et le représentant d'autres agriculteurs. Comme l'a souligné M THIAULT, le réseau FARRE n'est pas une caste d'agriculteurs qui, sur le thème proprement dit de l'environnement, sont forcément des fermes pilotes, mais on est en tout cas les témoins d'une prise de conscience de l'ensemble (même si, bien sûr, je suis conscient des abus qui règnent encore en agriculture). On est en tout cas les témoins de l'ensemble de cette prise de conscience des professionnels depuis plusieurs années.

M Paul HAVET, Office National de la Chasse, membre du Conseil Scientifique de FARRE.

Le réseau FARRE a pour objectif la protection de l'environnement et je voulais faire remarquer que le respect d'un certain nombre de problématiques environnementales échappe au seul cadre de l'exploitation. C'est-à-dire que ce n'est pas simplement à partir de la décision d'un seul chef d'exploitation que l'on va résoudre tel ou tel problème environnemental, notamment de paysage, pollution ou abondance de telle ou telle espèce animale. Donc, ce qui serait intéressant, c'est de savoir quelles sont les démarches que font les agriculteurs FARRE pour échapper à cette contradiction et essayer de trouver les solutions avec leurs voisins pour résoudre ces problèmes.

La deuxième question, c'est une question que j'aimerais poser à Madame DRON : que pensez-vous de l'évolution des équilibres entre les systèmes d'aide économique, de soutien aux revenus, de soutien au marché et de soutien aux aides environnementales, tant à l'échelle globale où l'on constate des disparités énormes dans des rapports de 1 à 30 ou de 1 à 50, ou même au niveau local, entre différents systèmes d'aide qui rendent quelquefois totalement inopérante une bonne volonté agri-environnementale. Et est-ce que vous ne pensez pas qu'un certain nombre de mesures de protection de l'environnement vont demain absolument nécessiter une intervention de type législatif et non pas simplement volontaire ou réglementaire. Ne va-t-on pas déboucher sur une obligation législative ?

Mme Dominique DRON.

C'est sûr que lorsqu'un agriculteur fait un prélèvement d'eau illégal, qu'il irrigue, et dont, ensuite, le système d'aides considère que puisqu'il a irrigué, il a la prime d'irrigation, il y a un problème quelque part. C'est-à-dire qu'on ne peut pas demander à un agriculteur d'être trop vertueux contre son porte-monnaie ni contre le système entier. Il y a donc là des incohérences, c'est sûr. Concernant l'évolution du système d'aides, on n'arrivera pas avec les outils dont les pouvoirs publics disposent à faire adopter à l'ensemble des professions agricoles, a fortiori au niveau européen, des altitudes plus respectueuses de l'environnement tant que l'agri-environnement sera un cautère sur une jambe de bois, c'est-à-dire quelques pour mille de

l'ensemble des autres sommes qui circulent, si ces autres montants n'ont absolument aucun rapport avec les critères environnementaux, voire sont en contradiction avec eux. Mais je crois que vous le savez tous. Ce qu'on peut se dire aussi, c'est que les aides à la production ne sont pas tellement du goût de l'OMC, donc forcément tout ce qui sera aide acceptée sera plus ou moins lié au territoire, et là effectivement, on a une possibilité pour faire rentrer dans une case valorisant tes efforts de respect de l'environnement des exploitants des sommes d'argent beaucoup plus importantes que celles qui sont actuellement consacrées aux aides agri-environnementales. Mais c'est tout l'enjeu de la négociation de ces six à huit prochains mois. Je ne sais pas trop ce que je peux vous dire de plus sur ce point-là.

M Jacques DUFRECHOU

On a parlé tout à l'heure de la légitimité des aides PAC. Je voudrais qu'aujourd'hui, même en agriculture, on s'interroge sur le fait de justifier auprès de l'opinion publique ces aides PAC. Aujourd'hui, on subit la politique européenne, Mais auprès de l'opinion publique, pour prendre l'exemple du maïs, du maïs à 60 F le quintal, j'ai connu ça. J'étais jeune agriculteur et je venais de m'installer. Il y a quelques années, il n'y avait pas d'aide PAC. Mais à cette époque-là, pour prendre quelques exemples, on payait les scories potassiques 14 F le quintal, les doses de semence de maïs étaient entre 150 et 200 F... ma femme travaillait 45 heures par semaine et elle touchait 1000 Francs, et ainsi de suite. Alors, si c'est revenir à ça, on peut y revenir, les agriculteurs ont vécu ça et tout le monde l'a vécu. Aujourd'hui si on veut nous supprimer les aides PAC ce n'est pas un problème, on a connu cette époque-là, mais on y revient. J'attends la réponse de l'opinion publique par rapport à ça. Il ne faut pas demander non plus à l'agriculture de faire toujours des efforts ; je crois que l'agriculture a fait les efforts nécessaires... On a parlé surtout, en 1997, de l'installation des jeunes et de l'aménagement du territoire et que les agriculteurs étaient indispensables pour aménager le territoire. Moi, je veux bien, mais on ne peut pas tenir deux discours non plus, il faut savoir ce qu'on veut. Si on veut des agriculteurs il ne faut pas non plus les saigner. Alors, c'est vrai qu'on a une politique productiviste, on peut y aller, mais on connaît les conséquences, c'est une diminution des agriculteurs, et ça on l'a vécu pendant des décennies. Si on veut un frein, il va falloir aussi ramener un peu de revenu, rémunérer les agriculteurs à juste raison, et pas toujours leur demander de remplir d'autres fonctions que celle de produire sans être rémunérés pour cela. Et ça aussi, il va falloir que l'opinion publique en ait conscience et que les pouvoirs publics fassent la part des choses.

Mme Dominique DRON.

Il y a des choses différentes dans ce que vous dites. Il y a le fait de dire "on va nous supprimer les aides PAC". Au niveau du marché international, il y a des formes d'aide qui ne passent plus et certaines qui passent. Alors il faut transvaser. Il se trouve que dans la série des types d'aides qui passent, celles qui passent le mieux, qui ont des chances de passer le mieux et le plus longtemps sont celles qui sont liées au territoire. Et je dirais, coup de chance pour des agriculteurs qui sont justement en avance sur des pratiques liées au territoire. Et c'est justement la possibilité de valoriser ça. Alors que maintenant on ne peut pas le faire. J'ai l'impression que c'est plutôt une bonne nouvelle. Maintenant, que la discussion ne soit pas encore faite et qu'on ne sache pas sur quels critères, c'est vrai, mais n'empêche que la tendance me semble plutôt meilleure, plus optimiste, plus porteuse d'espérance pour des exploitants qui se sentent liés à leur territoire et qui le valorisent avec des pratiques correctes.

Le deuxième aspect, c'est ce que veut la société et qu'est-ce qu'elle perçoit comme étant juste ou pas juste. Je crois que c'est, première chose, un déficit de dialogue, et je vais juste donner un exemple, et la deuxième chose c'est quelques prises de position qui sont pour une partie des citoyens motif à s'étonner fortement. Celles sur l'eau, j'en parlais tout à l'heure, est motif à s'étonner fortement pour un citoyen. Je vais vous donner juste un exemple : 1972 création du SPPPI (Secrétariat Permanent pour la Prévention de Pollutions Industrielles) des Bouches-du-Rhône. Une entreprise ne veut pas adhérer : EDF. Une entreprise considère donc qu'elle n'a pas à venir discuter deux fois par an avec des élus, des associatifs, les pouvoirs publics, et qu'elle se débrouille très bien toute seule. Moralité, depuis 1988, la cible systématique de toutes les critiques sur la pollution de l'étang de Berre c'est EDF, et en 1991 ils se sont trouvés avec une bombe artisanale posée contre le mur de leur centrale. Ce que je voulais dire c'est que ça n'est pas arrivé aux autres. Dans tes autres usines, il y a eu des accidents, il y a eu des morts, des pollutions accidentelles, mais le fait d'avoir maintenu le dialogue et d'avoir toujours expliqué pourquoi et d'avoir conçu ensemble tes moyens pour qui;* ça n'arrive plus ou que les choses se passent mieux, c'est absolument fabuleux au niveau de l'efficacité du dialogue. Et il faut aussi ne pas confondre la représentation du dialogue avec les riverains que chacun d'entre vous peut avoir si ça se passe bien (parce que justement vous êtes intégrés au territoire) et la représentation et le dialogue agriculture-société tel que peut se le représenter un citoyen qui est un discours de Luc GUYAU ou qui lit une décision par exemple du genre "les agriculteurs ne paient toujours pas l'eau", et qui voit en même temps sa facture monter... Ce sont vraiment des positions extrêmement différentes. Et quand je parle de dialogue, c'est de ça dont je parle, parce que c'est du niveau national que sortent les symboles justement.

M Jean THIAULT

Pourquoi faut-il que la société, représentée par l'État ou par l'Union européenne, aide l'agriculture ? C'est ça la question. Tout simplement, je crois, parce que précisément cette agriculture qui occupe 60% de notre espace, la société en a besoin. B c'est une forme de rémunération. Alors cette aide historiquement est issue du besoin du moment. Le besoin du moment des années; 45-50 celait la nourriture. Et avec ce type d'aides, les résultats ont dépassé les espérances. On a commencé à en avoir de trop. Donc il a fallu soutenir les marchés et donc on a conçu un système fonctionnant uniquement sur un problème de soutien de marché par les prix. Le problème est tout simple, c'est que politiquement on n'a pas vu suffisamment tôt venir le problème de la contestation. Il aurait fallu bien plus tôt, au moins dix ans plus tôt, commencer à modifier cette fameuse PAC. On l'a laissée trop longtemps. Le résultat, c'est qu'il a fallu ensuite y aller d'une manière beaucoup plus drastique. Mais je crois que ce qu'il faut bien garder présent à l'esprit, c'est qu'au niveau des instances politiques européennes, le besoin de soutenir une agriculture qui précisément soit le cadre de vie de toute la société, n'est absolument pas remis en question et je pense précisément,... et je partage tout à fait ce que vient de dire Madame DRON... que c'est une chance pour les agriculteurs que vous êtes, plus tous ceux que vous représentez, parce qu'ils sont nombreux autour de vous à avoir compris... c'est une chance que l'on oriente les choses comme ça, parce que c'est précisément le type de soutien qu'il faut donner. Un type de soutien contractualisé vers des objectifs qui intéressent la société.

Mais, bien entendu, je crois qu'il ne faudra pas faire les choses brutalement, il faut que ça se passe en sifflet, comme on dit dans les termes gouvernementaux. On ne l'a pas fait assez tôt mais il faut absolument le faire. Je crois que l'aide à l'agriculture, personne ne la conteste, à une condition : c'est que cette agriculture réponde aux besoins de la société. Quand on dit il ne faut pas contraindre, ce n'est pas une contrainte que de donner une aide, c'est précisément un encouragement au volontariat, à adhérer. Et effectivement, il y a des gens qui peuvent ne pas adhérer et, comme vous l'avez dit, ils se retrouvent quelquefois dans des situations périlleuses. Pour un industriel ça risque d'être plus périlleux que pour un agriculteur isolé dans un coin, mais on ne sait jamais. Il y a des situations en zones périurbaines qui peuvent être conflictuelles.

M Claude GLEIZES

Il est temps de terminer cette journée. C'est donc notre président Alain FORNI qui va la conclure.

CONCLUSIONS

**M Alain FORNI,
président de FARRE**

Je vais essayer de tirer simplement quelques lignes de synthèse, sachant qu'il est très difficile de conclure des travaux d'une telle densité, d'une telle richesse. De plus, je crois que le mot conclusion ne serait pas bon, parce que lorsqu'on conclut, cela veut dire qu'on referme le livre et on l'ouvrira dans un an. Or ce n'est pas ce qui s'est dit aujourd'hui toute la journée. Je considère qu'on a ouvert une page aujourd'hui. Merci à vous tous et à tous nos intervenants d'avoir répondu présents, notamment; ceux qui ont participé à la totalité de nos travaux. J'ai été tout à fait sensible, en tant que président de FARRE, à l'intervention de Dominique DRON. Je connais un peu vos engagements et votre calendrier et j'avoue que j'ai fort apprécié votre participation à toute cette journée. Merci donc d'avoir répondu présents à ces premières rencontres de l'agriculture raisonnée.

J'adresserai également un merci à la restreinte mais néanmoins efficace équipe FARRE, restreinte parce qu'elle est toute petite, on n'est pas nombreux dans cette équipe, mais même si elle est restreinte c'est quand même elle qui a supporté toute la mise en place de ce colloque, de cette journée, et dans l'animation et la réflexion pour la préparation, mais aussi toute la partie pratique.

Ces premières rencontres ont permis de confronter les attentes de nos clients directs, les industriels de l'agro-alimentaire, de nos clients finaux, les consommateurs, et celles de la société à travers les interventions des uns et des autres, et aussi notamment à travers l'intervention de Dominique DRON. J'ai compris que, de temps en temps, certains propos ont peut-être heurté quelques oreilles; J'ai mis sur mon papier "peut-être tant mieux". Je n'aurais peut-être pas osé le faire ailleurs. Mais à FARRE je sais qu'on peut le faire. Et puis rappelez-vous os que j'ai dit ce matin durant l'accueil, c'est qu'effectivement le début de la communication, c'est d'abord d'accepter d'écouter l'autre et ensuite d'accepter qu'il n'ait pas forcément le même avis. Si on a tous le même avis on ne progressera pas, on n'avancera pas parce qu'on n'aura pas grand chose à partager sinon un canon de rouge et une baguette de pain. Mais effectivement c'est aussi dans la diversité qu'on avance et qu'on grandit. Je ne sais plus qui le disait, mais moi je le sens comme ça... c'est peut-être aussi ça le sens de l'espérance, de savoir écouter et partager.

Nous exerçons tous une activité économique, nous agriculteurs du moins, c'est le marché qui nous rémunère... c'est du moins, si je l'ai compris, ce que nous souhaitons les uns et les autres. Mais, malgré tout, ce marché est ouvert sur le monde avec ses notions de compétition, de coût de production, de concurrence, et rappelez-vous simplement le lancement de FARRE et ces abricotiers pleins d'abricots qui ont frappé la plupart des gens ayant participé au lancement de FARRE dans l'Hérault. Quand Serge MARTIN PIERRAT nous a dit : "on ne les cueille pas parce qu'il n'y a pas de marché", cela a marqué les gens. Nous avons essayé aujourd'hui, peut-être difficilement, de concilier ce qui pourrait paraître inconciliable. Alors, d'abord la recherche d'une meilleure productivité économique pour pérenniser nos exploitations agricoles et pour pouvoir être encore là demain ; pour la recherche de produits de qualité sanitaire irréprochable... on en a parlé... mais aussi de produits goûteux, de produits typiques, de produits du terroir.

L'agriculture et l'environnement, je serais tenté de dire sont indissociables. Nous, agriculteurs, avons besoin pour produire de sols, d'eau, d'air. A quoi nous servirait de les dégrader, si ce n'est couper la branche sur laquelle nous sommes assis ? Jean THIAULT l'a dit tout à l'heure, et il n'a pas été le seul, nous avons des progrès à faire, comme tout le monde. Mais l'environnement ne peut rien non plus sans une gestion équilibrée et durable de l'agriculture. Une petite anecdote sur l'apport de l'agriculture à l'environnement quand l'environnement a des problèmes : Dominique DRON a parlé de Natura 2000. Dans mon département de la Marne, il y a un site pilote Natura 2000, les marais de Saint-Gonds. Après un certain nombre de discussions très intéressantes et très ouvertes avec l'ensemble des partenaires, il est paru un document issu de la Ligue de la Protection des Oiseaux qui dit entre autre que la protection d'une partie du patrimoine commun life des marais de Saint-Gonds passe par le travail des agriculteurs et l'implantation d'une dizaine de génisses qui viennent brouter l'herbe et éviter que la broussaille prenne le dessus. C'est ce qu'à l'époque ils avaient expliqué au ministre de l'Environnement qui était Corinne Lepage. Et c'est bien dans ce sens-là que les écologistes ont toujours dit qu'on avait des impacts sur l'environnement, mais ils nous ont aussi dit que sans agriculture on ne sait pas non plus comment faire.

Gardons-nous également des excès. Je dirais presque avec une pointe d'humeur, l'écologie ni trop ni trop peu. La nature a d'ailleurs horreur des excès. Les agriculteurs et la profession agricole ont depuis quelque temps fait ce constat : nous devons assumer nos responsabilités, mais en même temps ne nous laissons pas accuser de tous les maux car la société sait aussi nous trouver quand il le faut, notamment pour accroître son urbanisation ou pour réaliser des ouvrages dits structurants, mais aussi, je l'ai dit tout à l'heure, pour recycler ses propres déchets. C'est vraisemblablement en ce sens que nous avons besoin de dialogue entre nous pour progresser ensemble, et je considérais ce matin, mais je le considère encore un peu plus ce soir, que FARRE est peut-être l'un des lieux nouveaux dont a parlé Patrick LEGRAND pour engager ce dialogue. Le dialogue est l'une des conditions essentielles à l'évolution des mentalités. Je considère également, et nous en reparlerons demain dans le cadre de notre convention, que ce dialogue ne doit pas se situer qu'à Paris, entre Dominique DRON, le président de FARRE, Marie José NICOLI ou Patrick LEGRAND, ou Jean-François MOLLE, mais il doit aussi se délocaliser dans nos départements, dans nos communes, dans nos petites régions. Les agriculteurs ont décidé de faire volontairement des efforts. Cette démarche, il me semble, est aujourd'hui reconnue par les pouvoirs publics. J'en tiens pour preuve les propos tenus par les représentants des deux ministres de l'Agriculture et de l'Environnement au groupe plénier du CORPEN, où ils nous ont dit les uns et les autres que cette démarche volontaire était plus efficace et plus rapidement efficace que la seule contrainte réglementaire. On a longuement parlé, et on y reviendra demain, de la valorisation des produits de l'Agriculture Raisonnée. J'ai noté cependant, et je ne vous donnerai pas d'avis sur le sujet, quelques idées au passage qui ont été mises sur la table aujourd'hui : un label de plus, les problèmes et les difficultés de la définition de ce qu'est l'Agriculture Raisonnée, ne pas tromper les consommateurs, ça fait partie de la définition... Je retiendrai simplement (et c'est une phrase forte qui a été citée par Jean-François MOLLE) : l'Agriculture Raisonnée, il faudrait qu'elle devienne l'agriculture normale, c'est-à-dire que cette dynamique des agriculteurs FARRE, cette dynamique de FARRE, arrive à entraîner (j'en ai la conviction profonde) l'ensemble des pratiques des agriculteurs.

Nous avons, nous agriculteurs, et FARRE en est le témoin quotidien, décidé de mettre en place des schémas de développement durable, durable dans trois dimensions : la dimension des hommes, la dimension de l'économie, la dimension des territoires. Pour les hommes

d'abord pour quelques raisons simples. C'est d'abord pour qu'ils continuent à remplir cette mission essentielle à l'humanité qui est de nourrir les hommes. Essentielle pour les hommes aussi pour que derrière nous d'autres (et c'est vrai qu'on pense souvent à nos enfants) prennent le relais sur nos fermes. C'est aussi ça le sens de la durabilité du développement pour les hommes. Durable pour l'économie, c'est beaucoup plus simple parce que l'économie nous voulons en vivre, parce que sans marché rien ne sert de produire, mais nous voulons aussi dégager de notre activité un revenu durable et tant qu'à faire rémunérateur, Durable enfin pour les territoires, et là on l'a bien perçu toute la journée, parce que d'abord les territoires sont essentiels à la production, mais faut-il rappeler que sans hommes et sans économie le territoire devient un désert. Alors, dans ce cas, qui entretient le désert ? Il n'y a plus beaucoup de volontaires. Chacun reconnaît ici la beauté des paysages, et la beauté et la qualité des produits, rappelons tout de même, et Jean THIAULT l'a dit tout à l'heure et le dit régulièrement, qu'ils sont le fruit du travail de l'homme. Jean THIAULT nous a parlé de l'Agriculture Raisonnée, il a parlé des hommes qui font le produit, il a parlé de leur savoir-faire et de leurs compétences. L'Agriculture Raisonnée répond à toutes ces attentes. Les agriculteurs et les organisations professionnelles ont compris que c'est le modèle de développement d'aujourd'hui et de demain et je suis rassuré de constater que les mentalités et les pratiques évoluent aujourd'hui dans le bon sens. Voilà en quelques mots la genèse de FARRE. Les agriculteurs FARRE ont des convictions. Ils ont des compétences. Volontaires, ils ont le sens des responsabilités. Ils acceptent d'ouvrir leurs fermes, ils ont aussi le sens de la transparence. Alors allez, à leur rencontre en frappant à leur porte. N'ayez crainte, ils ont aussi le sens de l'accueil. Vous découvrirez dans ce cas combien ils sont bien dans leur peau, et combien ils sont fiers de ce qu'ils font. Merci de votre participation à tous. A demain bien sûr dans nos fermes FARRE. A l'an prochain parce que j'ai compris qu'il y aurait l'an prochain les deuxièmes RENCONTRES FARRE DE L'AGRICULTUREE RAISONNÉE. Je vous remercie.

Je vous donne maintenant rendez-vous au septième étage, où est prévu un bref mais néanmoins concret rafraîchissement. Comme vous le savez, ce cocktail est donné en l'honneur de Jean THIAULT, qui a présidé pendant quatre années FARRE. Il nous paraissait important de profiter de ce que "toute la famille" soit là aujourd'hui, pour lever notre verre en l'honneur de Jean THIAULT.

L'Association nationale FARRE

Le Forum de l'Agriculture Raisonnée Respectueuse de l'Environnement (FARRE) été créée en 1993. Fin 1997, il comptait 442 membres, représentant les différentes composantes de la filière agricole, incluant l'amont et l'aval.

Leur objectif commun est de promouvoir l'Agriculture Raisonnée, qui permet de concilier les impératifs économiques des agriculteurs (et de l'économie nationale et européenne...) avec l'indispensable respect de l'environnement et la recherche de productions de qualité.

Le nombre des agriculteurs français qui pratiquent l'Agriculture Raisonnée ne cesse de croître ; le réseau des Fermes de rencontre FARRE témoigne de leur engagement et de leurs progrès.

Ces Formes de rencontre étaient au nombre de 100 fin 1997, dans 16 départements. Dans t'avenir, elles seront présentes dans tous les départements français et dans toutes les productions agricoles. Des COMITÉS ou ASSOCIATIONS FARRE se constituent dans chaque département ou région où se trouvent des Fermes de rencontre FARRE.

FARRE est membre du réseau européen E.I.F. (European Initiative for Integrated Farming), qui développe des programmes similaires à FARRE dans 7 pays européens (Allemagne, Royaume-Uni, Suède, Espagne, Luxembourg, Italie et France), pour contribuer à faire progresser l'Agriculture Raisonnée comme base d'une agriculture durable pour l'Europe.

Les "RENCONTRES FARRE DE L'AGRICULTURE RAISONNÉE"

Les premières "RENCONTRES FARRE DE L'AGRICULTURE RAISONNÉE" ont eu lieu le 7 janvier 1998 à l'UNESCO (Paris),

Elles ont contribué, en un lieu symbolique et sur des bases nouvelles, à la réflexion et au dialogue entre des acteurs parfois éloignés mais qui partagent une même volonté de promouvoir une agriculture citoyenne et durable.

Le présent recueil contient le texte intégral des interventions et discussions.

FORUM DE L'AGRICULTURE
RAISONNÉE RESPECTUEUSE
DE L'ENVIRONNEMENT

